



Université
de Lille

Mémoire de recherche

Master mention Science Politique parcours Action Humanitaire

Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales | Université de Lille

Année universitaire 2023-2024

Entre acteurs internationaux et locaux : Le rôle des ONG internationales pendant et après la guerre de 2006 au Liban

Auteur : TRUJILLO SOLARTE Juan Pablo

Directrice du mémoire :

EL-BOUHATI Meryam

Membres du jury de soutenance :

EL-BOUHATI Meryam et CONTAMIN Jean-Gabriel



Université
de Lille

J'ai bien pris connaissance des dispositions concernant le plagiat et je m'engage à ce que
mon travail de mémoire en soit exempt

Cette étude examine le rôle des organisations non gouvernementales internationales au Liban pendant et après la guerre israélo-libanaise de 2006. À travers des recherches académiques et des entretiens avec les praticiens qu'y sont présents au moment de la crise. Nous proposons une analyse de l'adaptation logistique et des stratégies opérationnelles de ces organisations. La recherche explore comment les ONG ont navigué dans les environnements complexes d'urgence et de post-urgence. En outre, l'afflux d'aide étrangère et l'interaction subséquente entre les acteurs locaux et internationaux sont scrutés pour comprendre les dynamiques de distribution de l'aide.

L'analyse montre que les ONG doivent faire face à de nombreux défis au niveau opérationnel dès leur arrivée. Des ajustements logistiques et financiers sont faits pour fonctionner efficacement dans un environnement « d'urgence complexe ». La réponse immédiate, souvent caractérisée par le chaos initial et l'improvisation, met en lumière l'importance de l'intégration des réseaux locaux et internationaux. Ces réseaux permettent aux ONG d'entrer au Liban et, plus tard, d'y établir des opérations à long terme.

En parallèle, l'étude révèle que le système de coopération par clusters est souvent négligé à faveur des formes parallèles de coopération, souvent plus informelles. Cette coopération est encore affaiblie par une concurrence bien connue entre les ONG. Cela se traduit par une territorialité et un marketing autour de l'action humanitaire. En outre, les enjeux autour de la sécurité et la sécurisation créent des tensions entre les humanitaires et les intérêts de leurs bailleurs. Les décisions opérationnelles sont souvent influencées par ces considérations de sécurité. La présence d'acteurs armés non étatiques et les intérêts géopolitiques complexifient davantage le paysage humanitaire, nécessitant des stratégies d'intervention localisées de la part des ONG.

L'interaction entre les ONG internationales et les acteurs locaux a également été cruciale. Toutefois, cette interaction a pour conséquence que la plupart des ONG doivent s'intégrer, à des degrés divers, avec les politiques et les acteurs confessionnels. Plus particulièrement, et de manière controversée, cela implique l'établissement de relations avec le Hezbollah. La dépendance sur le personnel local et les organisations de la société civile a permis une distribution et une mise en œuvre plus efficaces de l'aide. Cependant, cette collaboration a aussi soulevé des défis en termes de confiance, de responsabilité et de pouvoir. Les partenariats locaux ont été essentiels pour renforcer la crédibilité des ONG, mais ils ont également révélé des déséquilibres de pouvoir et des tensions inhérentes à ces relations.

Mots-clés :

- Liban
- ONG
- Humanitaire
- Guerre
- Moyen-Orient

Sommaire

Sommaire	3
Remerciements.....	4
Signes et abréviations.....	5
Introduction.....	6
I. Le « cirque » de l’urgence : l’arrivée des humanitaires et l’adaptation logistique.....	17
A. Les facteurs derrière la réponse d’urgence	17
1. Se préparer à l’urgence, ou pas	17
2. La logistique humanitaire sous bombardement et blocage.....	21
B. Les efforts pour créer un réseau d’urgence ; un avantage sur le long terme	25
1. L’importance et la diversité des réseaux	25
2. Les urgences comme tremplin pour le développement	30
II. Bailleurs et acteurs institutionnels : encadrement, contrôle ou instrumentalisation ?.....	35
A. La coopération : les clusters limités par les dynamiques des ONG	35
1. La volonté de coopérer ; entre participation active et autonomie absolue	35
2. La concurrence et le marketing de l’action humanitaire	39
B. Les attentes et exigences imposées aux humanitaires : le « jeu » des institutions et des bailleurs	43
1. Les limites imposées par la sécurité et la géopolitique	43
2. Localiser les opérations et retenir des informations problématiques	46
III. Les rapports entre humanitaires et acteurs locaux dans un contexte de guerre.....	48
A. L’adaptation aux enjeux locaux et la collaboration avec les puissants	49
1. Ignorer ou se conformer aux dynamiques confessionnelles.....	49
2. La neutralité face à un acteur armé non étatique.....	52
B. La société civile et son rôle dans l’urgence et la reconstruction	55
1. Les ONG et l’action des locaux : au-delà du don et de la réception	55
2. La résilience de la population et la mise en question de l’aide	58
Conclusions.....	62
Bibliographie.....	65
Annexes.....	70

Remerciements

Ce travail de recherche n'aurait pas pu exister sans l'aide et l'accompagnement indispensables de plusieurs personnes. Ceux qui m'ont accompagné, soit physiquement dans cette nouvelle ville, soit moralement, à des centaines, voire des milliers de kilomètres.

Je remercie en premier lieu Madame Meryam El-Bouhati d'avoir accepté de diriger mon travail de recherche et de son aide pour la réalisation de ce mémoire. Ainsi que pour ses conseils et son assurance pendant les moments les plus exigeants de ce processus.

Je tiens à témoigner ma reconnaissance à Madame Emmanuelle Bouilly et à Madame Doris Buu-Sao, pour leur accompagnement à travers leur TD de « Méthodologie de la recherche ». Leurs commentaires ont permis à ce mémoire d'être réalisable et bien orienté.

J'adresse mes remerciements les plus affectueux à ma famille : mes parents Margarita et Albeiro, mon frère Julián et mes sœurs María Alejandra et Coco. Je les remercie de m'avoir accueilli en Colombie après deux ans et de m'y avoir offert un environnement calme et magnifique pour écrire ces pages. Leurs encouragements et leur fierté m'ont permis de rester heureux et ambitieux.

Je tiens à souligner le soutien précieux que m'ont apporté mes chers amis, de près ou de loin. Je remercie en particulier Debora et Wassim pour leur aide à la lecture et à la correction, ainsi que Dolla pour les commentaires enrichissants sur son pays. Je remercie Angelina et Mohammed pour le soutien émotionnel qu'ils ne me refusent jamais. Et à tous les autres, je témoigne mon amour pour l'intérêt et l'humour qu'ils ont démontré pour cette recherche ; vous m'avez permis de garder intacte ma motivation.

Enfin, je me montre reconnaissant envers les sept personnes dont les témoignages sont l'âme de ce mémoire.

Signes et abréviations

1. ONG : Organisation Non Gouvernementale
2. ONU : Organisation des Nations Unies
3. MdM : Médecins du Monde
4. USAID : United States Agency for International Development
5. PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
6. FINUL : Force Intérimaire des Nations Unies au Liban
7. OI : Organisation Internationale ou Intergouvernementale
8. OCHA : Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
9. ACF : Action Contre la Faim
10. IRW : Islamic Relief Worldwide ou Secours Islamique
11. MC : Mercy Corps
12. IRD : International Relief and Development
13. ANERA : American Near East Refugee Aid
14. HI : Handicap International
15. OFDA: Office of U.S. Foreign Disaster Assistance
16. FDI : Forces de Défense Israéliennes ou Tsahal
17. ECHO : European Civil Protection and Humanitarian Aid Operations
18. UNDSS : United Nations Department of Safety and Security

Introduction

La guerre israélo-libanaise de 2006 bouleverse la situation sociopolitique au Liban et aggrave les tensions géopolitiques au moyen orient. Elle implique également une réponse humanitaire massive, suivie d'un processus de reconstruction impliquant de nombreux acteurs au niveau local, national et international.

Derrière la « Guerre des 33 jours »¹ se cachent une multitude de facteurs internes et externes au Liban, qui servent à expliquer ses origines et son ampleur. Les hostilités ne commencent pas dans le vide : les premiers tirs ont été ceux du Hezbollah², lors d'un raid commando en Galilée, qui s'est soldé par la mort de trois soldats israéliens et l'enlèvement de deux autres. Ce raid doit être compris comme un acte politique, car il intervient à un moment où le Hezbollah est politiquement faible. Dans ce contexte un acte de résistance contre l'État d'Israël a été perçu comme un moyen de regagner en légitimité, ce qui est ensuite complété par la reconstruction³. Toutefois, les échelons supérieurs de l'organisation n'anticipent pas l'ampleur de la réponse israélienne. En effet, l'attaque israélienne vise le Hezbollah en retournant sa base chiite contre lui et en exacerbant l'hostilité des autres groupes confessionnels à leur égard. En théorie, ces trois objectifs doivent être atteints par la destruction massive des infrastructures nationales et les logements des civils chiites⁴. En réalité, l'approche israélienne conduit au renforcement du Hezbollah en tant que force locale et régionale⁵. Cela s'explique en grande partie par le rôle clé que ce groupe et ses alliés jouent dans la reconstruction des régions déchirées par la guerre.

Dans ce contexte, les ONG internationales qui participent aux efforts d'urgence et de reconstruction, doivent faire face à un éventail de difficultés pour intervenir sur le terrain⁶. Notamment, elles doivent agir en tant qu'intermédiaires au niveau opérationnel entre les acteurs institutionnels (Organisations Internationales, bailleurs de fonds) et les acteurs

¹ Du 12 juillet 2006 au 14 août 2006. Le conflit a pris fin avec un cessez-le-feu le 14 août 2006, négocié par l'ONU et inscrit dans la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies.

² Il s'agit d'un groupe armé non étatique classé comme terroriste par les États-Unis. Cependant, il opère également en tant qu'acteur politique et social au Liban, fournissant des services médicaux et éducatifs de qualité, principalement à la population chiite dont il est issu. Early, « Larger than a Party, yet Smaller than a State ».

³ Harris, *Lebanon*, 271.

⁴ Ašqar et Warschawski, *The 33-Day War*, 37.

⁵ Arar, « L'effet Nasrallah ».

⁶ Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 35-36.

locaux (bénéficiaires, société civile, autorités municipales, Hezbollah). Pour ce faire, elles s'adaptent et elles collaborent avec tous simultanément, sous les conditions particulières au Liban des années 2000 : le professionnalisme et la puissance des acteurs non étatiques⁷. En y ajoutant les enjeux inhérents au conflit et au post-conflit, nous retrouvons une combinaison de facteurs particulière à cet espace géographique et temporel. Cependant, l'institutionnalisation de l'humanitaire et la prolifération des acteurs non étatiques dans le Moyen-Orient rendent cette confluence de conditions plus fréquente et, par conséquent, intéressante à analyser⁸.

Le Liban moderne

Pour comprendre notre cas d'étude il est nécessaire d'aborder le contexte qui encadre la réalité politique et sociale du Liban, ainsi que les causes et conséquences de la guerre de 2006.

En termes d'historiographie générale, le Liban fait l'objet d'études qui cherchent à retracer une histoire principalement politique et sectaire, avec les questions sociales dans un plan secondaire⁹. Ce mémoire s'inscrit dans un contexte libanais qui, selon des historiens comme Traboulsi, remonte principalement aux accords de Taïf de 1989 ; des accords entre les parlementaires Libanais qui représentent les différents groupes confessionnels protagonistes de la guerre civile¹⁰. Leurs dialogues produisent un « Document d'Entente Nationale », lequel cherche à déterminer le caractère de la nation Libanaise et à fournir l'État d'une nouvelle structure politique. En termes politiques, Taïf a créé un nouvel équilibre basé sur la répartition confessionnelle des sièges parlementaires et ministériels, ce que Dagher a appelé « une 'démocratie du pacte' (*covenant democracy*), fondée sur le consensus de ses communautés religieuses »¹¹. Ces accords ne sont pas perçus comme un vrai tournant pour Harris, qui en tant que politologue, privilégie une lecture basée sur les rapports entre les communautés confessionnelles qui conforment le Liban, mais aussi sur les influences étrangères qui encadrent ses transformations. Par exemple, en ce qui concerne 2006, il met l'accent sur l'importance de

⁷ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 345.

⁸ Le travail de Brown montre qu'une situation similaire se développe dans les zones de Syrie tenues par l'opposition. Là, les OI, les ONG et les bailleurs de fonds s'efforcent de travailler avec les autorités locales dans un contexte de guerre civile de faible intensité. Brown, « Donor Reconstruction Dilemmas in Syria ».

⁹ Salloukh et al., *The Politics of Sectarianism in Postwar Lebanon*.

¹⁰ Il convient de noter que même si, dans sa forme la plus élémentaire, la guerre civile libanaise fut un conflit interne opposant des milices confessionnelles (principalement chrétiennes, sunnites et chiïtes). Le véritable éventail d'acteurs impliqués remet en question une vision si réductrice de la guerre. Harris en fournit une explication plus vaste en termes d'acteurs : « la cabine de pilotage du Levant a impliqué non seulement les Palestiniens, les Syriens et les Israéliens, mais aussi tous les États arabes importants, l'Iran chiite révolutionnaire, l'Union soviétique et les États-Unis »

¹¹ Dagher et Dāğir, *Bring Down the Walls*, 169.

la Syrie et l'Iran en tant que décideurs et partenaires du Hezbollah à la veille de la guerre et de la reconstruction qui s'ensuit¹².

De manière générale, ces ouvrages approchent l'histoire du Liban à partir des difficiles interactions de l'État Libanais avec les acteurs non étatiques internes. Depuis cette perspective, le Hezbollah apparaît par sa puissance militaire¹³ et par le soutien d'une portion considérable de la population¹⁴, comme acteur principal du conflit et central dans la reconstruction¹⁵. Vu que malgré la visibilité de leurs actions militaires, leur aile politique et sociale est souvent la plus conséquente au Liban¹⁶. En effet, la plupart d'organisations internationales onusiennes et d'ONG semblent entretenir des liens avec eux, malgré la nature controversée d'une telle coopération.

La guerre de 2006 ou des 33 jours

La question de la guerre qui sert de cas d'étude pour ce mémoire fait également l'objet des débats. D'abord, des politologues présentent la guerre des 33 jours depuis la perspective de ses belligérants. D'une part, Arar le présente comme une victoire politique pour le Hezbollah au Liban et vis-à-vis du monde arabe et musulman. D'une autre part, Encel nuance l'image commune d'une défaite israélienne en affirmant qu'il s'agit d'une victoire stratégique en politique étrangère mais très coûteuse en matière de politique interne et d'image¹⁷. Aşqar et Warschawski montrent une image plus critique envers les actions israéliennes et des acteurs internationaux. En effet, ils maintiennent que l'objectif de détruire complètement le Hezbollah est à la fois malavisé et criminel, sans pour autant être condamné par le Conseil de sécurité. Ils interprètent également la finalité des entités internationales telles que la FINUL¹⁸ sous deux formes : à la fois comme acteurs visant le rétablissement d'un statu quo favorable à la reconstruction, et comme des outils pour la « poursuite de la guerre d'une autre manière »¹⁹ (le remplacement de l'occupation israélienne avec celle des casques bleus).

¹² Harris, *Lebanon*, 271.

¹³ Elle reste la seule milice à participation parlementaire à ne pas avoir désarmé après les accords de Taïf. Azani, « Hezbollah's Strategy of "Walking on the Edge" ».

¹⁴ Bien que la population chiite du Liban soit considérée comme la base de soutien naturelle du Hezbollah, « le caractère essentiel de l'organisation est davantage défini par l'expérience historique des chiites en tant que groupe sectaire [...] que par des considérations religieuses ». Early, « Larger than a Party, yet Smaller than a State », 116.

¹⁵ Salloukh et al., *The Politics of Sectarianism in Postwar Lebanon*.

¹⁶ Early, « Larger than a Party, yet Smaller than a State ».

¹⁷ Arar, « L'effet Nasrallah »; Encel, « Guerre libanaise de juillet-août 2006 ».

¹⁸ La Force Intérimaire des Nations Unies au Liban fut créée en 1978 pour « confirmer le retrait des forces israéliennes, rétablir la paix et la sécurité internationales et aider le gouvernement libanais à rétablir son autorité effective dans la région ». Myers et Dorn, « UN Peacekeeping Missions in the Middle East ».

¹⁹ Aşqar et Warschawski, *The 33-Day War*.

Enfin, l'approche mixte de Mermier et Picard, fondée sur l'anthropologie et la science politique, explore d'autres contextes de la guerre. Parmi, les plus pertinents pour ce travail sont les coûts humains et matériels²⁰ ; et la mobilisation humanitaire locale qu'ils qualifient de « résistance civile à l'Israël »²¹. Cette littérature permet de confirmer que la nature non conventionnelle de ce conflit est reflétée très clairement dans la répartition géographique des cibles des bombardements israéliens²². En bref, les infrastructures de communication vitales sont des cibles primordiales, mais les destructions sont plus répandues dans des quartiers et des villages résidentiels, lesquels sont perçus comme des « bastions du Hezbollah »²³. Comme le montrent les rapports du PNUD, ces endroits sont aussi parmi les principaux bénéficiaires d'actions humanitaires, car ils concentrent des pourcentages élevés de pauvreté et de réfugiés palestiniens²⁴.

Avant de plonger dans la théorie de l'urgence et de la reconstruction, il est nécessaire d'expliquer brièvement les principes humanitaires qui les sous-tendent. En effet, ils constituent la base éthique à l'origine de la plupart des débats sur l'humanitaire : *l'humanité*, en tant que motivation fondamentale de l'action humanitaire, consiste à sauver des vies, soulager la souffrance et restaurer la dignité personnelle. Les acteurs humanitaires se distinguent par leur engagement à *l'impartialité*, agissant uniquement en fonction des besoins urgents sans discrimination. La *neutralité* est maintenue en s'abstenant de prendre parti dans les hostilités ou de s'engager dans des controverses idéologiques. Enfin, *l'indépendance* exige qu'ils restent autonomes et non influencés par des objectifs non humanitaires²⁵.

La réponse d'urgence

Dans un premier temps, une crise ou urgence humanitaire est définie comme « un événement ou une série d'événements qui représentent une menace critique pour la santé, la sûreté, la sécurité ou le bien-être d'une communauté ou d'un autre groupe important de personnes »²⁶. Il s'agit donc, d'un moment conçu comme une rupture extraordinaire de la

²⁰ Le consensus général se situe autour de 1200 morts, 4000 blessés et près d'un million de personnes déplacées. En termes de destruction matérielle, 630 km de routes, 107 ponts, plusieurs centrales électriques, 900 établissements économiques, 5 hôpitaux et 350 écoles ont été endommagés. Mais c'est le logement qui a été le plus touché ; 300 000 personnes se sont retrouvées sans abri. Mermier et Picard, *Liban, une guerre de trente-trois jours*, 26.

²¹ Mermier et Picard, 51.

²² Voir les cartes 1-3 en Annexes

²³ Ašqar et Warschawski, *The 33-Day War*, 38.

²⁴ Abu Darwich, « The UNDP and the Reconstruction of Beirut ».

²⁵ Les italiques sont de nous UNHCR, « Humanitarian Principles ».

²⁶ Humanitarian Coalition, « What Is a Humanitarian Emergency? »

normalité (*normalcy*) dans une société, ce qui sert à justifier des interventions humanitaires internationales²⁷. Ces crises sont ensuite adressées par l'aide humanitaire d'urgence (*emergency relief*), laquelle cherche à fournir de « l'aide immédiate pour la survie des victimes de crises, de catastrophes et de conflits violents »²⁸.

Plusieurs facteurs qui conditionnent la réponse d'urgence des ONG sont présents dans la littérature académique. Premièrement, la présence de leur personnel ou de leur réseau de partenaires avant la crise en question²⁹. La littérature sur le nexus humanitaire-développement montre que les ONG s'appuient sur la création de réseaux locaux-informels³⁰. Après la crise, ces réseaux peuvent être utilisés pour établir une présence en tant qu'acteurs du développement. Le même phénomène peut se produire à l'inverse, car les acteurs du développement disposant de vastes réseaux peuvent utiliser leurs contacts pour faciliter la réponse humanitaire³¹. Deuxièmement, les moyens des ONG, en personnel « l'embauche de personnel local et son acceptation des normes professionnelles » et en matériel « la mise à disposition de véhicules, de chauffeurs et le suivi ; les systèmes de communication [etc.] »³², pour intervenir pendant la crise. Troisièmement, leurs relations avec les institutions de l'ONU et les bailleurs de fonds internationaux, dont ils respectent les lignes directrices en matière de sécurité, neutralité et démonstration de résultats (une sorte de marketing humanitaire.)³³ en échange d'un soutien logistique et opérationnel³⁴. Finalement, leur capacité à s'adapter aux conditions locales, en particulier aux dynamiques sociopolitiques mises en place par les acteurs puissants, ce qui doit (éventuellement) contribuer à orienter la politique d'aide vers l'auto-assistance³⁵.

La reconstruction

La question de la reconstruction d'après-guerre est bien plus complexe, car le débat qui l'entoure va au-delà de son exécution sur le terrain. En effet, les termes reconstruction, *peacebuilding*, *state building* et développement sont souvent utilisés de manière interchangeable, bien que les processus qu'ils décrivent soient certainement différents dans leur

²⁷ Rozakou, « Crisis ».

²⁸ « UNHCR Master Glossary of Terms ».

²⁹ Nolte et Boenigk, « A Study of Ad Hoc Network Performance in Disaster Response ».

³⁰ Carrero et al., « Tacit Networks, Crucial Care ».

³¹ Lie, « The humanitarian-development nexus ».

³² Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 205.

³³ Ce qui Seyfert appelle « La création de récits de réussite ». Seyfert, « An Analysis of the Lebanese NGO Sector », 14.

³⁴ Duffield, « NGO Relief in War Zones », 535.

³⁵ Duffield, 531.

intention et leur mise en œuvre³⁶. La littérature sur l'action humanitaire contemporaine se penche sur la définition des enjeux de la « reconstruction » elle-même et de ce qu'elle devrait viser à être à l'avenir. Barakat, un des principaux experts sur ce sujet, identifie et différencie deux grandes approches « institutionnelles » pour la reconstruction d'après-guerre : l'une basée sur la définition de la Banque mondiale de ce qu'elle devrait être, et l'autre basée sur le processus de *peacebuilding* tel qu'il est décrit par les Nations Unies³⁷. Bien que les deux approches se chevauchent dans leurs zones d'intervention, des différences claires s'appliquant au contexte libanais peuvent être soulignées.

La définition de la Banque mondiale est économiquement centrée et, en tant que tel, elle lie la reconstruction au développement économique et à la reprise des activités économiques « normalisées »³⁸. Lorsqu'elle est mise en œuvre, cette approche s'appuie fortement sur les bailleurs de fonds internationaux pour « la 'réparation des infrastructures physiques', et des 'infrastructures sociales clés' [etc.] »³⁹. Cela a été le cas au Liban, en particulier après la guerre civile⁴⁰.

La situation change radicalement en 2006, car la croissance d'acteurs non étatiques tels que le Hezbollah fait en sorte qu'un projet de reconstruction national et unifié était hors de question dans des espaces contestés⁴¹ tels que le Sud du pays et la banlieue de Beyrouth. Cela limite les bailleurs internationaux « traditionnels » (occidentaux) au financement d'interventions relativement modestes menées par des ONG. La reconstruction devenant le théâtre de la lutte de pouvoir régionale centrée sur l'Iran, les États-Unis et même le Qatar⁴².

La deuxième définition est celle du dispositif de maintien de la paix des Nations unies, tel qu'il est défini dans « L'Agenda pour la paix » de Boutros-Ghali :

« Le désarmement des anciens belligérants et le rétablissement de l'ordre, la garde et la destruction éventuelle des armes, le rapatriement des réfugiés, le conseil et la formation du personnel de sécurité, la supervision des élections, l'avancement des efforts de protection des droits de l'homme, la réforme ou le renforcement des institutions gouvernementales et la promotion des processus formels et informels de participation politique »⁴³.

³⁶ Barakat, *After the Conflict*, 14.

³⁷ Barakat, *After the Conflict*.

³⁸ Barakat, 10.

³⁹ World Bank, « Conflict Prevention and Post-Conflict Reconstruction », 5.

⁴⁰ Sharp, « Lebanon and the Fog of Reconstruction ».

⁴¹ Badescu, « Post-War Reconstruction in Contested Cities ».

⁴² Lagrange, « L'aide humanitaire musulmane au Sud Liban en 2006 »; Bucciatti-Barakat, « Il était une fois un 12 juillet 2006 à Beyrouth... »

⁴³ Boutros-Ghali, « An Agenda for Peace ».

Il s'agit d'une définition qui associe la reconstruction d'après-guerre à des réformes politiques de grande envergure visant à une stabilisation généralisée. Selon cette approche, la reconstruction doit reposer sur des interventions multisectorielles, associant la reconstruction physique au renforcement des capacités de l'État, du secteur privé et de la société civile⁴⁴. Au Liban, la mission de maintien de la paix de la FINUL a adopté une approche de plus en plus multidimensionnelle depuis la fin de la guerre civile⁴⁵. Les efforts de la mission sont soutenus par un large éventail d'acteurs, dont des organisations internationales et des ONG⁴⁶.

En vue de cette diversité de définitions de ce qui implique la reconstruction, il est utile de chercher à s'inscrire dans une définition plus vaste, qui permette de faire un lien entre l'urgence, la reconstruction et le *peacebuilding*. En ce sens, la définition de Barakat s'avère utile, car il propose une synthèse des définitions institutionnelles qui englobe également la réponse humanitaire d'urgence :

« Une série d'activités holistiques dans le cadre d'un processus intégré visant non seulement à réactiver le développement économique et social, mais aussi à créer un environnement pacifique qui empêchera une rechute dans la violence [...] Une adaptation continue et des compromis entre la reconstruction et l'aide humanitaire dans un environnement en constante évolution sont nécessaires. »⁴⁷

Il existe de nombreuses études sur la reconstruction en 2006 au Liban. Il s'agit principalement d'études en urbanisme et de relations internationales qui cherchent à examiner la reconstruction de Beyrouth et de certains villages au Sud comme des cas assez uniques : des reconstructions largement financées par des bailleurs étrangers selon des alliances géopolitiques⁴⁸, avec le rôle prépondérant d'un acteur politico-militaire non étatique⁴⁹. L'étude de Randall se révèle particulièrement pertinente grâce à son utilisation du concept de « souverainetés hybrides »⁵⁰. Cette notion sert à expliquer les différences drastiques dans les interventions de reconstruction dans les espaces contestés entre l'État et le Hezbollah. Dans cette littérature, les actions des ONG se montrent très largement limitées à l'urgence, avec un retrait progressif vers le développement en périphérie du pays avec la fin du conflit⁵¹.

⁴⁴ O'Driscoll, « Good Practice in Post-Conflict Reconstruction ».

⁴⁵ Myers et Dorn, « UN Peacekeeping Missions in the Middle East ».

⁴⁶ Chapuis, « La FINUL dans la reconstruction post-2006 du Sud-Liban. La coopération civilo-militaire en question ».

⁴⁷ Barakat, *After the Conflict*, 11-12.

⁴⁸ Hamieh et Mac Ginty, « A Very Political Reconstruction ».

⁴⁹ Fawaz, « Hezbollah as Urban Planner? »; Fawaz, « The Politics of Property in Planning ».

⁵⁰ Randall, « Reconstruction and Fragmentation in Beirut ».

⁵¹ Abu Darwich, « The UNDP and the Reconstruction of Beirut », 63-64.

Les débats sur la pratique de l'humanitaire

Ce mémoire aborde de multiples notions fréquemment discutées dans la littérature actuelle sur les pratiques humanitaires. Il s'agit principalement du débat entre l'action humanitaire (notamment d'urgence) et le développement ; de l'approche nexus qui tente de réconcilier les deux ; des rapports entre acteurs humanitaires tel que vu dans le système des clusters ; et du rôle joué par les intermédiaires locaux et les acteurs armés.

L'idée du continuum entre l'urgence et le développement

Cette question occupe une place centrale dans ce mémoire, car les tensions entre ces deux types de travail humanitaire sont subjacentes dans le contexte libanais en 2006. Les ONG ont des modes d'actions très variables en ce qui concerne la transition de l'urgence au développement, ce qui reflète les priorités des organisations⁵². Autrement dit, certaines sont plus enclines à répondre à des besoins immédiats, d'autres à des besoins à long terme. L'idée de lier l'aide d'urgence et le développement existe dans la littérature et dans la pratique depuis les années 90, Duffield la qualifie de « sagesse conventionnelle » en 1997⁵³. Au moment de la guerre de 33 jours, de nombreuses ONG sont actives à la fois dans le domaine de l'aide d'urgence et de la reconstruction, et visent généralement à couvrir une longue période⁵⁴. Dans ce contexte, le continuum urgence-développement ou l'approche nexus est une méthodologie qui cherche à combler la « zone grise conceptuelle » et à harmoniser l'intégration entre les deux formes d'aide, afin d'assurer un retour à la « normalité socio-économique »⁵⁵. Cependant, comme le montre le travail d'Audet, l'approche nexus a fait l'objet de nombreuses critiques. Selon lui, « le continuum de la réponse humanitaire prend donc en compte une série d'institutions, d'activités et d'objectifs qui sont complémentaires mais aussi souvent conflictuels »⁵⁶.

La coordination des acteurs humanitaires

Les ONG n'opèrent pas seules dans le domaine de l'aide ; elles sont souvent organisées en équipes de travail mises en place par les organisations pertinentes des Nations Unies. En théorie, ils servent de cadre fondamental pour coordonner les activités dans divers secteurs tels

⁵² Siméant, « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire ».

⁵³ Duffield, « NGO Relief in War Zones », 530; Audet, « From Disaster Relief to Development Assistance », 110.

⁵⁴ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 195.

⁵⁵ Strand, « Humanitarian–development Nexus »; Audet, « From Disaster Relief to Development Assistance », 112.

⁵⁶ Audet, « From Disaster Relief to Development Assistance », 115.

que l'eau et l'assainissement, la santé, l'abri et la nutrition⁵⁷. Ils gèrent généralement la répartition géographique des acteurs humanitaires pour éviter les chevauchements dans les interventions. Ce concept est conçu pour englober les organismes des Nations Unies, les ONG et les ONG internationales⁵⁸. Les opérations sont généralement supervisées par des agences spécialisées de l'ONU. Cela signifie qu'en plus d'une répartition géographique, les actions sont également organisées selon le domaine de travail⁵⁹. Dans la pratique, l'approche en cluster résulte en problèmes considérables ; les actions des ONG entrent fréquemment en conflit avec celles des États et des OI⁶⁰. Malgré les défis, les clusters représentent l'approche la plus réussie à ce jour⁶¹. Il convient de souligner que le Liban était la deuxième situation d'urgence dans laquelle le système de clusters a été appliqué. En tant que tel, la coordination de l'ONU n'est pas stricte ; de nombreuses ONG sont absentes des efforts de coordination⁶².

Le local et l'humanitaire

En ce qui concerne les acteurs locaux, il faut tenir en compte que le débat sur la localisation de l'aide humanitaire découle de la reconnaissance que le système existant est mal équipé pour faire face aux complexités des crises modernes⁶³. Dans le contexte libanais, la « NGOisation » se développe à mesure que la capacité de l'État diminue depuis la guerre civile⁶⁴. Pour les ONG, le rôle des intermédiaires locaux est opérationnel : « gestion des chaînes d'approvisionnement » ; « sécurité des travailleurs humanitaires » ; « définition des priorités de l'aide »⁶⁵. En général, les bailleurs de fonds privilégient les institutions et les groupes de société civile locale, mais cela présente des obstacles en termes de transparence⁶⁶.

Les après-guerres des années 90 et de 2006 au Liban sont marqués par croissance rapide du secteur de la solidarité au Liban⁶⁷. Cependant, ce virage vers la localisation est accompagné d'une certaine politisation, notamment en ce qui concerne les organisations confessionnelles et associatives⁶⁸. Un exemple illustratif est celui du Hezbollah, qui réussit à garder un équilibre

⁵⁷ Jahre et Jensen, « Coordination in Humanitarian Logistics through Clusters », 3.

⁵⁸ Jahre et Jensen, 7.

⁵⁹ Duffield, « NGO Relief in War Zones », 535.

⁶⁰ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 191.

⁶¹ Jahre et Jensen, « Coordination in Humanitarian Logistics through Clusters », 24.

⁶² OCHA, « The UN Response to the Lebanon Crisis ».

⁶³ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 345.

⁶⁴ Chapuis, « La FINUL dans la reconstruction post-2006 du Sud-Liban. La coopération civilo-militaire en question », 37.

⁶⁵ Kraft et Smith, « Between International Donors and Local Faith Communities », 7.

⁶⁶ Kraft et Smith, 6.

⁶⁷ Seyfert, « An Analysis of the Lebanese NGO Sector », 81.

⁶⁸ Kraft et Smith, « Between International Donors and Local Faith Communities », 28.

entre les demandes de sa base de soutien, les priorités de ces bailleurs iraniens⁶⁹ et la nécessité de coopérer avec le PNUD et les ONG⁷⁰.

Problématique

Avec ce mémoire, l'objectif est d'explorer les divers processus d'adaptation des pratiques des ONG internationales au contexte libanais de guerre et d'après-guerre. D'abord par les interventions d'urgence et ensuite, par la reconstruction encadrée par les acteurs institutionnelles et menée en collaboration avec des acteurs locaux. Pour guider cet exercice, deux interrogations ont été formulées : *Comment les ONG internationales se sont-elles adaptées au contexte d'urgence tout en répondant aux exigences des acteurs internationaux et locaux ?*

Hypothèses

Premièrement, il est envisageable que l'ancrage des ONG au Liban ait facilité l'accès aux ressources et aux infrastructures humanitaires, potentiellement offrant un soutien aux organisations nouvellement arrivées. Cette question est encore plus intéressante à aborder dans un contexte de siège, comme celui du Liban en 2006.

Deuxièmement, des tensions ou contradictions peuvent surgir entre l'efficacité supposée du système de clusters, comme indiqué dans les rapports des Nations Unies, et les défis réels rencontrés par les travailleurs des ONG sur le terrain. Il est également plausible que la pression exercée et les conditions imposées par certains bailleurs, tels que l'USAID, influencent la mise en œuvre des interventions humanitaires.

Dernièrement, dans un contexte où les ONG collaborent principalement avec des acteurs locaux, il est probable que les ONG aient dû s'adapter à ces dynamiques locales, y compris en coopérant avec des entités telles que le Hezbollah. Une comparaison entre cette collaboration et les relations avec la société civile libanaise pourrait apporter des éclaircissements sur les défis et les opportunités rencontrés par les ONG dans ce contexte spécifique.

Méthodologie

Afin d'opérationnaliser ma question de recherche, j'ai choisi de croiser des recherches académiques et en archives (rapports institutionnels des Agences des Nations Unies) avec des entretiens menés avec les responsables de missions humanitaires en 2006. Au total, j'ai réalisé

⁶⁹ Lagrange, « L'aide humanitaire musulmane au Sud Liban en 2006 ».

⁷⁰ Abu Darwich, « The UNDP and the Reconstruction of Beirut ».

sept entretiens avec différents types de travailleurs humanitaires, la plupart spécialisés dans les situations d'urgence. Parmi les personnes interrogées figurent des coordinateurs de projets, des chefs de mission et des directeurs régionaux d'ONG telles que Médecins du Monde (Mdm), Action Contre la Faim (ACF), Islamic Relief Worldwide (IRW), Mercy Corps (MC), International Relief and Development (IRD), American Near East Refugee Aid (ANERA), et Handicap International (HI). Accéder à ces personnes n'a pas été facile, mais j'ai été grandement aidée par une liste exhaustive du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) contenant les noms et les fonctions de tous les travailleurs humanitaires présents au Liban en septembre 2006⁷¹.

Les résultats que je présente dans ce mémoire proviennent de la comparaison de ce que ces trois sources disent des événements de mon étude de cas. Ce faisant, j'espérais trouver des informations complémentaires ou contradictoires, car mes sources provenaient souvent de différents types d'acteurs.

Retour réflexif objet de recherche

Mon intérêt pour cet objet de recherche est le produit de la convergence de mes principaux intérêts académiques et des débouchés professionnels que j'envisage. Le Levant, le travail humanitaire en urgence et la reconstruction post-conflit.

Je dois préciser que je n'ai aucun lien personnel avec le Liban ou le monde arabe, hormis les amitiés que j'ai nouées au cours de quatre années de séjour en Europe. En fait, ma passion pour cette région est née des parallèles que je ressens entre celle-ci et mon pays d'origine, la Colombie. En particulier en ce qui concerne sa culture et sa résilience face aux tragédies de son histoire récente.

Je comprends que cette sympathie évidente pour le Liban et son peuple a eu un impact sur la manière dont j'ai mené mes recherches et surtout sur la façon dont j'ai choisi de transmettre mes résultats. Ceci est particulièrement poignant en ce qui concerne ma position sur l'État d'Israël et ses actes dans la région. Je ne doute pas que les événements des huit derniers mois ont grandement influencé mes opinions, ainsi que celles des personnes que j'ai enquêtées. Je reconnais donc que ce mémoire ne peut espérer être entièrement impartial, même si j'ai fait de mon mieux pour y parvenir.

⁷¹ Pour plus d'informations sur les profils des enquêtés, voir l'annexe 5.

I. Le « cirque » de l'urgence : l'arrivée des humanitaires et l'adaptation logistique

« [Sur le bateau qui a ramené l'OFDA de Chypre] Il y avait probablement deux douzaines d'ONG, des expats... Et tu sais qu'à partir de ce moment, nous avons tout le maudit cirque ». ¹

Cette première partie aborde les enjeux liés à la pratique humanitaire dans un contexte d'urgence. Le cas du Liban est utilisé pour analyser les questions d'accès au terrain et de mise en place d'une infrastructure d'urgence (A), ainsi que pour se questionner sur les réseaux humanitaires et leur pérennisation (B).

A. Les facteurs derrière la réponse d'urgence

Dans ce chapitre nous examinons les conditions dans lesquelles les acteurs humanitaires se retrouvent au moment du déclenchement inattendu de ce conflit armé de haute intensité. Il s'agit d'abord de déterminer la capacité et les moyens des ONG pour répondre à l'urgence, surtout en termes d'accès et de financement (1). Ensuite, nous examinons les ressources qui sont mobilisées pour mettre en place une infrastructure d'urgence (2).

1. Se préparer à l'urgence, ou pas

La guerre au Liban en 2006 met en lumière les défis auxquels sont confrontées les ONG internationales dans leur réponse à l'urgence. Tandis que la littérature académique met en évidence l'importance de la préparation pour une réponse rapide et efficace aux crises, les entretiens avec les représentants des ONG révèlent la complexité des dynamiques qui influencent la préparation et la réactivité des organisations.

La préparation aux urgences, théorie et pratique

En s'appuyant sur le cadre théorique établi pour l'aide d'urgence, il est nécessaire d'approfondir une branche spécifique de sa pratique, celle de la préparation (*disaster preparedness*). Le manuel de Catholic Relief Services sur le sujet donne cette définition :

« Les stratégies et les capacités développées pendant les périodes hors crise pour collecter et diffuser les informations pertinentes, diagnostiquer la

¹ Mercy Corps, Entretien 4.

situation, planifier les éventualités et stocker les intrants (*inputs*) nécessaires »².

Il est également nécessaire de différencier les catastrophes naturelles des celles d'origine humaine, qui peuvent être davantage divisées selon leur durée, vitesse et magnitude³. Selon ces critères, la crise au Liban en 2006 est une « urgence complexe » ; elle connaît la dégradation du pouvoir institutionnel de l'État et les déplacements de population à grande échelle⁴. Elle présente également des changements rapides de la situation, ce qui rend difficile la planification des actions humanitaires⁵.

Reilly et Aker identifient quatre prérequis pour une préparation et réponse efficace aux urgences : la planification, la prise de décision rapide, les mesures d'urgence et la disponibilité de ressources (financières, humaines et matérielles)⁶. Ces critères nous permettent de comparer le niveau de préparation et d'adaptation des ONG à l'urgence complexe du Liban en 2006.

La planification

En termes de planification, notre enquête montre que, pour cette crise, les ONG internationales se retrouvent pareillement désorientées. En effet, les travailleurs humanitaires sondés admettent que leurs bureaux d'urgence ne voient pas venir la crise. Ceci est dû à la nature surprenante de la guerre elle-même ; comme indiqué précédemment, la plupart des acteurs de la scène géopolitique ont été pris au dépourvu par l'ampleur et la rapidité des représailles israéliennes⁷. Cependant, il est aussi possible que cette phase soit négligée par les ONG en 2006. En effet, Irrera nuance l'importance de la planification d'urgence en déclarant que les organisations humanitaires préfèrent agir avec rapidité plutôt qu'avec précaution. Cela les amène généralement à omettre l'étape de planification⁸.

La prise de décisions et les mesures d'urgence : la question de l'accès

La question de l'accès est abordée par les ONG dont le personnel dispose d'une forte capacité de prise de décision⁹. Dans le cas du Liban en 2006, cet accès a été rendu

² Reilly et Aker, « CRS Emergency Preparedness & Response Handbook », 32.

³ Reilly et Aker, 18.

⁴ « Près du quart des habitants du pays (entre 900 000 et un million de personnes déplacées) » Picard et Mermier, *Liban, une guerre de 33 jours*, 58.

⁵ Reilly et Aker, « CRS Emergency Preparedness & Response Handbook », 19.

⁶ Reilly et Aker, 32.

⁷ Aşqar et Warschawski, *The 33-Day War*, 58.

⁸ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 199.

⁹ Duffield, « NGO Relief in War Zones ».

particulièrement difficile par le siège imposé par l'État d'Israël. Selon le représentant de Handicap International, le problème d'accès était tel que seuls les humanitaires déjà présents pouvaient participer à l'aide en temps de guerre. En réalité, cinq des sept ONG consultées ont réussi à insérer leurs équipes d'urgence dans le pays alors que la guerre faisait rage. En général, la ruée des expatriés humanitaires en zone de guerre se fait dans les deux sens : les équipes de développement évacuent et les équipes d'urgence tentent d'entrer le plus rapidement possible :

« Ce bureau n'était pas approprié pour cette réponse d'urgence, mais il était là et il y avait quelques personnes [...] qui s'occupaient des programmes de développement [...] En fait, [ils] ont dit qu'ils devaient être excusés de la guerre. Ils n'ont pas signé pour cela ».¹⁰

« C'était pas du tout le projet qui pouvait répondre aux besoins [...] on était parti avec les bateaux qui partaient pour évacuer les étrangers qui étaient au Liban [dont l'équipe de développement] ».¹¹

Bien qu'il s'agisse de la procédure habituelle, des variations peuvent être observées dans certains des cas sondés. Par exemple, le responsable de Handicap International pendant la guerre est aussi le coordinateur du projet en temps de paix, même après l'arrivée d'un spécialiste des situations d'urgence. Il en va de même, dans une plus large mesure, pour ANERA. Dans cette organisation, toute la mission est assurée par la même équipe de développement, dont aucun membre n'est évacué, et qui ne reçoit aucun d'équipes d'urgence pendant la guerre : « La guerre a commencé et nous sommes très vite passés du développement au travail d'urgence. Et à ce moment-là c'était [...] tout le monde sur le pont »¹².

Cependant, la rapidité et l'efficacité avec lesquelles les ONG parviennent à s'insérer varient considérablement en fonction des capacités de réaction d'urgence de chaque organisation. En effet, seuls Islamic Relief Worldwide, Mercy Corps et Médecins du Monde réussissent à entrer dans la première semaine de la guerre. La plupart des autres ONG arrivent deux semaines après le début de la guerre ou lorsque le cessez-le-feu est déclaré. C'est ce moment que le chef de Mercy Corps décrit comme « un cirque d'ONG »¹³.

¹⁰ Mercy Corps, Entretien 4.

¹¹ Médecins du Monde, Entretien 1.

¹² American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

¹³ Mercy Corps, Entretien 4.

Les ressources disponibles

En ce qui concerne les ressources prévues pour l'urgence, encore une fois le caractère soudain du conflit limite le niveau de la préparation en termes de matériel et de personnel¹⁴. Pour ces raisons, il s'avère intéressant de se concentrer sur l'aspect financier, car il est celui sur lequel nous trouvons plusieurs enjeux particuliers à la guerre et au Liban.

Dans l'ensemble, cette enquête nous fournit une image claire de la façon dont les ONG perçoivent la question du financement dans une situation d'urgence aussi visible que celle connue par le Liban en 2006. Pour eux, les crises attirent des niveaux élevés de financement¹⁵. Surtout en les comparant à des projets de développement dans des régions relativement négligées, comme le Liban avant la guerre. En effet, toutes les ONG déjà présentes dans le pays ont qualifié leurs projets de « petits »¹⁶, « niches »¹⁷, voire de « squelettiques »¹⁸.

Notre enquête révèle que le risque du déclenchement d'une crise humanitaire entraîne un afflux de dons aux acteurs humanitaires dont la capacité d'intervention est connue ; soit par leur présence sur le terrain, soit par leur prestige à l'échelle internationale. Ces dons sont substantiels et proviennent des diverses sources : telles que les organisations internationales et les États¹⁹, des individus de la diaspora libano-américaine²⁰ et même des philanthropes arabes²¹. Cela permet aux ONG de financer rétroactivement les interventions les plus immédiates, qui sont réalisées avec leurs réserves de fonds destinés à l'urgence.

Malgré la courte durée de la guerre de 2006, toutes les ONG doivent chercher des sources de financement supplémentaires une fois que leurs opérations en cours. Car, comme le montrent Reilly et Aker, « l'aide d'urgence est imprévisible en termes de durée »²². C'est pourquoi les appels à subventions (*grant proposals*) sont devenus le principal mécanisme de financement de la mise en place d'une infrastructure humanitaire. Comme le montre la partie

¹⁴ Nous approfondissons sur la question du personnel dans la partie III. B. « La société civile et son rôle dans l'urgence et la reconstruction »

¹⁵ « 155 millions de dollars pour couvrir trois mois » [...] « l'ampleur relativement importante de la réponse extérieure - en dépit du fait que le Liban est un pays à revenu moyen ». Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 338.

¹⁶ ACF, HI, MDM, MC, ANERA

¹⁷ Médecins du Monde, Entretien 1.

¹⁸ Mercy Corps, Entretien 4.

¹⁹ ECHO, USAID et DFID sont les plus souvent cités

²⁰ Action Contre la Faim, Entretien 2.

²¹ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

²² Reilly et Aker, « CRS Emergency Preparedness & Response Handbook », 20.

suivante, cela soulève des nouvelles questions concernant la flexibilité des actions sur le terrain.

2. La logistique humanitaire sous bombardement et blocage

Après avoir examiné les questions relatives à la préparation aux situations d'urgence. Nous devons maintenant nous pencher sur les procédures au niveau opérationnel afin de mieux comprendre l'adaptation des ONG internationales au contexte d'urgence au Liban. Notamment en étudiant la mise en place d'un système logistique adapté à une urgence complexe.

La mobilisation des ressources

Une fois le temps des préparatifs terminé, la question de comment transporter et distribuer les ressources se pose. Ici, l'enjeu du financement s'intègre aux enjeux de l'accès et de la capacité distributive. En effet, pour les ONG qui ont pu agir au plus fort de la crise, la question n'est pas la recherche de bailleurs : « il n'y a pas eu de problème pour obtenir de l'argent. Nous devons simplement trouver les bons moyens pour le faire entrer »²³. En même temps, les questions des ressources en termes de personnel et des informations deviennent centrales. Cela reflète les facteurs critiques de succès pour la réponse d'urgence chez une ONG (*critical success factors*) d'après Celik et Taskin Gumus : « Une structure organisationnelle bien conçue, [ainsi que] des systèmes de distribution, de transport et d'information efficaces »²⁴.

L'organisation des ressources humaines : présence et sécurité

En termes de déploiement de personnel, les ONG présentes au Liban en 2006 adoptent des approches très différentes, même parmi les missions menées par des équipes d'urgence spécialisées. Bien entendu, la sécurité est le principal obstacle à leur accès au Sud du pays, où se trouvent « les quelque 100 000 personnes, dont beaucoup de personnes âgées et vulnérables, qui ont été prises au piège entre la frontière israélo-libanaise méridionale et le fleuve Litani »²⁵ et dont les « besoins ne sont pas couverts [par l'aide] »²⁶. Ceci est principalement dû au ciblage aérien des convois humanitaires par les FDI²⁷, ce dont tous les travailleurs des ONG sont très conscients au cours de leur mission. Au niveau institutionnel,

²³ Mercy Corps, Entretien 4.

²⁴ Celik et Taskin Gumus, « NGOs in Humanitarian Relief Logistics and an Application », 3.

²⁵ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 342.

²⁶ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

²⁷ Human Rights Watch, « The "Hoax" That Wasn't ».

une tentative de résolution est faite par la coordination directe de l'ONU avec les FDI, qui finissent par avoir le dernier mot sur les convois humanitaires autorisés à circuler²⁸.

À l'exception notable de l'IRW, tout le personnel des ONG présentes pendant la guerre limite ses activités aux concentrations des réfugiés à Beyrouth et dans ses environs²⁹. Notre recherche nous permet de déterminer que cela s'est produit pour deux raisons : premièrement, la plupart n'ont pas l'autorisation de leur organisation ou le personnel disposé à se déployer dans le Sud³⁰. Deuxièmement, alors que plus de 900 000 personnes se sont réfugiées loin du sud³¹, des besoins ont été clairement identifiés dans les concentrations de réfugiés, ce qui a justifié une action humanitaire orientée vers ces dernières.

« Pendant la guerre, il y a eu les équipes [...] mais dans Beyrouth, puisque de toute façon elles pouvaient pas sortir. Après, il fallait tout faire. [...] Évaluer le besoin à l'extérieur, savoir ce qui se passait, les dégâts et tout ça. »³²

La fin des hostilités entraîne l'entrée d'un grand nombre d'ONG, mais elle pousse également celles qui étaient présentes vers le Sud. Ceci car dès l'annonce du cessez-le-feu, la quasi-totalité des personnes déplacées s'achemine vers le Sud, plus de 200 000 d'entre elles retrouvant des habitations détruites³³.

Les finances en guerre

Lors des entretiens il est clair que tous les acteurs humanitaires sont conscients de la question de l'accès financier. Il s'agit de la manière dont les organisations humanitaires obtiennent leurs fonds dans leurs zones d'opérations. Dans le cas du Liban, les enquêtés évoquent le blocage des institutions financières du pays pendant la guerre, ce qui les a empêchés de recevoir des transferts.

Pour y remédier, trois méthodologies générales sont observées : pour ceux qui sont déjà présents, les ressources initialement destinées au développement sont rapidement

²⁸ « Les convois ne circulaient pas si les FDI l'avait déconseillé [...] À deux reprises au moins, l'intervention des membres de l'équipe a permis d'éviter que des convois humanitaires ne soient pris pour cible ». Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 342.

²⁹ En général, très peu d'ONG ont réussi à accéder au Sud pendant la guerre. « Il y avait quand même [...] un nombre très limité d'acteurs qui sont intervenus pendant les bombardements [...] on a fait partie des... 3 [ou peut-être] 6 acteurs qui sont intervenus pendant les combats. » Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

³⁰ « Après des incidents au cours desquels des roquettes sont tombées dangereusement près de convois, certains membres du personnel ont refusé de prendre des convois, ce qui a également limité les mouvements » Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 342.

³¹ OCHA, « Lebanon Crisis 2006 Interim Report », 3.

³² Action Contre la Faim, Entretien 2.

³³ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 339.

réacheminées³⁴ : ceux qui arrivent en tant que nouveaux acteurs mais dont les réseaux ou la notoriété leur donnent la possibilité de se rendre physiquement dans le pays, prennent le risque d'y entrer avec de véritables valises d'argent³⁵ ; enfin, tous les acteurs finissent par opter pour la méthode du financement institutionnel par le biais des appels à subventions³⁶. En outre, l'IRD nous montre un cas particulier et intéressant. En tant que nouvel acteur dans le secteur de l'urgence, les capacités de leur équipe sont fortement limitées malgré l'expérience de leurs membres dans la région. Ils sont également contraints par leur PDG de travailler selon une méthode financière très particulière dans le monde humanitaire :

« Notre PDG n'aimait pas dépenser d'argent, il aimait recevoir de l'argent, mais il n'aimait pas en dépenser. [...] Au lieu de dire que vous avez \$50 000 pour développer le programme, l'IRD fonctionnait comme ça : 'est-ce qu'on peut acheter ce billet d'avion ? [...] Est-ce qu'on peut loger dans cet hôtel ? Est-ce qu'on peut louer cette voiture ?' C'était du coup par coup. »³⁷

Ces différentes méthodologies de financement constituent la base de la mise en place de l'infrastructure logistique. En outre, elles conditionnent le mode de transition des organisations vers les actions d'après-guerre.

Les infrastructures d'information et de distribution

Pour les ONG qui peuvent mettre en place des actions humanitaires pendant la guerre, que ce soit dans le Sud ou dans les concentrations de réfugiés, l'information est la précondition de la réussite d'une opération logistique³⁸ ; la littérature sur le sujet postule que l'aide humanitaire doit être guidée par des informations sur les besoins de la population touchée³⁹. Cependant, sur le terrain, d'autres éléments ont conditionné le type d'aide fournie par les ONG. Le plus évident est la spécialisation de l'ONG en question : Mdm travaille avec des cliniques mobiles et ACF essaie de se concentrer sur les distributions d'eau et de nourriture⁴⁰. Cependant, durant la guerre, la plupart des ONG ont fini par agir comme des généralistes, distribuant des éléments très variés. Cela même en dehors de leur « niche »

³⁴ ACF, Mdm, HI, ANERA

³⁵ \$10 000 pour le chef de MC et \$200 000 pour celui d'IRW

³⁶ Tous les enquêtés décrivent le processus de rédaction des appels à subventions lorsqu'ils travaillent dans l'aide d'urgence pendant la guerre. La plupart d'entre elles sont encore en train de rédiger ou d'attendre l'approbation des demandes de fonds d'urgence lorsque la guerre cesse.

³⁷ International Relief and Development, Entretien 5.

³⁸ Les ONG qui n'avaient pas encore déployé leurs équipes, comme l'IRD, dépendaient des rapports officiels de l'ONU, qui eux-mêmes s'appuyaient sur les informations des ONG de leur groupe.

³⁹ Gerdin et al., « Does Need Matter? », 2.

⁴⁰ Ils ont également fini par participer à des distributions générales

habituelle, ce qui était le cas de HI⁴¹. En effet, l'enquête montre que la plupart des matériaux d'aide reçus en temps de guerre sont désorganisés et non standardisés⁴².

Certaines ONG comme MC et IRW excellent dans ce rôle généraliste pendant la crise. Bien que la première agisse auprès des réfugiés et que la seconde fournisse de l'aide dans le Sud, elles sont similairement capables de mettre en place un réseau logistique considérable, malgré les conditions. Cela peut s'expliquer par le fait que les deux équipes ont pu entrer au Liban avec d'importantes sommes d'argent et mobiliser leurs réseaux peu de temps après le début des hostilités :

« On pouvait aller avec nos camions et livrer notre matériel à ces [...] 50... 80 écoles dans la zone [...] C'était comme un tapis roulant, nos camions partaient de l'entrepôt, remontaient la montagne et se rendaient dans tous ces endroits, et nous avons fait tout cela dans les 7 à 10 jours [du début de la guerre]. »⁴³

En ce qui concerne l'aide d'urgence dans les zones frappées par les bombes et les combats, les difficultés opérationnelles sont particulières. Le chef d'urgences de IRW les résume ainsi :

Ah bah c'est l'accès [...] La logistique dans le sens très large [...] les finances, l'accès physique ; Les routes sont-elles dégagées ou pas ? Sont-elles praticables ou pas ? Y a-t-il des véhicules disponibles ? Y a-t-il un chauffeur suffisamment cinglé pour essayer d'y aller sans se faire bombarder ? Est-ce qu'il y a suffisamment de nourriture dans les magasins pour qu'on puisse en acheter. Est-ce qu'il y a suffisamment de fioul à mettre dans les camions pour pouvoir emmener la nourriture ?⁴⁴

ANERA mérite également d'être mentionnée, car malgré le fait qu'elle doit s'adapter à un contexte d'urgence inconnu pour son personnel, elle réussit à mettre en place une chaîne d'approvisionnement humanitaire depuis l'extérieur « en moins d'une semaine »⁴⁵.

La paix et la reconfiguration des opérations

Une fois le cessez-le-feu signé, les ONG qui travaillent avec les réfugiés concentrés autour de Beyrouth ou qui élaborent des projets en leur faveur sont confrontées à un nouvel événement inattendu. Quatre-vingt-dix pour cent de leurs bénéficiaires repartent

⁴¹ Leur cas est particulier, car leur propre personnel a continué à travailler dans le domaine de l'aide psychosociale, tout en donnant la plupart des ressources entrantes à des partenaires locaux. Pour plus d'informations, voir la partie 3. B. 1.

⁴² « C'était un peu erratique [...] Il y avaient des bateaux qui arrivaient avec des items très, très disparates, dont tous ne servaient pas forcément à grand-chose, mais au moins [...] on a pu accéder à ces supply. » Handicap International, Entretien 7.

⁴³ Mercy Corps, Entretien 4.

⁴⁴ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

⁴⁵ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

immédiatement vers le Sud, provoquant un embouteillage chaotique le long des routes bombardées et des ponts détruits⁴⁶. Le chef de la mission de HI au Liban décrit la situation en ces termes :

« [Ce qui est un exemple de] la lenteur aussi des procédures de dépôt de projet pour accéder à des fonds, ce qui était d'ailleurs même une surprise et quelque chose qui a suscité beaucoup de d'amusements. Pendant le mois de juillet, à ce moment les organisations, avaient écrit des projets, justement de d'assistance dans les écoles. Et du jour au lendemain [...] les écoles sont vidées, la population est retournée vers le Sud, donc ils se retrouvaient avec du papier... Des projets qui étaient caducs. »⁴⁷

Bien que la nécessité de reconstituer l'ensemble de leurs réseaux logistiques et de réécrire leurs demandes de subventions soit un choc et un obstacle pour les ONG au Liban, les besoins immédiats de la population sont suffisamment couverts par les acteurs locaux et internationaux, ce qui a permis d'éviter une crise humanitaire⁴⁸. Cette adaptation est facilitée par l'exploitation des réseaux humanitaires divers en acteurs, et mis en place avant et pendant la situation d'urgence.

B. Les efforts pour créer un réseau d'urgence : un avantage sur le long terme

Dans ce chapitre nous trouvons que les ONG humanitaires font face aux urgences en utilisant ou en développant des réseaux humanitaires complexes. Ceux-ci comprennent des acteurs internationaux, étatiques, et locaux. Nous voyons comment ces ONG mobilisent et travaillent avec un réseau d'acteurs diversifié **(1)**, pour ensuite nous intéresser aux dynamiques derrière leur installation sur le territoire à long terme **(2)**.

1. L'importance et la diversité des réseaux

Les ONG humanitaires ne sont pas des acteurs isolés, en particulier dans les situations d'urgence comme au Liban. En effet, elles collaborent avec un large éventail d'acteurs, à différents niveaux d'intégration⁴⁹. Afin de déterminer l'étendue et l'importance de cette collaboration, nous examinons à nouveau les enjeux d'accès au terrain, de mobilisation de ressources (financiers et matériaux), et d'obtention d'informations. En

⁴⁶ OCHA, « Lebanon Crisis 2006 Interim Report », 5.

⁴⁷ Handicap International, Entretien 7.

⁴⁸ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 336.

⁴⁹ Nolte et Boenigk, « A Study of Ad Hoc Network Performance in Disaster Response », 150.

mettant cette fois l'accent sur les réseaux d'acteurs qui permettent aux humanitaires de les surmonter.

La conceptualisation du réseau

En ce qui concerne notre cas d'étude, nous mobilisons deux définitions complémentaires de « réseau » dans un contexte humanitaire, que nous qualifions pour ce mémoire de : réseaux internationaux-formels et réseaux locaux-informels.

Les réseaux internationaux-formels sont constitués d'acteurs regroupés par un intérêt commun dans une crise (sa résolution) et ils sont capables d'engager différentes formes de relations, telles que des coalitions⁵⁰. En revanche, les réseaux locaux-informels émergent rapidement entre la population après une catastrophe pour répondre aux besoins non satisfaits des communautés touchées. Cela en supplément des acteurs internationaux-formels, qui perdent (partiellement ou totalement) la capacité de répondre aux besoins de la population en temps de crise⁵¹.

Nos entretiens révèlent que, dans le cadre de l'action humanitaire, les ONG mobilisent une combinaison de ces deux types de réseaux pour répondre aux besoins des populations touchées par une crise. Plus spécifiquement, les réseaux internationaux-formels comprennent des partenaires étatiques tels que les ministères et les forces armées, ainsi que des organisations internationales telles que l'ONU⁵² et d'autres ONG nationales et internationales⁵³. En parallèle, les réseaux locaux-informels impliquent des partenaires locaux plus divers, allant des simples connaissances individuelles au secteur associatif local⁵⁴. Il est intéressant de noter que le secteur associatif local peut faire partie des deux types de réseau. En effet, aux yeux des enquêtés, les ONG et associations locales semblent exister dans un espace intermédiaire entre le formel et l'informel ; l'international et le local.

⁵⁰ Nolte et Boenigk, 150.

⁵¹ Carrero et al., « Tacit Networks, Crucial Care », 2.

⁵² Les Nations unies formalisent ces réseaux en temps de crise par le biais du système des clusters, qui est développé dans la partie II. A. 1.

⁵³ Nolte et Boenigk, « A Study of Ad Hoc Network Performance in Disaster Response », 2.

⁵⁴ « Il s'agit parfois de liens non officiels et non institutionnels entre des individus, qui découlent de relations personnelles, de relations sociales ordinaires dans le cadre de vie d'un individu ou dans des environnements professionnels et bénévoles, de voisinage à voisinage ou d'égal à égal. » Carrero et al., « Tacit Networks, Crucial Care », 5.

Le réseau international-formel

La mobilisation du réseau international-formel en 2006 au Liban se fait par la coopération entre les ONG et avec les Nations Unies⁵⁵, mais aussi en profitant des apports directs des États donateurs et même des institutions des États de la région⁵⁶.

Les ONG profitent de la collectivisation partielle des ressources et des capacités d'autres acteurs, afin de rendre plus gérables les conditions d'une crise⁵⁷: premièrement, le réseau permet le partage de ressources (tels que les lignes d'approvisionnement) et d'informations (des évaluations des besoins) ; deuxièmement, il favorise la standardisation et la cohérence entre les organisations humanitaires ; enfin, il permet aux ONG de faire contrepoids à l'influence des bailleurs, notamment par sa capacité à négocier les conditions aux dons, en se montrant comme indispensables aux missions d'urgence. Les entretiens avec les ONG présentes sur le terrain fournissent des exemples concrets de la mobilisation de ce réseau international-formel :

International Relief and Development met l'accent sur l'établissement de relations avec d'autres ONG présentes sur le terrain, exploitant les réseaux professionnels des travailleurs humanitaires pour renforcer la coopération et l'échange d'informations.

« Je connaissais beaucoup de cadres supérieurs des autres ONG, et les gens se relaient. [...] Il suffit donc de se rendre à l'ONU et de consulter la liste des personnes enregistrées ou de se promener et de voir qui d'autre on connaît. Ou vous demandez à quelqu'un que vous connaissez. 'Quelqu'un de Save the Children ici ? Ohh OK, cette personne. Je vais aller la chercher' ». ⁵⁸

Islamic Relief Worldwide a bénéficié de relations personnelles préexistantes avec le personnel de l'ECHO, facilitant ainsi l'accès aux financements et aux ressources de l'Union Européenne.

« [Les négociations avec l'Union européenne] étaient relativement simples [en partie parce que] le technicien de l'ECHO, il se fait que j'avais travaillé avec lui, quelques années auparavant au Congo [...] Justement parce qu'on se connaissait, on a commencé à faire des actions et ils ont dit. Oui, oui, il y a pas de problème. » ⁵⁹

⁵⁵ Dans les instances de coopération institutionnalisée entre les ONG et les institutions internationales, telles que le système des clusters, la dynamique de pouvoir nord-sud exclut clairement les acteurs locaux. Topçu, « Humanitarian NGO-networks », 4.

⁵⁶ Combaz, « International Aid to Lebanon », 4.

⁵⁷ Nolte et Boenigk, « A Study of Ad Hoc Network Performance in Disaster Response », 150.

⁵⁸ International Relief and Development, Entretien 5.

⁵⁹ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

Enfin, les exemples de Handicap International et de Médecins du Monde sont intéressants car ils montrent que des acteurs qui ne sont pas traditionnellement pensés comme humanitaires peuvent effectivement participer en tant que membres du réseau que les ONG mobilisent⁶⁰. Par exemple, le premier fournisseur de matériel médical de MdM est le ministère français des affaires étrangères, alors que le consulat français fournit du matériel d'aide mixte à HI. En outre, l'armée de l'air française a permis à l'équipe d'urgence d'HI d'accéder au terrain, tandis que ses homologues jordaniens ont travaillé en tandem avec ANERA⁶¹ et IRD.

Ces résultats montrent que, malgré le caractère institutionnel de ce réseau, les rapports entre les individus qui le composent sont majoritairement informels. En effet, pour les travailleurs humanitaires qui le peuvent, l'aspect formel du réseau est évité par le contact avec des connaissances personnelles dans les organisations ou institutions en question. Cependant, leur capacité à collaborer reste encadrée par leurs institutions et organisations.

Le réseau local-informel

Selon notre enquête, le réseau local-informel au Liban en 2006 se développe autour des groupes de la société civile libanaise, mais aussi selon les connaissances personnelles des humanitaires. Ce réseau offre une approche plus centrée sur la communauté et capitalise sur les relations tissées par les ONG avec les acteurs locaux. La littérature souligne que, contrairement aux grandes Organisations Internationales, les ONG établissent des liens beaucoup plus forts avec les acteurs locaux, intégrant les associations et groupes locaux à différentes étapes de l'intervention⁶². Les connexions locales sont le plus souvent basées sur l'individu plutôt que sur l'organisation. Autrement dit, le personnel des ONG s'appuie sur ses relations personnelles pour relier ses opérations aux efforts d'aide locale qui se développent organiquement⁶³.

Les entretiens avec les représentants des ONG sur le terrain apportent des exemples concrets de la mobilisation de la partie associative de ce réseau local-informel : en basant

⁶⁰ C'est notamment le cas des forces armées, dont la participation à l'aide humanitaire est le plus souvent limitée à la sécurité des travailleurs humanitaires. Les forces de maintien de la paix de l'ONU sont l'exception, comme le montre le cas de la FINUL au Liban. Chapuis, « La FINUL dans la reconstruction post-2006 du Sud-Liban. La coopération civilo-militaire en question ».

⁶¹ « Alors que la guerre touchait à sa fin, AmeriCares a envoyé une cargaison de médicaments et de fournitures médicales par avion via Amman, puis par l'armée de l'air royale jordanienne jusqu'à Beyrouth. » ANERA, « Peter Gubser's Middle East Trip Report ».

⁶² Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 207.

⁶³ Carrero et al., « Tacit Networks, Crucial Care ».

ses opérations sur l'association Amel⁶⁴, le chef de la mission de MdM peut mobiliser une réponse d'urgence rapide, puisque son ONG combine son expertise et ses fonds avec les informations, les installations et le personnel de l'association.

D'autre part, IRW tire profit de partenariats préexistants avec des associations locales, ce qui permet l'accès à des canaux d'approvisionnement et de transport locaux déjà établis. La force du réseau local permet même au chef de l'équipe d'urgence de s'appuyer temporairement sur l'approvisionnement local pour l'aide à acheminer vers le Sud. Cependant, il considère que le principal avantage apporté par le réseau se situe au niveau de l'information : « Moi je suis pas arrivé en terrain inconnu [grâce au réseau] »⁶⁵. En ce qui concerne les connaissances individuelles, le responsable régional de Mercy Corps peut tirer parti de son réseau personnel considérable dans la région et au Liban pour avoir accès au pays et au financement local respectivement :

« J'ai été un peu bloqué à Damas [...] mais j'ai aussi eu la chance d'être bloqué en même temps qu'un célèbre journaliste de CNN. Il s'appelle Nick Robertson [...] il avait des agents locaux (*fixers*), l'un d'entre eux lui a permis de traverser la salle d'attente. [...] En gros, c'est lui qui nous a fait passer. »

« J'avais un bon nombre d'amis là-bas. Je pouvais leur demander de l'argent, comme je l'ai dit, car les banques n'allaient pas ouvrir de sitôt. »⁶⁶

Il est également important de souligner que deux des enquêtés parlent de la nécessité de construire un réseau d'urgence local à partir de zéro. Quant à ANERA, en transformant ses opérations, elle doit également improviser et rechercher des partenaires mieux adaptés aux situations d'urgence :

« [L'opération d'urgence] n'était pas vraiment liée au réseau de [partenaires locaux] avec lequel nous travaillions. Il s'agissait simplement de trouver des personnes, [...] qui pouvaient être des organisations locales ou des centres communautaires locaux, qui recevaient un grand nombre de réfugiés et leur livrer des choses. »⁶⁷

Enfin, la perspective d'ACF sur la question des réseaux locaux est la plus particulière. Le responsable de l'équipe d'urgence précise que pendant et après la guerre,

⁶⁴ « Amel est une organisation non gouvernementale et non confessionnelle [...] Amel propose des programmes [...] dans les domaines suivants : Santé, soutien psychosocial, formation professionnelle, autonomisation des femmes, développement rural, soutien aux migrants, protection et droits de l'homme. » AMEL, « Amel Association International ».

⁶⁵ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

⁶⁶ Mercy Corps, Entretien 4.

⁶⁷ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

l'organisation ne s'adresse pas à des partenaires locaux autres que les associations villageoises auxquelles elle distribue son aide.

Notre étude montre que la plupart du personnel des ONG accorde une grande importance à la collaboration avec les acteurs locaux en tant que facteur de réussite des missions humanitaires. En outre, comme le montre la partie suivante, un réseau local fort sert de véhicule pour l'établissement à long terme d'une ONG dans la période d'après-guerre.

2. Les urgences comme tremplin pour le développement

Nos recherches montrent que la majorité des acteurs humanitaires internationaux choisissent de rester au Liban une fois la guerre terminée et la crise humanitaire contenue. Pour comprendre pourquoi et comment ils le font, nous devons d'abord examiner les idées qui sous-tendent les liens entre l'aide d'urgence et le développement à long terme. Ensuite, nous examinons la manière dont l'intérêt des donateurs étrangers et des ONG a évolué après la crise. Enfin, nous comparons les approches des ONG internationales en matière des liens entre l'urgence et la reconstruction.

Urgence, reconstruction et développement

Bien qu'il soit particulier en raison de sa durée et type d'acteurs, le cas du Liban en 2006 permet d'illustrer plusieurs des dynamiques qui sous-tendent l'action humanitaire⁶⁸. L'une d'entre elles est le débat classique que Siméant décrit entre l'urgence et le développement⁶⁹.

Comme nous l'avons montré dans l'introduction, l'un des sous-produits de ce débat est l'idée d'un « nexus » ou d'un « continuum » entre les deux phases de l'aide⁷⁰. Dans le cas des conflits violents, cette notion est conçue comme une transition en trois phases : de l'aide d'urgence à la reconstruction et, enfin, au développement⁷¹. Pour le contexte dans lequel s'inscrit notre cas d'étude, nous adoptons la perspective centrée sur les actions des acteurs humanitaires de Chapuis : en situation d'urgence, d'une part, les ONG mobilisent des ressources pour répondre à la crise. D'autre part, elles déclarent leurs intentions et rédigent des propositions pour de futurs projets. Plus tard, lors de la reconstruction et du

⁶⁸ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 336.

⁶⁹ Siméant, « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire ».

⁷⁰ Strand, « Humanitarian-development Nexus »; Paul, « Disaster Relief Efforts ».

⁷¹ Lie, « The humanitarian-development nexus ».

développement, ces organisations formalisent leurs champs d'action, délimitant leurs propres « niches » d'action⁷². Chapuis montre les actions de déminage comme un exemple clair de cette dynamique, ce qui est également visible dans l'expérience du responsable de Handicap International au Liban :

« Cette guerre, ça nous a amenés à nous redéployer sur plein de secteurs parce qu'aussi, dans l'après-guerre, évidemment on est revenu. [...] On a fait plein plein d'autres choses au sortir de cette guerre [...] un gros volet aussi avec HI, c'était le déminage au Sud-Liban. »⁷³

Cependant, les critiques soulignent souvent l'impossibilité de combiner autant d'acteurs, d'activités et d'objectifs dans une seule méthodologie⁷⁴. Nos recherches confirment qu'un tel continuum est effectivement présent sous une forme de facto lors des missions d'aide, mais avec des variations considérables en fonction des objectifs de chaque acteur.

L'augmentation de l'intérêt international

L'augmentation de l'intérêt international après le conflit est un phénomène attesté par la littérature qui entoure le sujet de l'aide au Liban⁷⁵, mais aussi par notre enquête. Les causes de ce regain d'intérêt sont multiples, mais peuvent être efficacement classées en trois niveaux : géopolitique, national et humanitaire.

En ce qui concerne la géopolitique, le Liban contemporain est un État qui se voit assiégé par des intérêts et des conflits régionaux. Ou bien, comme Harris le décrit plus gravement : « le Liban a cessé d'être un État indépendant en 1975 »⁷⁶. Parmi ceux-ci, le plus pertinent pour notre recherche est celui qui oppose le Hezbollah et ses alliés syriens et iraniens à l'État d'Israël et à ses soutiens américains. Mais ce conflit va bien au-delà des échanges militaires de l'été 2006. En effet, comme souligné par de nombreux auteurs, l'après-guerre au Liban devient le principal scénario de cette rivalité régionale⁷⁷. Notre enquête montre que les ONG internationales (occidentales) vivent cette rivalité par une

⁷² Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 40.

⁷³ Le déminage est une activité d'après-guerre très souvent associée à HI. Handicap International, Entretien 7.

⁷⁴ Audet, « From Disaster Relief to Development Assistance », 151.

⁷⁵ Combaz, « International Aid to Lebanon ».

⁷⁶ Harris, *Lebanon*, 232.

⁷⁷ Les occidentaux on conçu l'aide humanitaire et la reconstruction en termes de sécurité (surtout pour Israël). Tandis que le Hezbollah et ses alliés optent pour une approche matérielle et sociale afin de garder le soutien de la population « [Il faut distinguer] Les interventions de gouvernance privilégiées par les donateurs occidentaux visent à influencer le 'système opérationnel' au niveau du gouvernement central et local, et l'aide à la reconstruction des infrastructures à plus grande échelle (matériel) offerte par de nombreux donateurs arabes et des États du Golfe » Hamieh et Mac Ginty, « A Very Political Reconstruction », 117.

augmentation substantielle de l'intérêt porté à leurs actions au Liban, surtout en termes de financement.

« Oui, c'est vrai. Les bailleurs adorent courir après une situation d'urgence, ce qui a joué en notre faveur à ce moment-là. Il était donc très facile d'obtenir un financement [après la guerre] si vous aviez de bons antécédents. »⁷⁸

Au niveau national, l'absence d'une présence étatique efficace durant ou après la guerre, ouvre la voie à une montée en importance d'autres acteurs, notamment ceux du secteur humanitaire international⁷⁹. Les États et les acteurs internationaux ayant des intérêts au Liban tentent de tirer parti de cette situation en participant à l'aide et la reconstruction⁸⁰. De plus, le Sud-Liban est certes le point focal de la reconstruction, mais aussi un territoire où l'État libanais est relativement impuissant face au Hezbollah, ce qui donne encore plus d'importance aux nouveaux acteurs⁸¹.

Dernièrement, au niveau humanitaire, l'importance des fonds mis à disposition par les bailleurs et la relative liberté d'action dans un territoire où l'État est affaibli sont des motivations majeures pour les ONG qui souhaitent croître. Dans certains cas, les montants des financements dépassent les capacités des équipes : « J'ai dû me préparer rapidement car on venait de s'engager à dépenser \$1 000 000 de dollars d'aide aux habitants du sud de Beyrouth »⁸². De plus, pour certaines ONG, comme MdM, la guerre de 2006 au Liban marque un retour à l'instabilité dans la région, ce qui, pour elles, nécessite une présence permanente.

« Il y a toujours eu un intérêt de rester au Liban [...] on savait que potentiellement t'allais avoir des crises. Qu'elles soient politiques, internationales comme avec la guerre contre Israël. [On voulait avoir] une présence et des liens avec le Liban pour être en mesure de pouvoir réagir assez vite en cas de crise. »⁸³

Il faut cependant souligner que le cas d'ACF est une fois de plus exceptionnel. La responsable de l'équipe d'urgence reconnaît l'augmentation de l'intérêt des donateurs, qui

⁷⁸ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

⁷⁹ « Aucune institution publique n'a ordonné l'ouverture d'écoles et l'accueil des familles déplacées, ni la mobilisation d'une quelconque forme d'aide d'urgence » Moghnieh, « Local Forms of Relief during the July War in 2006 and International Humanitarian Interventions », 3.

⁸⁰ Mac Ginty, « Reconstructing post-war Lebanon ».

⁸¹ Chapuis, « Saper la reconstruction du Hezbollah ».

⁸² Mercy Corps, Entretien 4.

⁸³ Médecins du Monde, Entretien 1.

demandent explicitement à l'ONG de rester sur le terrain. Cependant, elle est très critique de la mission et y met fin peu après la fin de la crise⁸⁴.

Une stratégie de croissance : les ONG qui arrivent avec la crise

Les ONG qui s'engagent dans des réponses d'urgence le font à la place (mais avec le consentement) de l'État souverain, qui est affaibli par la crise. En effet, depuis les années soixante-dix les États sont devenus de plus en plus dépendants de l'aide internationale, et les bailleurs ont de plus en plus acheminé l'aide par l'intermédiaire des ONG⁸⁵. Notre recherche montre que les ONG internationales qui ne peuvent pas entrer au Liban auparavant, profitent de la demande d'acteurs d'urgence pour établir leur présence à long terme à partir de l'urgence. Le cas de l'IRD et de l'IRW sont exemplaires. Le besoin d'acteurs d'urgence leur permet de surmonter la difficulté d'entrer au Liban et de jeter les bases des projets de développement :

« Au bout de 3 mois, on a établi une tête de pont, si j'ose dire. Donc un bureau, des relations avec des bailleurs, lancer un programme, commencer à recruter des gens. Et donc pendant ce temps-là, l'organisation a pu recruter du personnel permanent ou [...] déployer des gens pour plus longtemps. Au bout de 3 mois, nous, on rentrait chez nous. Voilà, on avait posé les [bases]. »⁸⁶

Dans les deux cas, cela a été fait consciemment, même en tant que stratégie, car les dirigeants des organisations étaient conscients du potentiel de la guerre pour permettre l'accès et l'obtention de fonds considérables. Après la guerre, ces ONG se sont concentrées plus particulièrement sur l'aide d'après-guerre, principalement dans les communautés dans le Sud :

« En 2006, lors de la crise au Liban, [...] nous n'avions même pas encore de programme au Liban. [Mon équipe et moi-même répondions à une crise internationale ou à une catastrophe dans un pays où l'IRD n'avait pas de bureau. Nous nous rendions sur place et mettions en place des opérations d'intervention d'urgence qui se transformaient en opérations de reconstruction, puis en opérations de développement, avant d'aboutir à un programme national. C'est donc mon équipe qui a probablement lancé des programmes pour l'IRD dans au moins 10 pays différents. »⁸⁷

⁸⁴ Les raisons de ses critiques sont traitées en profondeur dans la partie III. 2. B.

⁸⁵ Paul, « Disaster Relief Efforts », 3.

⁸⁶ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

⁸⁷ International Relief and Development, Entretien 5.

Expansion ou transition : les ONG avec une présence antérieure

Avec la fin du conflit, de nombreuses organisations déjà implantées au Liban manifestent un intérêt plus marqué pour le développement que pour l'aide post-conflit ou la reconstruction⁸⁸. En effet, ces ONG retournent rapidement vers des projets de développement, estimant que la reconstruction ne relève pas de leur mandat : « à ma connaissance, c'est pas trop le boulot d'une ONG, la reconstruction »⁸⁹. Néanmoins, ces organisations confirment bénéficier d'un réseau élargi de partenaires locaux et d'une augmentation significative de l'intérêt des bailleurs de fonds, ce qui leur permet d'étendre considérablement leurs activités.

[La guerre] est le moment où nous avons commencé à nouer des relations avec les organisations locales. [Ensuite] Nous avons repris [le projet de développement] et commencé dès la fin de la guerre. Je ne sais pas si c'était juste après, mais il n'y a pas eu de changement dans ce que nous essayions de faire.⁹⁰

Le retour vers le développement est motivé par plusieurs facteurs, notamment l'entrée tardive de l'État libanais dans la reconstruction. Au moment où il exprime sa volonté de s'impliquer dans la reconstruction du Sud⁹¹, de nombreuses ONG internationales déplacent leurs opérations vers d'autres zones moins frappées par la guerre, où les projets de développement sont demandés par les communautés⁹². De plus, l'action des grands bailleurs du Golfe, notamment le Qatar et les Émirats arabes unis, influence cette transition vers le développement. Leur aide humanitaire ciblée vers les Chiites du Sud-Liban est suffisante pour couvrir les besoins de la majorité de la population affectée par la guerre⁹³. Cela indique symboliquement et matériellement aux ONG occidentales qu'elles ne sont pas nécessaires à la reconstruction : « L'argent des Saoudiens, du Qatar et du golfe a éclipsé tout ce que les États-Unis ont fait parce qu'il s'agissait d'infrastructures majeures ».⁹⁴

Dans ce chapitre nous voyons que les ONG qui réussissent à mobiliser ces deux réseaux de façon simultanée, arrivent à être opérationnelles et efficaces dans leur réponse

⁸⁸ MC : Projet d'alphabétisation et d'autonomisation des femmes, ANERA : Initiative de développement économique rural avec des chambres d'hôtes (*Bed&Breakfast*), MdM : Programme d'accès aux soins pour les migrants et des visites dans les prisons, HI : Programme d'aide psychosocial pour les réfugiés palestiniens.

⁸⁹ Handicap International, Entretien 7.

⁹⁰ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

⁹¹ OCHA, « Lebanon Crisis Flash Appeal ».

⁹² Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 36.

⁹³ Lagrange, « L'aide humanitaire musulmane au Sud Liban en 2006 », 6.

⁹⁴ Mercy Corps, Entretien 4.

aux crises humanitaires de façon plus efficace que les autres. Cela leur permet d'ensuite développer leurs missions à long terme.

II. Bailleurs et acteurs institutionnels : encadrement, contrôle ou instrumentalisation ?

Encadré par qui ? Encadré quoi ? [...] Pendant la guerre, moi je suis désolé, les Nations Unies, ils étaient au MovenPeak. Pareil pour 80% des ONG internationales, elles étaient à Beyrouth, [dans] des hôtels.¹

Dans sa deuxième partie, ce mémoire aborde la question des rapports entre les ONG, les Organisations Internationales et les bailleurs. Il s'agit d'abord d'explorer les mécanismes de coordination et coopération ; mais aussi de concurrence entre acteurs humanitaires (A), pour ensuite explorer la manière dont les ONG respectent ou contestent les conditions opérationnelles mises en place par leurs bailleurs de fonds (B).

A. La coopération : les clusters limités par les dynamiques des ONG

Dans ce chapitre nous approfondissons la coopération et la concurrence entre les acteurs humanitaires au Liban durant et après la guerre de 2006. Dans notre cas, cela implique fondamentalement les ONG internationales et les agences des Nations Unies. En premier lieu, nous comparons le niveau d'intégration des ONG au système des clusters d'urgence conçu par l'OCHA (1). Ensuite, nous déterminons à quel niveau les humanitaires s'engagent dans des dynamiques de concurrence et de « marketing », et comment cela limite la coopération (2).

1. La volonté de coopérer : entre participation active et autonomie absolue

Comme vu dans la première partie, la surprise et le manque de préparation avant la guerre conduisent à l'improvisation et à la formation de réseaux autonomes et informels autour des ONG. Cependant, au fur et à mesure que les acteurs se multiplient, un système de clusters formel est mis en place le 27 juillet pour faciliter la coordination sous l'encadrement de l'OCHA et des agences des Nations Unies². Bien que l'idée qui sous-tend le système des clusters semble très positive, notre étude montre que les ONG et leur personnel ont des opinions très divergentes

¹ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

² OCHA, « The UN Response to the Lebanon Crisis », 41.

à ce sujet, ce qui conditionne le degré de leur coopération³. Nous trouvons que leurs interactions avec le système peuvent être classées en trois catégories : participation enthousiaste et fructueuse ; intérêt et participation limités ; et rejet catégorique.

Petites et nouvelles ONG : les défenseurs de la coopération

Parmi les personnes interrogées, deux travailleurs humanitaires expriment des opinions globalement positives sur l'approche par clusters, dont l'un se montre extrêmement favorable. Au niveau le plus élémentaire, les clusters sont considérés comme bénéfiques en termes d'information et de répartition géographique. C'est également le cas de ses détracteurs, comme IRW, qui considèrent que l'aspect géographique est l'un de ses seuls points positifs. En plus, le fait que les clusters ne revendiquent aucune autorité sur les actions des ONG et qu'ils se présentent comme des mécanismes de « coordination et de collaboration exclusivement »⁴, est considéré comme globalement positif.

Une partie de la littérature argumente que la répartition géographique est moins importante que le partage logistique selon les besoins⁵. Cependant, notre enquête suggère qu'en 2006, l'étendue de la coopération logistique est encore très limitée. Sur cette question, la cheffe de l'équipe d'urgence d'ACF met l'accent sur l'horizontalité des clusters, qui centrent les ONG dans la prise de décisions, mais sans le partage du matériel :

« [L'OCHA] prenait les informations. Après [...] qui décidait, qui va travailler là ? C'était les ONG [...] On a besoin quand même d'avoir une carte où il y a vraiment tout le monde [...] s'il y a une autre [ONG] qui dit 'nous, on va travailler là aussi', là on va s'accorder [...] par exemple dans le même village. Si on était 2 à travailler sur l'assainissement, nous, on va mettre des pompes et puis l'autre, il va travailler sur le pipeline. »⁶

Pour sa part, le chef de l'équipe d'IRD fait l'éloge du cluster en soulignant qu'il permet aux ONG qui n'ont pas de réseaux préexistants et peu ou pas de capacités sur le terrain d'acquiescer rapidement des contacts locaux et des informations sur la crise et les besoins de la population :

³ L'OCHA lui-même le reconnaît OCHA, 30.

⁴ International Relief and Development, Entretien 5.

⁵ « Dans la phase d'urgence, les contours territoriaux sont a priori les mêmes pour tous les acteurs : il s'agit surtout d'engager la reconstruction matérielle (infrastructures de communication, commerces et logements) et d'organiser le retour des réfugiés. Tout converge vers un même espace, délimité par les espaces détruits et vidés de leur population » Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 40.

⁶ Action Contre la Faim, Entretien 2.

« Immédiatement, on a pu nous connecter au système [cluster] des Nations unies [...] au tout début, alors qu'on avait pas de financement, pas de design de programme, pas d'évaluation des besoins. On était que deux. »⁷

Indifférence et participation passive

Toutes les organisations qui collaborent avec les clusters pendant la crise s'accordent à dire qu'il s'agit d'un système très peu contraignant dans cette version primitive, ce qui est perçu comme un point à leur avantage. Cependant, cela entraîne également un niveau d'indifférence de la part de certaines organisations qui n'y trouvent pas assez d'utilité pour justifier une assistance régulière. Deux raisons principales expliquant le désintérêt pour les clusters sont identifiées chez les trois humanitaires appartenant à cette catégorie : la perception des clusters comme un simple forum de discussion ; ainsi que le chaos et la lenteur de leur mise en œuvre.

D'une part, les ONG apprécient le partage d'informations inhérent aux clusters, car il complète leurs propres réseaux d'information parallèles. Néanmoins, deux des représentants d'ONG consultés sur le sujet ont du mal à voir plus de valeur dans les clusters en dehors de cet aspect. Le fait qu'ils soient perçus comme des lieux d'échange d'informations limite leur utilité, car y assister prend un temps précieux qui peut être consacré à davantage de travail sur le terrain :

« Les meetings de coordination, ils étaient à Tyr, je crois que c'était toutes les semaines ou toutes les 2 semaines. Et nous d'où j'étais, c'était 1 h, 01h30 de route aller-retour. J'y suis allé une fois [...] il y avait pas tellement d'autres trucs à coordonner à notre à notre niveau »⁸

« Il y avait une petite mise à jour sur ce qui se passait dans le pays : les initiatives qu'on lançait et celles qui se terminaient, ce genre de choses. Je m'en souviens donc plus comme d'un forum de mise à jour que d'autre chose. »⁹

Les critiques formulées par le chef de la mission IRW sont plus représentatives des ONG qui mènent des missions d'urgence dans les zones de combat. Il affirme que l'IRW maintient une présence quotidienne dans les réunions par l'intermédiaire d'un membre de son équipe. Cependant, il considère que ces réunions ignorent souvent les réalités du sud, concentrant leur attention sur les questions relatives aux réfugiés à Beyrouth et d'obtention des fonds. Selon lui,

⁷ International Relief and Development, Entretien 5.

⁸ Médecins du Monde, Entretien 1.

⁹ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

cette inégalité est encore aggravée par le chaos de l'encadrement, qui laisse les ONG qui opèrent depuis les premiers jours de la guerre largement sans communication :

« Ça me permettait de [...] dire ce qu'on avait fait, se coordonner. Sachant qu'il y avait pas grand-chose à coordonner puisque les [ONG] étaient principalement sur Beyrouth à attendre de pouvoir aller quelque part et à échanger avec les bailleurs. [...] C'était un bordel innommable [...] pendant les 3 semaines et demie de guerre où j'étais là et où on est intervenus. J'avais pas d'interlocuteur. »¹⁰

À cause de ces différentes raisons, la participation de ce groupe d'ONG au système finit par être limitée. Pour elles, l'essentiel de l'utilité des clusters est d'être informées pour mieux mener leurs propres actions. Ce constat est également soutenu par la littérature existante sur la coopération entre ONG, qui affirme que « les clusters peuvent être utiles pour le partage d'informations, mais ils ne parviennent pas à impliquer tous les acteurs potentiels »¹¹. Et que, comme dans le cas de l'IRW, « la coopération souffre des différences d'identité des divers acteurs »¹².

Le rejet chez les grandes ONG avec des réseaux développés

L'opposition la plus forte au système des clusters vient des acteurs qui sont en mesure de mobiliser des ressources substantielles par eux-mêmes. Par ailleurs, il s'agit d'organisations capables de former leurs propres structures parallèles (réseaux), voire des sous-clusters¹³.

Mercy Corps et Handicap International appartiennent tous deux à cette catégorie. Pendant et après la guerre, les deux acteurs sont en mesure de mobiliser des fonds d'urgence internationaux considérables et des ressources matérielles locales pour mettre en place leur propre infrastructure humanitaire. D'une part, MC opte pour une approche plus directe (*hands-on*), en recrutant directement son propre personnel et en mobilisant plusieurs petits bailleurs de fonds non-institutionnels au Liban. Il s'agit d'une approche que le responsable de l'organisation perçoit comme incompatible avec les clusters :

« La première chose que [l'ONU] fait, c'est de dire 'réunissons nos clusters et voyons ce que tout le monde fait'. Et si tu entends ça, sauve-toi, parce que la prochaine chose qu'ils disent, c'est 'nous devons cartographier où tout le monde fait quoi que ce soit', et c'est des conneries ! »¹⁴

¹⁰ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

¹¹ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 206.

¹² Irrera, 207.

¹³ Irrera, 206.

¹⁴ Mercy Corps, Entretien 4.

D'une autre part, HI choisit d'agir presque entièrement en tant qu'intermédiaire entre les bailleurs et les locaux. En effet, son réseau et son infrastructure d'information sont suffisamment étendus pour qu'elle puisse les imposer à OCHA, et non l'inverse.

« Juste après le cessez-le-feu quand l'OCHA a commencé à mettre en place le dispositif de cluster [...] tu avais l'impression de quelque chose de très hors sol. [L'OCHA] nous a sollicité parce qu'ils avaient pas cette vision-là des acteurs nationaux et le dispositif Lebanon Support¹⁵ était tellement performant à ce moment-là que même ECHO comme bailleur de fonds, a imposé à OCHA justement de financer la plateforme. »¹⁶

Malgré leur différence d'approche, ces deux ONG manifestent une préférence pour leurs vastes réseaux, formels et informels, plutôt que pour la coordination des Nations unies.

Ces exemples tirés de notre enquête montrent que la coordination humanitaire en temps de crise implique bien plus que des réunions et des rapports. Le système des clusters tel qu'il existe pendant cette crise montre des problèmes évidents quant à son utilité au-delà du partage d'informations, ainsi qu'en ce qui concerne l'intégration de réseaux parallèles à lui-même. Comme le montre la partie suivante, cette coordination très limitée des acteurs humanitaires peut au contraire déboucher sur une concurrence.

2. La concurrence et le marketing de l'action humanitaire

Nos enquêtés insistent souvent sur les limites de la coopération, l'une d'entre elles étant le conflit d'intérêts entre les grandes ONG bien établies et les ONG plus petites et récemment arrivées. Cela illustre l'idée qu'« Il est peu probable qu'une 'meilleure coordination' conduise à une diminution de la concurrence »¹⁷. Stirrat souligne que la concurrence au sein des organisations humanitaires est inhérente à leur structure. Comme le montrent notre enquête et la littérature, les facteurs qui expliquent cette concurrence sont principalement liés à l'identité de l'ONG et à l'intérêt des bailleurs de fonds. Sous-jacente à tous ces facteurs se trouve la nécessité pour les organisations humanitaires de visibiliser leurs actions par le biais d'une stratégie de « marketing ».

¹⁵ Lebanon Support (aujourd'hui « The Center for Social Sciences Research and Action ») était une plateforme créée par l'équipe informatique de HI et mise à disposition de tous les acteurs humanitaires au Liban. Il s'agissait d'un lieu d'échange d'informations, surtout en ce qui concernait les besoins lors des crises. Mais aussi les emplois et les opportunités de projets en temps de paix. « About Us | The Centre for Social Sciences Research and Action ».

¹⁶ Handicap International, Entretien 7.

¹⁷ Stirrat, « Competitive Humanitarianism », 1.

L'identité des ONG en temps de crise

Les ONG, tout comme d'autres mouvements sociaux, veillent à préserver leur individualité et leur approche organisationnelle dans l'aide d'urgence¹⁸. Les opinions exprimées dans notre enquête témoignent de cette primauté de l'identité organisationnelle parmi les humanitaires. La coopération est perçue par certains de ses membres comme un moyen d'éroder la nature de leurs actions en y rattachant d'autres acteurs qui ont des valeurs ou des méthodologies différentes¹⁹. Une fois de plus, MC fournit un exemple, car son représentant montre un sentiment de possession (*ownership*) de l'ONG sur ses bénéficiaires et partenaires.

[Les ONG récemment arrivées] allaient toutes à Aley, pour donner directement à 'nos gens', [comme] on avait l'habitude de les appeler. C'était pas nos gens, mais ils utilisaient nos écoles... C'était pas nos écoles non plus, mais ils utilisaient ce qu'on avait mis en place et c'était très efficace pour eux.²⁰

L'identité joue également un rôle lorsqu'il s'agit de déterminer la volonté du personnel des ONG, plus ou moins enclin à prendre des risques, de travailler entre eux et avec les institutions. En effet, la plupart des équipes d'urgence au Liban sont très critiques à l'égard du personnel de l'ONU et de leur réticence à quitter leurs hôtels et leurs complexes. Toutefois, ces critiques sont également formulées envers d'autres ONG, ce qui révèle une forme de compétitivité et de hiérarchie basée sur la volonté de prendre des risques et le niveau de professionnalisation²¹ :

« Tous les bureaux des Nations unies étaient localisés, je crois, dans un hôtel. Et en fait, ils ne sortaient pas. Et donc ils envoyaient les ONG [...] en disant allez faire votre évaluation là là là là et puis revenez nous voir. On leur a dit quand même que ça serait bien qu'ils sortent. Qu'ils aillent voir. »²²

« Je les connais bien les gens d'ACF, ils sont très gentils, [mais] ils étaient dans le même hôtel. »²³

L'effort pour dépenser les fonds des bailleurs

Comme indiqué dans la partie sur les clusters, la coopération peut être rejetée par un certain type d'organisation. Dans la pratique, ce rejet se traduit par une concurrence et même une territorialité entre les ONG. Cela signifie que, dans les crises humanitaires comme celle au

¹⁸ Topçu, « Humanitarian NGO-networks », 29.

¹⁹ Stirrat, « Competitive Humanitarianism », 4.

²⁰ Mercy Corps, Entretien 4.

²¹ « Dans la compétition entre les 'intérêts doux' tels que l'efficacité des secours et les 'intérêts durs' tels que la survie et la prospérité de l'organisation, les nobles idéaux sont de plus en plus souvent perdants. » Barnett, « Humanitarianism Transformed », 733.

²² Action Contre la Faim, Entretien 2.

²³ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

Liban (très visibles, se déroulant dans de petites zones avec relativement peu de bénéficiaires au total²⁴), l'enjeu du financement repose principalement sur la dépense et non sur l'acquisition. En raison de l'excès de fonds, les ONG « se découpent » des territoires et divisent les groupes de bénéficiaires et de partenaires locaux. Généralement par le biais de négociations, mais parfois en les « piochant » aux autres²⁵. Le responsable régional de MC voit même une sorte de danger dans les mécanismes de coopération, puisqu'il les perçoit comme un moyen pour les petites ONG de se raccrocher à son infrastructure et à son réseau :

« Tout ce qui se passe lors de ces réunions de coordination, c'est que ces gens veulent monter sur notre dos. Et tu es censé partager toutes ces choses. [Un cluster] est fantastique si tu es une petite ONG [...] parce que tu rencontres immédiatement tous les acteurs [...] tu ne survivras en tant que petite ONG que si tu peux t'accrocher à une ONG plus importante. »²⁶

Cela est un exemple de ce que Stirrat décrit comme le phénomène des « 'petites bêtes en peluche' dans un monde de 'dinosaures qui se déplacent lentement' »²⁷. En référence à la compétitivité inhérente entre les petites et les grandes ONG.

Visibiliser l'impact pour survivre comme organisation

La concurrence entre les ONG est également influencée par des facteurs externes, tels que la visibilité médiatique des crises humanitaires. Celle-ci peut rendre certaines crises, comme les désastres naturels et les guerres, plus « attirantes » pour les dons, créant ainsi une compétition accrue pour l'attention des bailleurs²⁸. Cela ne se fait pas dans un seul sens : le financement de l'aide humanitaire a depuis longtemps atteint un stade où les bailleurs sont dépendants des ONG pour satisfaire leurs besoins de légitimité²⁹. Autrement dit, les bailleurs de fonds comptent sur les résultats des ONG pour justifier leur existence autant que les ONG ont besoin d'eux pour assurer la poursuite de leurs activités humanitaires.

²⁴ Les gouvernorats des régions les plus touchées (Nabatieh et Sud-Liban) ont une superficie totale de 1 992 km² et une population d'environ 970 000 habitants. IDAL, « Lebanon at a Glance ».

²⁵ Ce problème est exploré dans le cas du tsunami de 2005 au Sri Lanka, aussi le premier exemple d'un cluster d'urgence. Stirrat, « Competitive Humanitarianism ».

²⁶ Mercy Corps, Entretien 4.

²⁷ Stirrat, « Competitive Humanitarianism », 4.

²⁸ Stirrat, 3.

²⁹ Čačija, « The Nonprofit Marketing Process », 19.

La bataille pour attirer l'attention des bailleurs et la confiance du public³⁰ a lieu dans une scène où les ONG entrent avec réticence : le marketing. En effet, la professionnalisation et la compétitivité des ONG créent un environnement humanitaire dans lequel les organisations :

« Sont de plus en plus en concurrence avec de nouveaux bureaux dédiés à la collecte de fonds et aux relations avec les bailleurs, dotés d'un personnel dont la principale expérience sur le terrain ne provient pas des camps de réfugiés, mais des campagnes de marketing et des appels de fonds »³¹.

Les travailleurs humanitaires admettent que la concurrence pour montrer des résultats « attirants » est une caractéristique omniprésente des missions d'urgence et de l'action humanitaire en général, ceci se fait principalement à travers des rapports, des photos et du *branding*. D'autres suggèrent que derrière l'attention des bailleurs de fonds se cache également une certaine discrimination des ONG basée sur leur statut et leur provenance :

« Il y a toujours un petit peu cette logique de [compétition]. Donc qui sera le plus rapide pour dire 'voilà je travaille là' et puis lever des financements. [...] C'est un peu le partage du 'gâteau bailleur'. »³²

« L'ECHO nous avait un peu oubliés [...] Alors je ne saurais pas dire du tout dans la politique d'écho dans quelle mesure la qualité d'organisation musulmane de l'islamique Relief a joué dans cet oubli temporaire. »³³

Au cours de notre enquête, il est apparu que ce que le personnel des ONG reproche le plus au marketing, est la perturbation de leurs activités. En ce qui concerne les rapports et les photos, la plupart d'entre eux critiquent uniquement le fait que cela leur fait perdre du temps. En revanche, les critiques sont les plus prononcées en ce qui concerne les visites de bailleurs de fonds (dans l'après-guerre), généralement sous la forme d'élus ou des philanthropes privés :

« Toutes mes conversations avec la personne de l'USAID portent sur l'image de marque, sur la façon dont je vends l'Amérique. [...] C'est dégoûtant, mais il faut avaler et leur donner [aux élus américains] un truc un peu *flashy* »³⁴

Dans ce chapitre, nous constatons que les relations entre les ONG évoluent dans les contextes d'urgence où elles doivent trouver un équilibre entre : de multiples acteurs humanitaires, un territoire restreint, un groupe concentré de bénéficiaires, et la nature médiatique des crises. Comme le montre notre étude, cet ensemble de conditions donne lieu à des phénomènes simultanés de coopération et de concurrence. Dans les deux cas, les ONG

³⁰ La notion d'"indicateurs non financiers de collecte de fonds" explorée par Čačija ajoute le grand public en tant que stakeholder, dont la satisfaction et la confiance dans les acteurs humanitaires est un facteur important pour la survie des activités des ONG. Čačija, 5.

³¹ Barnett, « Humanitarianism Transformed », 730.

³² Handicap International, Entretien 7.

³³ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

³⁴ Mercy Corps, Entretien 4.

existent dans un spectre, la plupart oscillant autour d'une zone intermédiaire dans laquelle elles coopèrent et se concurrencent en fonction de leurs objectifs et des besoins qu'elles perçoivent chez leurs bénéficiaires. Cette dichotomie est bien illustrée par la position du chef de l'équipe d'urgence de l'IRD :

« À un certain moment, on est en concurrence pour l'argent. Mais à un autre moment, on collabore et on coopère. [...] On est tous amis, sauf au moment où on est en compétition pour l'argent [...] Dès que tout le monde reçoit de l'argent, et que certains n'en reçoivent pas, on est tous amis à nouveau [...] et on essaie de travailler ensemble et d'être le plus efficace possible. »³⁵

B. Les attentes et exigences imposées aux humanitaires : le « jeu » des institutions et des bailleurs

Ce chapitre examine les formes de contrôle des bailleurs sur organisations humanitaires, notamment en matière de sécurité. Idéalement, ces contraintes visent à protéger les vies des travailleurs humanitaires et à garantir la durabilité des missions. Cependant, pour certains, elles entravent leur flexibilité opérationnelle, les obligeant à naviguer dans un environnement de réglementations et de considérations géopolitiques. Cela les conduit à éventuellement contourner les normes au nom de l'efficacité. Nous commençons par retracer les enjeux derrière la sécurité humanitaire en théorie et en pratique, comme vu pendant la guerre de 33 jours. **(1)**. Ensuite, nous nous concentrons sur comment le contexte d'urgence permet aux organisations humanitaires surmonter ou ignorer les contraintes et les conditions des bailleurs **(2)**.

1. Les limites imposées par la sécurité et la géopolitique

Les questions de sécurité sont au cœur des missions d'aide internationale, en particulier en temps de guerre. Dans cette partie, nous postulons que la sécurité dans ces missions est abordée d'un point de vue à la fois opérationnel et géopolitique. Ce n'est pas moins le cas au Liban, où les lignes directrices de l'UNDSS³⁶ s'ajoutent aux mesures de sécurité internes des ONG et aux préoccupations des bailleurs de fonds pour encadrer les opérations d'aide humanitaire

³⁵ International Relief and Development, Entretien 5.

³⁶ « *Le United Nations Department for Safety and Security* » fournit une expertise en matière de sécurité à toutes les entités du système de gestion de la sécurité des Nations unies, afin de permettre la planification et la conduite en toute sécurité des mandats, missions, activités et programmes du système des Nations Unies. » United Nations, « UN Department of Safety and Security ».

Contextualiser la sécurité et sécurisation (*securitization*) dans l'aide humanitaire

Dans les contextes de conflit, la sécurité est une préoccupation primordiale pour les acteurs humanitaires. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : « Au cours de la dernière décennie, les pertes de travailleurs humanitaires ont triplé, atteignant plus de 100 décès par an »³⁷ ; En Afghanistan tous les ONG participants à une étude ont identifié la « sécurité » comme la plus grande contrainte à leurs opérations³⁸. Cette perception s'applique similairement à d'autres zones de conflit, dont le Liban. Ainsi, la gestion des risques devient une composante essentielle des opérations humanitaires. Au-delà de la simple aversion au risque, l'objectif devient « de gérer le risque de manière à leur permettre de rester présents et efficaces dans leur travail »³⁹.

Parallèlement à ces considérations opérationnelles, il est crucial de prendre en compte la sécurisation (*securitization*) de l'aide humanitaire⁴⁰. Cette dynamique voit les intérêts des bailleurs et des États se mêler aux actions des ONG, compromettant leur légitimité et leur capacité à agir de manière impartiale. Cela conduit à une confusion des rôles entre les différents acteurs, brouillant les frontières entre les intérêts étatiques et les actions des ONG⁴¹.

Dans les contextes de reconstruction, cette tendance est encore plus prononcée, les bailleurs percevant souvent l'aide humanitaire comme un moyen de combattre les causes de la violence, qui sont souvent en contradiction avec leurs intérêts nationaux⁴². Cette approche influence la manière dont les ONG opèrent sur le terrain, obligeant ces dernières à naviguer entre des impératifs humanitaires et des intérêts géopolitiques.

Le contexte libanais et les bailleurs de fonds occidentaux

Ayant compris que les bailleurs de fonds, en particulier les États, voient leurs intérêts reflétés dans les missions humanitaires. Nous pouvons nous concentrer sur le cas des bailleurs de fonds occidentaux au Liban⁴³. Pendant et après la guerre de 2006. Nous y constatons des préoccupations sécuritaires, notamment en ce qui concerne les acteurs « anti-occidentaux » tels que le Hezbollah⁴⁴. En théorie, cela se traduit par une forme de conditionnalité sur ce que les

³⁷ Egeland, Harmer, et Stoddard, « To Stay and Deliver », 16.

³⁸ Shannon, « Playing with Principles in an Era of Securitized Aid », 21.

³⁹ Egeland, Harmer, et Stoddard, « To Stay and Deliver », 17.

⁴⁰ « Dans le lexique humanitaire, la sécurisation fait référence à la manière dont les États utilisent l'aide humanitaire pour atteindre des objectifs de sécurité nationale ou de politique étrangère. » Fast, « Securitization ».

⁴¹ Shannon, « Playing with Principles in an Era of Securitized Aid », 15-16.

⁴² Shannon, 26.

⁴³ Comme en témoigne le « *flash appeal* » lancé par OCHA à la fin du mois d'août, qui n'a été soutenu que par des bailleurs occidentaux. OCHA, « Lebanon Crisis Flash Appeal ». Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 349.

⁴⁴ Carpi, « The Political and the Humanitarian in Lebanon », 414.

ONG peuvent faire⁴⁵. Toutefois, nos entretiens montrent que cette idée doit être nuancée dans le contexte de l'urgence :

« Le gouvernement américain ne voulait pas qu'on aille [au Sud]. On a simplement considéré que leurs réponses étaient des avertissements plutôt que des ordres [...] Et on y est allés quand même. »⁴⁶

Plusieurs ONG ont souligné cette faiblesse de restrictions strictes de la part des bailleurs de fonds à l'égard du Hezbollah, voire de tout autre partenaire : « même dans les organisations qui étaient marquées [...] Hezbollah. Il y avait pas de conditions particulières »⁴⁷. Cela est un produit direct des contextes d'urgence complexes ; puisque durant cette phase, les bailleurs sont « en mode ambulance [et les ONG] en mode salle d'urgence »⁴⁸. Dans la pratique, cela signifie qu'ils se préoccupent davantage de la distribution efficace de l'aide, ne s'intéressant que superficiellement aux questions politiques problématiques.

En effet, les principales questions relatives à la sécurité des ONG et à la sécurisation de l'aide au Liban semblent tourner autour de l'État d'Israël. Certains des personnes interrogées expriment leur frustration face au blocage des couloirs humanitaires et la menace constante de bombardements dans le Sud : « les Israéliens ont clairement fait savoir que [...] tout ce qui bougeait sur ces routes-là serait bombardé »⁴⁹. Le cas de IRW est particulier, puisqu'elle est contrainte d'abandonner l'idée d'apporter une aide médicale dans le Sud. Cela est dû à leur certitude qu'ils seraient considérés comme des cibles légitimes par les FDI :

« On avait choisi de distribuer de la nourriture [et pas des soins médicaux] pour ne pas être ciblés [...] J'avais moins de liberté que n'importe quelle autre organisation, parce qu'étant une organisation labellisée terroriste par Israël, on perd la protection des Organisations Internationales.

Cela montre que lorsqu'elles sont confrontées à des problèmes de sécurité complexes, les ONG s'appuient sur leurs propres méthodes de sécurité, indépendamment des institutions ou des bailleurs de fonds. Ceci est soutenu par la littérature, qui indique que les organisations humanitaires ont tendance à adopter leurs propres mécanismes de sécurité⁵⁰

⁴⁵ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 199.

⁴⁶ International Relief and Development, Entretien 5.

⁴⁷ Handicap International, Entretien 7.

⁴⁸ International Relief and Development, Entretien 5.

⁴⁹ Mercy Corps, Entretien 4.

⁵⁰ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 205.

2. Localiser les opérations et retenir des informations problématiques

Comme le montre la première partie de ce chapitre, le contexte d'urgence de la guerre de 33 jours donne aux ONG une indépendance notable par rapport à la conditionnalité des bailleurs. Cependant, elles sont toujours confrontées à des problèmes de sécurité pendant la guerre⁵¹ ; auxquels s'ajoute la sécurisation au moment de la reconstruction⁵². Cette partie analyse les approches des ONG pour maintenir leur indépendance opérationnelle dans ces deux contextes. Notre recherche identifie deux méthodologies par lesquelles les ONG tentent de concilier la sécurité de leurs équipes et leur « émancipation »⁵³ vis-à-vis les bailleurs : un appui sur le local, et la rétention d'informations.

Privilégier les réseaux locaux sur les équipes de sécurité

Pour répondre aux défis de sécurité inhérents aux guerres sans compromettre leurs missions, les organisations humanitaires adoptent différentes stratégies. Certaines optent pour une approche dite de « bunkérisation », se retranchant derrière des mesures de sécurité renforcées, tandis que d'autres privilégient des programmes localisés permettant une acceptation : « en transférant les responsabilités de la mise en œuvre du programme au personnel local ou aux partenaires locaux »⁵⁴.

Dans le cas libanais sur lequel porte notre étude, l'idée de « bunkérisation » représente clairement l'approche de l'UNDSS⁵⁵. Mais il est possible d'affirmer qu'elle est aussi adoptée dans une certaine mesure par les ONG qui choisissent de rester à Beyrouth et ses alentours pendant les hostilités. Ce qui englobe la plupart des organisations présentes au Liban à l'époque, ainsi que la majorité de nos enquêtés⁵⁶.

En ce qui concerne l'approche localisée, elle est appliquée à différents niveaux par toutes les ONG enquêtées. Dans sa forme la plus élémentaire, elle limite au minimum le nombre d'internationaux au sein du personnel des organisations. Ce qui nécessite l'embauche de

⁵¹ Comme le montrent l'assassinat de plusieurs membres du personnel de l'ONU et la prise pour cible d'un convoi de la Croix-Rouge par l'État d'Israël. OCHA, « The UN Response to the Lebanon Crisis », 21.

⁵² « Les quatre principales menaces pour la sécurité, mises en évidence lors de la réunion de l'équipe spéciale de l'OCHA du 14 août 24, sont les suivantes : Les munitions non explosées au Sud du fleuve Litani et dans la banlieue sud de Beyrouth ; la menace d'une poursuite des combats jusqu'au retrait complet des FDI ; les accidents de voiture dus à l'état des routes ; le sentiment d'hostilité à l'égard de l'ONU. » OCHA, 22.

⁵³ « Tu peux t'émanciper de [l'encadrement] quand tu fais [l'urgence] » Handicap International, Entretien 7.

⁵⁴ Egeland, Harmer, et Stoddard, « To Stay and Deliver », 25.

⁵⁵ « Un informateur clé a accusé le DSS d'utiliser des conseils de sécurité irrationnels pour 'effrayer l'équipe nationale au point qu'elle estime qu'elle ne peut pas risquer la vie de son personnel'. » OCHA, « The UN Response to the Lebanon Crisis », 22.

⁵⁶ ACF, MDM, ANERA, MC, HI, IRD.

personnel local et de servir de d'intermédiaire entre les partenaires locaux et les bailleurs⁵⁷. Cette approche est souvent louée pour sa valeur opérationnelle, et largement considérée comme une « bonne pratique » dans l'humanitaire⁵⁸. En outre, le recours aux locaux pour la sécurité peut également être utilisé comme un moyen de réduire la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds, voire d'inverser cette dynamique :

« La dernière chose dont j'ai besoin, c'est d'un spécialiste de la sécurité importé qui se contente de remplir des cases à cocher. [...] 'Tu fais quoi ? T'es qui ? [...] Pour ma sécurité, j'appelle Yassine Jaber⁵⁹ ou le maire'. [...] Tu te retrouves tellement sollicité, par ton ambassadeur, par les bailleurs.... Pourquoi ? Parce qu'ils se demandent ce qui se passe. Parce qu'ils sont soumis à de telles contraintes de sécurité qu'ils n'ont pas le droit de sortir des barbelés »⁶⁰

Néanmoins, même les travailleurs humanitaires les plus favorables à la localisation savent que les préoccupations en matière de sécurité ne sont pas dispersées par la présence d'une équipe entièrement locale⁶¹. D'ailleurs, les enquêtés du IRW et du MC ont assimilé le fait de risquer les vies de leur équipe (*expat* ou local) à celui de risquer l'ensemble de la mission, puisque les ONG sont connues pour se retirer de régions ou de pays lorsque des membres de leur personnel perdent la vie⁶².

La rétention d'informations, une pratique mutuellement bénéfique

La localisation a ses limites, tant éthiques que pratiques⁶³. La plus pertinente pour l'objet de notre recherche est le risque d'aggraver les relations avec les bailleurs de fonds en travaillant avec des partenaires locaux problématiques, tels que des personnes ou des organisations liées au Hezbollah⁶⁴. Notre enquête montre que les ONG qui s'engagent avec de tels acteurs trouvent des moyens de cacher ces pratiques à leurs bailleurs de fonds. Le problème se pose surtout lorsque la phase d'urgence se termine et que la surveillance devient plus facile⁶⁵.

De nombreux représentants d'ONG admettent avoir omis dans leurs rapports toute information relative à leur collaboration avec des acteurs que leurs bailleurs de fonds

⁵⁷ Egeland, Harmer, et Stoddard, « To Stay and Deliver », 26.

⁵⁸ O'Driscoll, « Good Practice in Post-Conflict Reconstruction ».

⁵⁹ Élu libéral de Nabatiyeh (Sud-Liban) considéré comme affilié au mouvement chiite Amal. « Yassine Jaber – Beirut Institute ».

⁶⁰ Mercy Corps, Entretien 4.

⁶¹ Voir par exemple le cas d'ACF au Sri Lanka ou de l'IRC en Afghanistan. ACF, « The truth about the assassination of 17 aid workers in Sri Lanka »; IRC, « IRC Shocked and Saddened at Killing of Five Staff Members in Afghanistan ».

⁶² Duffield, « NGO Relief in War Zones », 536.

⁶³ Egeland, Harmer, et Stoddard, « To Stay and Deliver », 40.

⁶⁴ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 347.

⁶⁵ Le Blond et al., « On Enforcing the Digital Immunity of a Large Humanitarian Organization », 431.

désapprouvent, comme le Hezbollah : « On ne les mentionne pas dans les rapports, on mentionne qu'on a rencontré telle organisation de la société civile, qu'on est allé voir tel truc, qu'on a visité tel village machin bidule »⁶⁶. De surcroît, les enquêtés s'accordent à dire que cette rétention d'informations est une pratique bien acceptée par les bailleurs de fonds eux-mêmes :

« Le maire [de Bourj el-Brajné] [...] Il n'était pas membre actif (*card-carrying*) ; ça m'aurait vraiment compliqué la vie avec les bailleurs de fonds américains. [...] Parce que les Américains. Si on leur met la chose dans la figure, ils ne laisseraient même pas un gramme de farine [...] aller à un membre actif. »⁶⁷

« En fait, l'inspecteur général nous a demandés des années plus tard [...] si nous avons travaillé avec le Hezbollah. Nous avons pu dire non, et ils étaient satisfaits de la réponse. »⁶⁸

Cet accord tacite entre les bailleurs de fonds et les ONG est le plus prononcé pendant la phase d'urgence de leurs opérations. Cependant, il perdure jusque dans la phase de reconstruction⁶⁹, et même dans les projets de développement, comme le montre le travail de Mercy Corps au Sud-Liban⁷⁰. De plus, plusieurs enquêtés admettent que cette dynamique n'est pas du tout propre au Liban, et qu'elle semble même inhérente à l'aide d'urgence en temps de guerre et à la reconstruction d'après-guerre : « C'est une hypocrisie qu'il y a dans tous les rapports de toutes les ONG, dans tous les conflits »⁷¹.

III. Les rapports entre humanitaires et acteurs locaux dans un contexte de guerre

« Ils n'ont jamais dit 'vous ne pouvez pas travailler dans cette municipalité parce que le maire est du parti Hezbollah'. Le montant du financement que le Sud a reçu [...] est énorme. Il y a des zones dans le nord qui n'ont pas d'électricité et d'autres dans le Sud qui ont les infrastructures les plus récentes. [...] Et tout cela est financé par l'USAID et les bailleurs de fonds. »¹

Dans la dernière partie de ce mémoire nous proposons d'examiner la façon dont les organisations humanitaires interagissent avec les deux types d'acteurs locaux le plus souvent mentionnés dans nos recherches et notre enquête : les groupes confessionnels et la société civile

⁶⁶ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

⁶⁷ Mercy Corps, Entretien 4.

⁶⁸ International Relief and Development, Entretien 5.

⁶⁹ Même les organisations de l'ONU opèrent de cette manière, comme le montre le cas du PNUD dans le Sud de Beyrouth. Abu Darwich, « The UNDP and the Reconstruction of Beirut ».

⁷⁰ Leur programme d'alphabétisation a des liens étroits avec les responsables du Hezbollah dans le Sud de Beyrouth.

⁷¹ International Relief and Development, Entretien 5.

¹ International Relief and Development.

libanaise. Pour ce faire, nous commençons en nous questionnant sur la neutralité humanitaire dans le contexte libanais de confessionnalité armée (A). Puis, nous présentons une perspective critique du rôle des ONG internationales dans leurs partenariats avec la société civile (B).

A. L'adaptation aux enjeux locaux et la collaboration avec les puissants

Dans ce chapitre, nous examinons deux spécificités du contexte libanais et comparons la manière dont elles affectent l'aide humanitaire au niveau opérationnel. Tout d'abord, nous décrivons les postures adoptées par les ONG en ce qui concerne la dynamique du pouvoir confessionnel au Liban, tant au niveau interne qu'au niveau de leurs partenaires (1). Par la suite, nous nous penchons sur comment la présence d'un acteur armé non étatique comme le Hezbollah impacte la pratique de l'action humanitaire et de la reconstruction (2).

1. Ignorer ou se conformer aux dynamiques confessionnelles

En 2006, le consensus de Taïf entre les groupes confessionnels libanais établit un équilibre des forces politiques, traçant des lignes de démarcation clairement visibles dans la structure politique du pays². Mais au Liban, le social est indissociable de cette division politico-religieuse, puisque les groupes confessionnels sont « la forme principale d'organisation sociale à travers laquelle la sécurité politique est maintenue »³. Notre enquête montre que les personnels des ONG sont bien conscients des implications que cela a sur leurs missions, notamment en termes de communautés qui sont desservies (ou non⁴) par l'aide⁵. Nous déterminons que, selon leur identité organisationnelle et leur niveau de capacité, les ONG adoptent une des trois postures lorsqu'elles traitent avec le système confessionnel libanais : certaines optent pour une approche généralement « aveugle » au confessionnalisme ; d'autres visent à travailler principalement avec des groupes non-sectaires ; contrairement au dernier groupe, qui laisse le sectarisme libanais influencer leur méthodologie.

Les nouveaux arrivants, des *outsiders* impartiaux envers la politique confessionnelle

² Azani, « Hezbollah and the Lebanese System ».

³ Faour, « Religion, Demography, and Politics in Lebanon », 2.

⁴ « Les sunnites, [...] avaient dit [...] qu'il y aura de l'argent pour tout le monde. le Hezbollah avait dit OK, on va attendre. Ils ont attendu, attendu, attendu et jamais rien n'est venu. [...] Il y avait un village au milieu de tous ces villages chiïtes qui lui a reçu de l'aide, mais tous les autres villages n'ont rien reçu. » Action Contre la Faim, Entretien 2.

⁵ Seyfert, « An Analysis of the Lebanese NGO Sector », 74.

En 2006, les ONG nouvellement arrivées au Liban doivent naviguer dans un paysage complexe où les liens étroits entre les organisations de solidarité locales et les partis politiques posent une menace au principe humanitaire d'impartialité⁶. En outre, ne pouvant pas compter sur des réseaux préétablis pour leur soutenir, ces ONG tentent de travailler avec des partenaires locaux sans tenir compte des sectes qui les soutiennent :

« Si on se présentait un village et que quelqu'un se présente comme le chef du village, on demandait pas quelles sont ses affiliations politiques ou s'il est un leader communautaire, un leader du Hezbollah ou un leader religieux. On dit simplement, OK, voilà ce qu'on fait ici. [...] 100% neutre. [...] C'est un choix délibéré. »⁷

Ce témoignage du représentant de l'IRD illustre bien que, dans un pays où l'autorité politique découle de divisions sectaires, les ONG qui tentent de fournir des services d'urgence et de reconstruction peuvent adopter une approche « aveugle »⁸ à l'égard des affiliations sectaires locales. Pour des ONG comme ANERA, qui n'étaient pas concentrées géographiquement dans une seule région du pays dans la phase d'après-guerre, ce modèle devient l'approche standard. Même si elles auraient préféré une méthode plus sélective :

« On essaie de travailler un peu plus avec des organisations qui sont un peu au-dessus [du confessionnalisme], mais parfois, par défaut de l'endroit où cette organisation est située ou opère, il est très clair que la communauté qu'elle soutient est très homogène. Donc on peut pas toujours s'en éloigner. [...] Par défaut, parce qu'on construit un réseau national, il est multiconfessionnel »⁹

On voit donc que les organisations humanitaires reconnaissent la nature inévitable des divisions confessionnelles. Pour maintenir l'efficacité opérationnelle et répondre aux besoins la réponse peut être la diversification délibérée des zones d'intervention et des partenaires.

La préférence explicite pour les groupes non confessionnels

Une autre forme du rapport au sectarisme est observée dans le choix des partenaires de Handicap International et de Médecins du Monde. Parmi les personnes interrogées, ces organisations sont celles qui s'appuient le plus sur des partenaires locaux. Il s'agit des liens anciens qui existent grâce à leur présence dans le pays avant la guerre. Dans les deux cas, elles travaillent presque exclusivement par l'intermédiaire d'ONG partenaires qui construisent une identité organisationnelle autour du non-sectarisme : MdM a fourni et travaillé par

⁶ « Chaque groupe et son chef privilégieront et défendront nécessairement leur propre groupe confessionnel au détriment de l'ensemble de la communauté. » Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 346.

⁷ International Relief and Development, Entretien 5.

⁸ *Don't show, don't tell*. Mercy Corps, Entretien 4.

⁹ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

l'intermédiaire des installations médicales d'Amel, tandis que HI a laissé toutes les activités de distribution d'aide à la charge du jeune mouvement Samidoun¹⁰.

Ces deux organisations possèdent des caractéristiques que Seyfert considère comme souhaitables pour les bailleurs de fonds dans les contextes sectaires : « sophistication institutionnelle, accès aux réseaux ou affiliation sectaire »¹¹. C'est cette dernière caractéristique qui se révèle souvent la plus intéressante pour les bailleurs de fonds et les ONG internationales à la recherche de partenaires. Les Libanais le savent bien, ce qui crée une situation confuse, dans laquelle la plupart des organisations de solidarité se présentent comme non sectaires¹². Cela contraste fortement avec les partenaires municipaux avec lesquels les ONG au Liban se sont engagées pendant et après la guerre, ainsi qu'avec les associations palestiniennes :

« Tout ce qui existe [au niveau municipal] est factionnel comme je l'ai dit, il n'y a donc pas de partie neutre. »¹³

« Ça tient aussi à une ségrégation au Liban [...] parce que d'abord ils étaient pas affectés [...] et il y a un cloisonnement historique au Liban entre les camps et le reste du pays, de sorte que ça aurait été même compliqué de les mobiliser ailleurs que dans les camps. »¹⁴

Au-delà d'une compatibilité idéologique ou de principe, la préférence des ONG internationales pour les associations ouvertement non confessionnelles s'explique également par un point de vue pratique et stratégique. Comme le montre le cas de Mdm, ses partenaires d'Amel ont des cliniques dans des zones fortement ciblées par les FDI en raison de leur forte concentration de chiites, notamment à Haret Hreik. Cela permet à Mdm de mener ses activités dans ce qu'Israël appelle les « bastions du Hezbollah »¹⁵ par l'intermédiaire d'un partenaire qui n'a pas de liens officiels avec le groupe armé.

Le sectarisme influençant les méthodes des ONG

La dernière approche observée dans notre enquête concerne Mercy Corps et Islamic Relief Worldwide. Ces deux organisations tirent parti de leurs relations historiques au Liban et,

¹⁰ Samidoun fut un mouvement d'aide sociale auto-organisé créé dans les premiers jours de la guerre de 33 jours. Il a regroupé plusieurs groupes de gauche pour organiser des actions humanitaires non confessionnelles en guise de résistance à l'agression israélienne. Simon Assaf, « Samidoun ».

¹¹ Amel a 49 ans d'expérience et gère un vaste réseau d'établissements médicaux. Samidoun a regroupé de multiples associations de la société civile et des ONG, tout en étant disposée à adopter les pratiques des ONG occidentales au cours de leur collaboration.

¹² 80% des réponses à une question sur l'affiliation religieuse officielle de leur association. Cependant, dans la pratique, la plupart d'entre eux suivent encore une logique sectaire, du moins en partie. Seyfert, « An Analysis of the Lebanese NGO Sector », 61.

¹³ American Near East Refugee Aid, Entretien 6.

¹⁴ Handicap International, Entretien 7.

¹⁵ UNDP, « UNDP's Participation in Lebanon's Recovery in the Aftermath of the July 2006 War », 19.

dans le cas d'IRW, de leur identité en tant qu'ONG musulmane, pour travailler avec le système sectaire. Dans la pratique, cela se traduit par la mobilisation de réseaux confessionnels localisés pour permettre une distribution efficace de l'aide humanitaire.

« On a pu bénéficier de tout un réseau d'informations, de déplacements, de choses comme ça, de rendez-vous pour transporter l'aide, pour aller faire des évaluations, des besoins, rencontrer les gens [...] On a eu sans doute un accès beaucoup plus facile et privilégié que la plupart des organisations, du fait qu'on était une organisation [musulmane] [...] Mon organisation n'était pas considérée comme un acteur occidental. »¹⁶

L'idée sous-jacente à cette approche est que, comme le décrivent Kraft et Smith, les organisations confessionnelles locales sont intrinsèquement liées à leurs communautés et, par conséquent, plus aptes à comprendre leurs besoins¹⁷. Le chef de la mission MC va plus loin et applique cette approche à ses pratiques d'embauche des locaux et même à l'emplacement de son bureau :

« On avait un endroit assez accessible aux différentes confessions religieuses des gens qui travaillaient dans mon bureau. Lorsque j'embauchais des personnes, je veillais à ce qu'il y ait toujours un chiite, un sunnite, un chrétien et, de temps en temps, un druze. »¹⁸

2. La neutralité face à un acteur armé non étatique

Le Hezbollah est un sujet récurrent dans la littérature et dans notre enquête. Il est évident qu'il est au centre de la guerre de 33 jours et de la reconstruction qui s'ensuit, ce dont les organisations humanitaires sont conscientes au moment de leur intervention. Cette partie analyse comment les principes humanitaires sont mis à l'épreuve par les interactions des ONG avec le groupe armé à travers deux concepts : l'accès négocié et le détournement de l'aide.

L'accès négocié au Sud Liban

La notion d'accès négocié dans les contextes humanitaires d'urgence est définie comme « l'obtention du consentement des parties belligérantes pour la circulation et la distribution de l'aide humanitaire aux populations civiles »¹⁹. Selon cette définition, les ONG au Liban ont dû obtenir le consentement d'Israël, ce qui a été fait par l'intermédiaire de l'UNDSS ; et du Hezbollah. La question de l'accès au territoire contrôlé par le Hezbollah est compliquée par deux réalités apparemment contradictoires : il s'agit d'un groupe armé non étatique qui exerce

¹⁶ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

¹⁷ Kraft et Smith, « Between International Donors and Local Faith Communities », 28.

¹⁸ Mercy Corps, Entretien 4.

¹⁹ Duffield, « NGO Relief in War Zones », 534.

du contrôle sur un territoire, tout en étant une force politique légitime au Liban avec des sièges au parlement, deux postes ministériels, et de nombreux maires et élus dans le Sud²⁰.

En ce qui concerne l'aide humanitaire, cette contradiction signifie que les ONG sont accueillies par un État libanais (dont le Hezbollah est partie prenante) incapable de fournir une aide efficace, en particulier dans le Sud²¹. Dans le même temps, leur personnel négocie officieusement l'accès à cette région avec le Hezbollah. Dans la plupart des cas, il s'agit d'informer plutôt que de demander, mais durant la guerre ils le font village par village :

« Je me rappelle avoir été au bureau du Hezbollah [...] c'était très effrayant, très tendu. [...] J'ai juste décrit ce qu'on voulait faire. J'ai dit que c'était complètement apolitique, que cela n'avait rien à voir avec la géopolitique ou la politique du gouvernement [...] Ce n'était pas tant une demande d'autorisation qu'une simple déclaration : 'Voici nos plans, on veut vous informer pour éviter toute inquiétude ou tout problème'. »²²

« [Dans les villages] Ils étaient pas armés, mais ils se sont présentés comme étant commandant, Hezbollah, machin et 'tu me suis sinon ça se passe mal' »²³

Notre enquête révèle que les humanitaires ne qualifient pas les actions du Hezbollah d'obstrucives, ou de manipulatrices. En effet, l'image globale qu'ils donnent est celle d'un acteur rationnel avec lequel ils peuvent travailler, le chef de la mission HI va jusqu'à louer le professionnalisme du Hezbollah. Dans le cas particulier de l'IRW, la facilité d'accès avec le Hezbollah est également mise en contraste avec l'agressivité des FDI :

« Ils ont jamais entravé notre action. [...] Ils sont aussi professionnels que peuvent l'être des organisations internationales, [...] on était sur des standards sphères sur ce qu'ils étaient capables de distribuer et même pendant le plus dur de la guerre [...] ils travaillent vraiment sous les bombardements. »²⁴

« Les plus pénibles, c'était les militaires de Tsahal [...] c'était les plus dangereux, les plus agressifs [...] Il y a des endroits où on s'est croisé [...] Voilà des moments tendus. [...] Avec le Hezbollah, ça c'est j'ai jamais passé comme ça. »²⁵

Dans ces cas, nous constatons qu'en dépit des tensions entre le Hezbollah et les États occidentaux, la position de cette organisation à l'égard de leur personnel humanitaire est stratégique. Puisque son ouverture à l'aide bénéficie directement à sa base sociale dans les communautés chiïtes et dans le Sud. Cet exemple illustre la complexité des relations entre les

²⁰ Pan, « Lebanon's Weak Government ».

²¹ Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 36.

²² International Relief and Development, Entretien 5.

²³ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

²⁴ Handicap International, Entretien 7.

²⁵ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

baillleurs et les acteurs armés, qui adoptent des comportements différents « selon qu'ils soient confrontés l'un à l'autre à l'échelle locale ou à l'échelle internationale »²⁶.

Le détournement de l'aide comme une réalité acceptée

Les mêmes deux travailleurs humanitaires interrogés affirment que le détournement évident de l'aide vers leur aile militaire est aussi un facteur expliquant l'ouverture du Hezbollah aux acteurs humanitaires. Il s'agit d'un problème bien connu concernant l'aide, rendu tristement célèbre par les cas bien documentés d'aide humanitaire comme arme de guerre dans la corne de l'Afrique et au Rwanda dans les années 1990²⁷. Ces cas conduisent à une augmentation des mesures de redevabilité parmi les organisations internationales et les ONG. Cependant, notre enquête montre qu'en 2006, le personnel humanitaire accepte le détournement comme une pratique omniprésente ; même comme un problème auquel ils sont incapables d'échapper :

« Même si tu donnes l'aide humanitaire à des femmes et à des vieillards, elle finira avec des soldats du 'Hez'. »²⁸

« Après s'ils partagent avec les combattants ou ils se font racketter par les combattants. Entre guillemets, c'est pas notre faute. C'est un risque qu'on leur fait courir, qu'on prend et qu'ils prennent en venant chercher notre aide. »²⁹

Cette idée est soutenue par la littérature sur le sujet, qui reconnaît que « de nombreuses ONG prévoient régulièrement une perte de 30 % dans leur budget »³⁰. Le chef de mission de MC, quant à lui, parle plutôt de 20%.

Les positions des ONG concernant l'accès négocié et le détournement de l'aide au Liban illustrent l'acceptation générale par les humanitaires d'une des faiblesses du principe de neutralité. Bien qu'il soit toujours un pilier de l'identité des ONG, la réalité des situations d'urgence complexes conduit à la sacrifier partiellement au nom de l'efficacité opérationnelle. D'après nos résultats, cela constitue une pratique courante parmi les humanitaires.

²⁶ Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 40.

²⁷ Barakat, *After the Conflict*, 25.

²⁸ Mercy Corps, Entretien 4.

²⁹ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

³⁰ Groves, « Neutrality or New Humanitarianism? », 2.

B. La société civile et son rôle dans l'urgence et la reconstruction

Pour cette partie de notre recherche, nous nous concentrons sur les manières dont les humanitaires et les organisations de la société civile³¹ locale collaborent pendant et après la guerre, soulignant une fois de plus l'importance des réseaux informels-locaux. Nous constatons qu'en 2006, les relations entre les ONG internationales et la société civile libanaise sont caractérisées par une dynamique de collaboration et d'interdépendance, dont les résultats sont généralement positifs **(1)**. Néanmoins, cela révèle des enjeux qui nous amènent à remettre en question la manière dont l'aide humanitaire est canalisée à travers les ONG internationales **(2)**.

1. Les ONG et l'action des locaux : au-delà du don et de la réception

La guerre de 33 jours entraîne un afflux massif d'aide étrangère au Liban, mais elle est aussi à l'origine de multiples initiatives de solidarité aux niveaux national et local. Ces deux réponses interagissent à l'échelle individuelle par le biais de réseaux informels-locaux ; et au niveau organisationnel grâce aux associations nationales et aux ONG internationales. Ici, nous explorons ces deux niveaux : tout d'abord, nous étudions l'importance du personnel local qualifié dans l'aide d'urgence et la reconstruction ; ensuite, nous nous penchons sur les exemples d'organisations de la société civile et leur degré d'interdépendance avec les ONG internationales.

Les expatriés et la mobilisation des capacités locales

La réponse humanitaire à la guerre de 33 jours met en lumière l'importance cruciale du personnel local dans l'organisation et distribution de l'aide. Alors que le personnel des ONG internationales afflue pour offrir une assistance, la mobilisation des capacités locales devient non seulement une nécessité mais aussi un atout stratégique. En effet, la littérature oppose la capacité des ONG à tirer parti du personnel local aux restrictions en vigueur au sein des Nations unies, qui limitent fortement leur potentiel d'action et leur capacité à travailler avec des réseaux informels-locaux³².

Notre enquête montre que les ONG internationales partagent des perspectives similaires sur la population libanaise en tant que source de personnel. Le point de vue commun est que la

³¹ « Un réseau dense de groupes, de communautés, de réseaux et de liens qui s'interposent entre l'individu et l'État moderne. » De Lauri, « Civil Society ».

³² Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 346.

population libanaise est hautement éduquée et habituée à travailler avec des acteurs internationaux. Avant de déployer leurs équipes d'urgence, les ONG internationales en tiennent compte, ce qui leur permet de limiter considérablement la quantité de personnel expatrié sur le terrain :

« Comme il y a beaucoup de médecins, on voulait pas faire venir des médecins de l'étranger [...] on a recruté tout un tas de personnels médicaux. Des chauffeurs, des logisticiens [etc.] »³³

« Au Liban, il n'y avait que du personnel national, à l'exception de moi-même. [Lorsque] en Irak, on avait 20 à 30 expatriés, et quand je suis parti en 2009, on n'en avait plus que trois, mais il nous a fallu un certain temps pour trouver le type de compétences que l'on peut trouver au Liban. »³⁴

Les ONG internationales, en s'appuyant sur le personnel local, renforcent leur crédibilité et gagnent la confiance des populations. Elles s'engagent à jouer le rôle d'articulateurs de la voix des habitants, ce qui a pour conséquence positive de renforcer leur performance et d'obtenir la confiance de la population locale³⁵.

Pour les ONG sans connexions préalables avec la société civile libanaise, le recours à des agents privés et au réseau de leur organisation est nécessaire. L'IRD illustre cette dépendance. À leur arrivée au Liban, ils ont dû s'appuyer sur un consultant local et faire venir deux agents de leur programme en Iraq :

« Notre raisonnement était qu'ils connaissaient beaucoup mieux la région : Ils sont originaires du Moyen-Orient, ils sont arabes, ils sont musulmans, ils parlent arabe. Et ils ont l'habitude d'être dans des zones de guerre. »³⁶

Il faut remarquer qu'une fois l'équipe d'urgence partie, le personnel recruté était presque entièrement local, avec seulement un directeur de projet international parmi eux.

Ces exemples montrent que dans les situations d'urgence, les ONG internationales reconnaissent l'importance du personnel local. Toutefois, lorsqu'elles n'y ont pas accès, elles optent pour le niveau national ou même régional.

Les organisations de la société civile au centre de la réponse d'urgence

Le secteur associatif libanais est le premier à réagir aux besoins d'urgence de la population en 2006, mobilisant des ressources et des volontaires sur plusieurs volets : « accueil des déplacés, recherche de logement, collecte et distribution de nourriture et de médicaments,

³³ Médecins du Monde, Entretien 1.

³⁴ Mercy Corps, Entretien 4.

³⁵ Irrera, « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations », 208.

³⁶ International Relief and Development, Entretien 5.

aide au retour et à la reconstruction, etc. »³⁷. Parmi ces organisations, des mouvements comme Samidoun, un collectif étudiant indépendant et très politisé, se démarquent par leur approche très contestataire en fonction des besoins du terrain. Ainsi que par leur capacité à coopérer avec des organisations humanitaires internationales³⁸ :

« Toutes les formes de solidarité sont portées essentiellement par la société civile libanaise [...] Ils se sont mobilisés autour des organisations [...] comme Mouwatinoun et Samidoun [...] Moi, mon rôle, c'est plutôt un rôle d'intercesseur entre les bailleurs nord et puis ces [organisations locales]. »³⁹

Selon d'anciens membres de Samidoun, les raisons qui conduisent à cette coopération tiennent à trois facteurs : premièrement, un manque de fonds, surtout à la fin de la guerre ; deuxièmement, l'idée que la société civile locale peut influencer positivement les actions des ONG internationales ; troisièmement, la nécessité d'une plus grande capacité opérationnelle dans le Sud⁴⁰.

L'interaction avec les ONG internationales conduit à une transformation de ces groupes dont ses membres se montrent critiques. Ils accusent les ONG internationales de vouloir intégrer les locaux dans leurs propres structures opérationnelles. À leurs yeux, cela provoque leur transformation en simples « véhicules locaux des programmes humanitaires globaux »⁴¹. Il s'agit d'une transformation professionnalisante et de conformité aux normes du Nord, surtout en termes de redevabilité, comme l'explique l'enquêté d'HI : « Finalement c'est juste de la mise en conformité avec des normes du Nord [...] rendre compte un minima de comment ils engageaient l'argent »

MdM et ANERA exaltent également les qualités des organisations de la société civile libanaise. Ils soulignent en particulier leurs compétences au niveau des individus, ce qui fait des Libanais des bons partenaires malgré leur manque de moyens. En effet, notre enquête révèle que, dans la mesure du possible, les ONG internationales agissent en tant qu'intermédiaires et soutiens des organisations locales. Autrement dit, ils essaient de laisser l'aspect opérationnel entre les mains des locaux. Ceci, entre autres points, nous amène à nous interroger sur l'utilité réelle de l'action humanitaire internationale au Liban, et dans des pays aux capacités similaires.

³⁷ Mermier et Picard, *Liban, une guerre de trente-trois jours*, 51.

³⁸ Moghnieh, « Local Expertise and Global Packages of Aid », 4.

³⁹ Handicap International, Entretien 7.

⁴⁰ Moghnieh, « Local Forms of Relief during the July War in 2006 and International Humanitarian Interventions », 6.

⁴¹ Moghnieh, 9.

2. La résilience de la population et la mise en question de l'aide

Un thème commun parmi les personnes interrogées est la résilience remarquable de la population libanaise face aux défis posés par la guerre. Bien que les ONG apportent un soutien vital, notamment dans les phases d'urgence. Les initiatives locales de solidarité, combinées à l'ampleur et aux intérêts politiques de la reconstruction, finissent par les mettre à l'écart de ce processus⁴². Cette réalité contraint certaines ONG à repenser leur approche pour la période post-guerre, reconnaissant non seulement la résilience de la population, mais également la capacité locale de mobilisation des ressources. Deux critiques pertinentes dans la littérature et dans notre enquête sont celles de la pérennisation de l'aide et de son appropriation par les locaux.

Résilience, solidarité et résistance

Avant d'examiner les deux principales positions critiques de l'aide humanitaire dans le cas libanais de 2006, il convient d'analyser les facteurs contextuels dans lesquels ces critiques sont formulées. Pour nos enquêtés, il est clair que les particularités du cas libanais sont exemplaires d'enjeux plus larges dans leur domaine⁴³. Ils identifient généralement trois postures adoptées par les Libanais concernant l'urgence et la reconstruction. Ces postures sont également les facteurs à l'origine de leurs critiques.

Tout d'abord, ils soulignent la résilience individuelle des déplacés du sud, qui retournent immédiatement dans leurs maisons (souvent détruites) dès la signature du cessez-le-feu, malgré la présence massive de munitions en grappe⁴⁴, dans la région⁴⁵. En effet, les ONG semblent avoir été peu impliquées dans la reconstruction des logements, en partie parce que les familles se chargent elles-mêmes de cette tâche :

« La reconstruction... Les Libanais le faisaient. Et puis nous, on n'est pas dans. [...] Ils ont une résilience incroyable et n'ont pas attendu qu'on vienne pour commencer à faire des choses. [...] Au bout de 3 mois, j'ai dit, il y a plus grand-chose à faire parce qu'en fait... Les gens avaient repris effectivement, la population avait repris les couilles de la bête »⁴⁶

⁴² Chapuis, « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban », 36.

⁴³ Le représentant d'IRW donne de nombreux exemples de détournement de l'aide. Les urgenciers de MdM et d'ACF évoquent l'idée de pérennisation en parlant d'une certaine inertie de l'aide.

⁴⁴ *Cluster munitions* : « Armes constituées d'un conteneur qui s'ouvre en l'air et disperse un grand nombre de sous-munitions explosives ou 'bombes' sur une zone. [...] un grand nombre n'explosent pas à l'impact [...] représentant un danger pour les civils ». ICRC, « Cluster Munitions ».

⁴⁵ Handicap International, Entretien 7.

⁴⁶ Action Contre la Faim, Entretien 2.

Ensuite, comme le montrent les exemples des associations libanaises, ce sont les réseaux de solidarité qui assument l'essentiel du soutien aux personnes déplacées pendant la guerre⁴⁷. Les réseaux de bénévoles sont capables d'évaluer les besoins, de gérer la distribution de l'aide et de fournir des logements temporaires à un quart de la population du pays⁴⁸. Le rôle des ONG internationales dans ce système de solidarité locale très performant est, selon l'enquête de HI, minime. C'est ce que commente aussi le responsable régional de MC, qui conclut que le rôle des ONG internationales consiste souvent à remplir des demandes de financement complexes conformément aux directives des bailleurs de fonds. Ce qu'aucune organisation locale ne pourrait faire.

La dernière posture adoptée par les Libanais au niveau communautaire, sectaire et national est celle de la résistance à l'agression étrangère. L'un des objectifs de la campagne de bombardements d'Israël est de semer la division parmi les Libanais, principalement dans l'espoir que les chrétiens et les sunnites se retournent contre les chiïtes et le Hezbollah⁴⁹. Mais l'échec est patent, ainsi qu'un facteur qui conditionne la réponse humanitaire qui s'ensuit :

Au niveau local, les réseaux de solidarité qui se développent parviennent à dépasser les clivages confessionnels là où l'accès et les capacités le permettent. Dans ces cas, les activités humanitaires sont conçues comme une forme de résistance nationale pacifique à l'assaut israélien⁵⁰. Tandis qu'au niveau sectaire, la reconstruction est centrale. Pour les communautés chiïtes des banlieues de Beyrouth et du sud du Liban, les vastes efforts de reconstruction entrepris par le Hezbollah⁵¹ constituent également une forme de résistance ; une poursuite de la guerre par d'autres moyens⁵². Ainsi, le Hezbollah consolide sa position dans ces régions, remplaçant l'État à la fois comme défenseur armé et comme fournisseur de services sociaux vitaux⁵³. En effet, notre enquête révèle que cette résistance par la reconstruction est bien attestée par le personnel des ONG internationales :

⁴⁷ Moghnieh, « Local Expertise and Global Packages of Aid », 4-5.

⁴⁸ Shearer et Pickup, « Still Falling Short », 336.

⁴⁹ Ašqar et Warschawski, *The 33-Day War*, 37.

⁵⁰ Chapuis, « L'affirmation d'une société civile libanaise par les guerres », 16.

⁵¹ « Le Hezbollah est apparu comme l'acteur le plus efficace sur le terrain, puisqu'il a dirigé des bulldozers pour raser les bâtiments endommagés et que ses volontaires ont travaillé dans les centres d'enregistrement pour évaluer les besoins des personnes qui rentraient chez elles. » Hamieh et Mac Ginty, « A Very Political Reconstruction », 4.

⁵² Tag-Eldeen, « Hezbollah as a Reconstruction Leader ».

⁵³ « Une victoire à la fois contre les forces oppressives et "impérialistes" du Liban et contre un État inefficace qui avait négligé les musulmans chiïtes pendant plus de vingt ans. » Tag-Eldeen, 36.

« Nous, on appelle de résilience, mais qui sont en fait des mécanismes de combat. [Dans les zones Hezbollah] Ils ont combattu, se sont sacrifiés. Et après, ils avaient déjà un plan pour l'après-guerre. »⁵⁴

« T'as aussi un travail remarquable qui a été fait par le Hezbollah aussi sur la banlieue même [...] ils avaient pas forcément trop besoin de nous. Peut-être sur certains trucs dans l'après-guerre, mais franchement ils avaient pas besoin de nous, du tout. »⁵⁵

En outre, les deux humanitaires en question considèrent que cette expérience transforme leur vision de l'aide humanitaire et de la reconstruction. Tous deux sont amenés à s'interroger sur l'utilité de leur organisation face aux capacités locales.

La pérennisation et l'appropriation de l'aide

Notre enquête révèle que dans le contexte libanais, deux critiques principales de l'aide sont identifiées par les humanitaires en 2006, principalement en ce qui concerne la transition vers la reconstruction et le développement : premièrement, ils craignent de rester trop longtemps sur le territoire lorsqu'il n'y a plus de besoins (pérennisation) ; deuxièmement, ils perçoivent que la réponse humanitaire n'inclue pas suffisamment les acteurs locaux, limitant ainsi leur capacité à poursuivre des projets par eux-mêmes (appropriation).

La littérature souligne que la perpétuation de l'aide est une conséquence des politiques des bailleurs de fonds, qui refusent de financer des programmes allant au-delà de l'aide d'urgence et du développement⁵⁶. Les organisations humanitaires sont donc inflexibles dans leurs planifications, car elles ne peuvent formuler que des programmes qui répondent à des problèmes concrets lorsqu'il s'agit de situations d'urgence. La responsable de la mission d'urgence d'ACF en est consciente, puisqu'elle se retrouve à effectuer des missions de secours un mois après le cessez-le-feu, alors que son organisation attend pour trouver un projet de développement adéquat :

« Au bout d'un mois, je me dis 'qu'est-ce qu'on fait là ? À quoi sert-on réellement ?' [...] Pour nous comme pour d'autres ONG, c'était [...] trouver quelque chose à faire pour [justifier] qu'on soit là. [...] Donc j'ai fermé la mission en disant 'bah je vois pas ce qu'on peut faire'. Mais l'Espagne [le bailleur] n'était pas d'accord. Donc je sais qu'après ils se sont retournés. »⁵⁷

⁵⁴ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

⁵⁵ Handicap International, Entretien 7.

⁵⁶ Audet, « From Disaster Relief to Development Assistance », 116.

⁵⁷ Action Contre la Faim, Entretien 2.

Bien que notre enquête montre que la plupart des acteurs humanitaires soulignent l'importance des acteurs et partenaires locaux, la question de l'implication locale dans leurs programmes d'après-guerre reste compliquée⁵⁸.

La plupart des acteurs finissent par opter pour des projets de développement avec une approche localisée et peu visible, comme les centres de formation informatique de MC. Ceux-ci sont éventuellement pris en charge par une association locale. Pour sa part, IRD opte pour un programme de *vouchers* qui laisse toute l'initiative de leur dépense aux bénéficiaires : « Un programme flexible qui permet aux bénéficiaires de s'autodéterminer [et] de se récupérer de la manière qu'ils jugent la meilleure pour eux. »⁵⁹ Cependant, des problèmes majeurs subsistent dans l'après-guerre tant avec les bénéficiaires qu'avec les partenaires. La question du Hezbollah et du détournement de l'aide est abordée dans la partie précédente. Mais les questions géopolitiques entrent également en jeu avec le rejet symbolique de l'aide par ses bénéficiaires, notamment l'aide américaine : « J'ai vu des tonnes d'aide être jetés directement parce que ça venait d'organisations que les gens voulaient pas dans le coin. [...] Des organisations américaines »⁶⁰. Ce rejet montre comment les Libanais eux-mêmes remettent en question leur position en tant que bénéficiaires d'aide, ainsi que la légitimité des bailleurs et organisations occidentales à intervenir dans leur pays.

En somme, ces questions illustrent les conflits qui imprègnent la coopération entre les ONG internationales et les acteurs locaux, qu'ils soient armés ou issus de la société civile. Bien que le contexte libanais soit particulier, étant donné le sectarisme et les conflits sociaux qui le caractérisent. Il illustre un grand nombre de questions et de débats qui entourent la pratique de l'aide humanitaire. En effet, il montre notamment la complexité du rôle d'intermédiaire que jouent les ONG pendant et après une situation d'urgence complexe.

⁵⁸ Audet, « From Disaster Relief to Development Assistance », 116.

⁵⁹ International Relief and Development, Entretien 5.

⁶⁰ Islamic Relief Worldwide, Entretien 3.

Conclusions

Ce mémoire a exploré les dynamiques complexes de l'intervention humanitaire au Liban pendant et après la guerre israélo-libanaise de 2006. En revenant sur les principaux résultats de notre recherche, nous nous sommes concentrés sur trois axes principaux : l'arrivée des humanitaires et leur adaptation logistique ; les interactions entre ONG, bailleurs de fonds et acteurs institutionnels ; et enfin les rapports entre humanitaires et acteurs locaux dans un contexte de guerre. Il convient de rappeler que la question autour de laquelle ce mémoire s'est articulé était une contradiction apparente à laquelle les humanitaires sont confrontés : celle entre la pression des acteurs internationaux ; et la nécessité de s'adapter à un contexte local et à ses acteurs. *Comment les ONG internationales se sont-elles adaptées au contexte d'urgence tout en répondant aux exigences des acteurs internationaux et locaux ?*

Pour répondre à cette problématique, le premier axe a souligné l'importance de la préparation et de l'adaptation logistique des ONG face aux urgences, notamment par la création des réseaux. Nos recherches ont montré que la présence de réseaux locaux et l'expérience des ONG en matière de crises ont été déterminantes pour une réponse rapide et efficace. Cependant, les bombardements et les blocages ont présenté des défis logistiques majeurs, nécessitant une flexibilité et une innovation continues. Les efforts pour établir des réseaux d'urgence ont non seulement permis une réponse immédiate plus coordonnée, mais ont également posé les bases pour des initiatives de développement à long terme. Cela démontre que certaines ONG opèrent sous une logique de continuum entre l'urgence et le développement, qui cherche à faciliter leur entrée dans un pays ou l'expansion de leurs projets.

Le deuxième axe se concentre sur la coopération et la concurrence entre ONG, bailleurs de fonds et acteurs institutionnels. La coordination de l'action humanitaire a été limitée par les dynamiques propres aux ONG, lesquelles oscillent entre : la participation active ; l'indifférence ; et le rejet de la coopération par clusters. La concurrence pour les ressources et la visibilité, souvent perçue comme une forme de marketing humanitaire, a parfois entravé une coopération véritablement efficace. De plus, les attentes et exigences des bailleurs de fonds, ainsi que les contraintes sécuritaires et géopolitiques, ont influencé de manière significative les opérations humanitaires. Cela a mis en lumière les difficultés pour trouver un équilibre entre répondre aux exigences des bailleurs et maintenir une autonomie opérationnelle qui permet de répondre efficacement aux besoins locaux.

Le troisième axe aborde les rapports entre humanitaires et acteurs locaux dans un contexte de guerre où les dynamiques confessionnelles et la présence d'acteurs armés non étatiques sont prédominantes. Nos recherches montrent que les ONG ont dû naviguer entre l'image de neutralité humanitaire et la coopération avec des acteurs locaux pour mener à bien leurs missions. La collaboration avec les puissants locaux et l'adaptation aux dynamiques confessionnelles ont souvent été nécessaires pour garantir l'accès et la sécurité, mais ont également soulevé des questions éthiques et opérationnelles complexes. La résilience de la population locale et le rôle de la société civile ont aussi émergé comme des éléments clés, remettant en question la vision traditionnelle de l'aide humanitaire comme une simple relation de don et de réception.

En résumé, ce mémoire montre que l'intervention humanitaire au Liban en 2006 a été marquée par une série d'adaptations et de compromis, tant logistiques qu'opérationnels et éthiques. Les ONG ont tenté de maintenir un équilibre entre les attentes des bailleurs de fonds, les contraintes sécuritaires, les dynamiques locales complexes et leurs propres principes humanitaires. Les résultats de cette recherche soulignent l'importance de la flexibilité, de la coopération et de la sensibilité contextuelle dans les interventions humanitaires. Par ailleurs, ils posent une question poignante en ce qui concerne les principes humanitaires : dans quelle mesure sont-ils sacrifiés au nom des résultats ? C'est une question qui dépasse le cadre de ce mémoire, mais qui mérite d'être abordée dans le cadre de futures recherches.

Il est important d'admettre que notre étude n'est pas exhaustive et certaines limitations doivent être reconnues, notamment en termes de diversité des expériences et de nuances contextuelles. Tout d'abord, comme l'a souligné l'une des personnes interrogées : en se concentrant sur le point de vue des ONG internationales, d'autres points de vue sont négligés, notamment celui des populations locales. En effet, la littérature de Lamia Moghnieh au « *Center for Social Sciences Research and Action* » (l'organisation qui a succédé à Lebanon Support), fait un excellent travail en apportant la perspective des organisations locales pour ce même cas d'étude. Il s'agit d'une perspective que nous considérons digne d'être explorée. En particulier, une étude comparative des perspectives internationales et nationales apporterait des nuances utiles aux praticiens du milieu humanitaire.

Nous soutenons que la question des réseaux humanitaires doit également être développée davantage, car la littérature actuelle n'offre pas une vision intégrale de ces réseaux. Au contraire, les idées de réseaux institutionnels et locaux ont été étudiées indépendamment les unes des autres.

Par conséquent, cette étude vise à servir de base à des recherches plus spécialisées sur l'un ou l'autre de ses trois axes. Comme nous espérons l'avoir montré avec nos résultats, le cas libanais est à la fois unique dans sa dynamique interne et illustratif des questions plus larges entourant l'aide humanitaire.

Bibliographie

Entretiens

- Action Contre la Faim. Entretien avec la Cheffe de mission de l'équipe d'urgence, 19 février 2024.
- American Near East Refugee Aid. Entretien avec la Chargée de suivi et d'évaluation des projets de développement, 4 avril 2024.
- Handicap International. Entretien avec le Coordinateur de Projets, 10 avril 2024.
- International Relief and Development. Entretien avec le Directeur d'urgence et d'aide humanitaire, 19 mars 2024.
- Islamic Relief Worldwide. Entretien avec le Chef de mission de l'équipe de réponse aux désastres, 3 mai 2024.
- Médecins du Monde. Entretien avec Coordinateur du Desk Urgence, 2 septembre 2024.
- Mercy Corps. Entretien avec le Directeur Régional du Moyen Orient, 12 mars 2024.

Ouvrages

- Ašqar, Ğilbirt, et Michel Warschawski. *The 33-Day War: Israel's War on Hezbollah in Lebanon and Its Consequences*. London: Routledge, 2007.
- Barakat, Sultan. *After the Conflict: Reconstruction and Development in the Aftermath of War*. Bloomsbury Academic, 2010.
- Dagher, Carole, et Kārūl Dāġir. *Bring Down the Walls: Lebanon's Postwar Challenge*. St. Martin's Press, 2000.
- Harris, William W. *Lebanon: A History, 600-2011*. OUP USA, 2012.
- Mermier, Franck, et Elizabeth Picard. *Liban, une guerre de trente-trois jours*. Cahiers libres. Paris: la Découverte, 2007.

Chapitres d'ouvrages

- De Lauri, Antonio. « Civil Society ». In *Humanitarianism: Keywords*, édité par Antonio De Lauri, 28-29. Brill, 2020. <https://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv2gjwwnw.18>.
- Fast, Larissa. « Securitization ». In *Humanitarianism: Keywords*, 191-92. Brill, 2020. https://doi.org/10.1163/9789004431140_089.
- Rozakou, Katerina. « Crisis ». In *Humanitarianism: Keywords*, édité par Antonio De Lauri, 38-40. Brill, 2020. <https://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv2gjwwnw.23>.
- Strand, Arne. « Humanitarian–development Nexus ». In *Humanitarianism: Keywords*, édité par Antonio De Lauri, 104-6. Brill, 2020. <https://www.jstor.org/stable/10.1163/j.ctv2gjwwnw.53>.

Articles scientifiques

- Abu Darwich, Layal. « The UNDP and the Reconstruction of Beirut Southern Suburbs Following the July 2006 War. (C2011) ». Thesis, Lebanese American University, 2011. <https://doi.org/10.26756/th.2011.8>.
- Arar, Tareq. « L'« effet Nasrallah » : les conséquences de la guerre israélo-libanaise au Proche-Orient ». *Hérodote* 124, no 1 (2007): 24. <https://doi.org/10.3917/her.124.0024>.

- Audet, François. « From Disaster Relief to Development Assistance: Why Simple Solutions Don't Work ». *International Journal: Canada's Journal of Global Policy Analysis* 70, no 1 (mars 2015): 110-18. <https://doi.org/10.1177/0020702014562595>.
- Azani, Eitan. « Hezbollah and the Lebanese System: Between the Siniora Government (2005) and the Hezbollah Government (2011) ». *International Institute for Counter-Terrorism (ICT)*, 2013. <https://www.jstor.org/stable/resrep09434>.
- . « Hezbollah's Strategy of "Walking on the Edge": Between Political Game and Political Violence ». *Studies in Conflict & Terrorism* 35, no 11 (novembre 2012): 741-59. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2012.720238>.
- Badescu, Gruia. « Post-War Reconstruction in Contested Cities : Comparing Urban Outcomes in Sarajevo and Beirut », 2017. <https://kops.uni-konstanz.de/handle/123456789/51470>.
- Barnett, Michael. « Humanitarianism Transformed ». *Perspectives on Politics* 3, no 4 (2005): 723-40.
- Brown, Frances Z. « Seeing Like a State-BUILDER: Replication of Donor Reconstruction Dilemmas in Syria ». *Project on Middle East Political Science, Politics of Post-Conflict Reconstruction Archives*, no 30 (juillet 2018). <https://pomeps.org/category/politics-of-post-conflict-reconstruction>.
- Buccianti-Barakat, Liliane. « Il était une fois un 12 juillet 2006 à Beyrouth... » *Hérodote* 124, no 1 (2007): 39-50. <https://doi.org/10.3917/her.124.0039>.
- Čačija, Ljiljana Najev. « The Nonprofit Marketing Process and Fundraising Performance of Humanitarian Organizations: Empirical Analysis » 21 (2016).
- Carpi, Estella. « The Political and the Humanitarian in Lebanon. Social Responsiveness to Emergency Crisis from the 2006 War to the Syrian Refugee Influx ». *Oriente Moderno* 94, no 2 (18 novembre 2014): 402-27. <https://doi.org/10.1163/22138617-12340058>.
- Carrero, Rocio, Michele Acuto, Asaf Tzchor, Niraj Subedi, Ben Campbell, et Long Seng To. « Tacit Networks, Crucial Care: Informal Networks and Disaster Response in Nepal's 2015 Gorkha Earthquake ». *Urban Studies* 56, no 3 (février 2019): 561-77. <https://doi.org/10.1177/0042098018810606>.
- Celik, Erkan, et Alev Taskin Gumus. « An Assessment Approach for Non-Governmental Organizations in Humanitarian Relief Logistics and an Application in Turkey ». *Technological and Economic Development of Economy* 24, no 1 (11 septembre 2015): 1-26. <https://doi.org/10.3846/20294913.2015.1056277>.
- Chapuis, Julie. « La FINUL dans la reconstruction post-2006 du Sud-Liban. La coopération civilo-militaire en question ». *Maghreb - Machrek* 214, no 4 (2012): 85-98. <https://doi.org/10.3917/machr.214.0085>.
- . « La Reconstruction Post-2006 Du Sud-Liban: Nouveaux Acteurs, Nouvelles Pratiques, Nouvel Espace ? » *Maghreb, Machrek* N° 207, no 1 (2011): 31-42. <https://doi.org/10.3917/machr.207.0031>.
- . « L'affirmation d'une société civile libanaise par les guerres : le cas de deux ONG ». *Les Champs de Mars* 21, no 1 (2011): 135-58. <https://doi.org/10.3917/lcdm1.021.0135>.
- . « Saper la reconstruction du Hezbollah: la diplomatie publique américaine au Liban depuis 2006 ». *Politique américaine* 30, no 1 (2018): 11-29. <https://doi.org/10.3917/polam.030.0011>.
- Combaz, Emilie. « International Aid to Lebanon », 8 février 2013.
- Duffield, Mark. « NGO Relief in War Zones: Towards an Analysis of the New Aid Paradigm ». *Third World Quarterly* 18, no 3 (septembre 1997): 527-42. <https://doi.org/10.1080/01436599714858>.
- Early, Bryan R. « "Larger than a Party, yet Smaller than a State": Locating Hezbollah's Place within Lebanon's State and Society ». *World Affairs* 168, no 3 (2006): 115-28.
- Encel, Frédéric. « Guerre libanaise de juillet-août 2006 : mythes et réalités d'un échec militaire israélien ». *Hérodote* 124, no 1 (2007): 14. <https://doi.org/10.3917/her.124.0014>.
- Faour, Muhammad A. « Religion, Demography, and Politics in Lebanon ». *Middle Eastern Studies* 43, no 6 (novembre 2007): 909-21. <https://doi.org/10.1080/00263200701568279>.

- Fawaz, Mona. « Hezbollah as Urban Planner? Questions to and from Planning Theory ». *Planning Theory* 8, no 4 (2009): 323-34.
- . « The Politics of Property in Planning: Hezbollah's Reconstruction of Haret Hreik (Beirut, Lebanon) as Case Study ». *International Journal of Urban and Regional Research* 38 (1 mars 2014). <https://doi.org/10.1111/1468-2427.12114>.
- Gerdin, Martin, Patrice Chataigner, Leonie Tax, Anne Kubai, et Johan Von Schreeb. « Does Need Matter? Needs Assessments and Decision-making among Major Humanitarian Health Agencies ». *Disasters* 38, no 3 (juillet 2014): 451-64. <https://doi.org/10.1111/disa.12065>.
- Groves, Adam. « NGOs in New Wars: Neutrality or New Humanitarianism? » *International Relations*, 15 mars 2008.
- Hamieh, Christine Sylva, et Roger Mac Ginty. « A Very Political Reconstruction: Governance and Reconstruction in Lebanon after the 2006 War ». *Disasters* 34, no s1 (2010): S103-23. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.2009.01101.x>.
- Irrera, Daniela. « Humanitarian NGOs in Peace Building and Reconstruction Operations ». In *The Politics and Policies of Relief, Aid and Reconstruction*, édité par Fulvio Attinà, 191-210. London: Palgrave Macmillan UK, 2012. https://doi.org/10.1057/9781137026736_11.
- Jahre, Marianne, et Leif-Magnus Jensen. « Coordination in Humanitarian Logistics through Clusters ». Édité par Peter Tatham. *International Journal of Physical Distribution & Logistics Management* 40, no 8/9 (7 septembre 2010): 657-74. <https://doi.org/10.1108/09600031011079319>.
- Kraft, Kathryn, et Jonathan D. Smith. « Between International Donors and Local Faith Communities: Intermediaries in Humanitarian Assistance to Syrian Refugees in Jordan and Lebanon ». *Disasters* 43, no 1 (2019): 24-45. <https://doi.org/10.1111/disa.12301>.
- Lagrange, Marc André. « L'aide humanitaire musulmane au Sud Liban en 2006 : les prémices d'un dialogue nouveau entre Chiites et Européens ? » Consulté le 28 février 2024. http://www.observatoire-humanitaire.org/etudes/etude_fr_Etude6.pdf.
- Le Blond, Stevens, Alejandro Cuevas, Juan Ramon Troncoso-Pastoriza, Philipp Jovanovic, Bryan Ford, et Jean-Pierre Hubaux. « On Enforcing the Digital Immunity of a Large Humanitarian Organization ». In *2018 IEEE Symposium on Security and Privacy (SP)*, 424-40. San Francisco, CA: IEEE, 2018. <https://doi.org/10.1109/SP.2018.00019>.
- Lie, Jon Harald Sande. « The humanitarian-development nexus: humanitarian principles, practice, and pragmatics ». *Journal of International Humanitarian Action* 5, no 1 (2020): 18. <https://doi.org/10.1186/s41018-020-00086-0>.
- Mac Ginty, Roger. « Reconstructing post-war Lebanon: A challenge to the liberal peace? » *Conflict, Security & Development* 7, no 3 (1 octobre 2007): 457-82. <https://doi.org/10.1080/14678800701556552>.
- Moghnieh, Lamia. « Local Expertise and Global Packages of Aid: The Transformative Role of Volunteerism and Locally Engaged Expertise of Aid during the 2006 July War in Lebanon ». *Civil Society Knowledge Centre* 1, no 1 (juillet 2015). <https://doi.org/10.28943/CSKC.001.30006>.
- . « Local Forms of Relief during the July War in 2006 and International Humanitarian Interventions: Implications on Community Preparedness for War and Conflict ». *Civil Society Knowledge Centre* 1, no 1 (juin 2015). <https://doi.org/10.28943/CSKC.001.30004>.
- Myers, Zachary, et Walter Dorn. « UN Peacekeeping Missions in the Middle East: A Twenty-First Century Review ». *International Peacekeeping* 29, no 3 (27 mai 2022): 413-35. <https://doi.org/10.1080/13533312.2022.2053287>.
- Nolte, Isabella M., et Silke Boenigk. « A Study of Ad Hoc Network Performance in Disaster Response ». *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly* 42, no 1 (février 2013): 148-73. <https://doi.org/10.1177/0899764011434557>.
- O'Driscoll, Dylan. « Good Practice in Post-Conflict Reconstruction », 2 novembre 2018. <https://opendocs.ids.ac.uk/opendocs/handle/20.500.12413/14263>.
- Pan, Esther. « Lebanon's Weak Government ». *Council on Foreign Relations*, 20 juillet 2006. <https://www.cfr.org/background/lebanons-weak-government>.

- Paul, Bimal Kanti. « Disaster Relief Efforts: An Update ». *Progress in Development Studies* 6, no 3 (juillet 2006): 211-23. <https://doi.org/10.1191/1464993406ps139oa>.
- Randall, Edward. « Reconstruction and Fragmentation in Beirut ». Middle East and Mediterranean Studies Department, King's College London, 29 novembre 2014.
- Salloukh, Bassel F., Rabie Barakat, Jinan S. Al-Habbal, Lara W. Khattab, et Shoghig Mikaelian. *The Politics of Sectarianism in Postwar Lebanon*. Pluto Press, 2015. <https://doi.org/10.2307/j.ctt183p3d5>.
- Seyfert, Karin. « Between Donor Preferences and Country Context - An Analysis of the Lebanese NGO Sector », 2014.
- Shannon, Róisín. « Playing with Principles in an Era of Securitized Aid: Negotiating Humanitarian Space in Post-9/11 Afghanistan ». *Progress in Development Studies* 9, no 1 (janvier 2009): 15-36. <https://doi.org/10.1177/146499340800900103>.
- Sharp, Deen. « Lebanon and the Fog of Reconstruction ». *Project on Middle East Political Science, Politics of Post-Conflict Reconstruction Archives*, no 30 (juillet 2018). <https://pomeps.org/category/politics-of-post-conflict-reconstruction>.
- Shearer, David, et Francine Pickup. « Still Falling Short: Protection and Partnerships in the Lebanon Emergency Response ». *Disasters* 31, no 4 (2007): 336-52. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7717.2007.01012.x>.
- Siméant, Johanna. « Urgence et développement, professionnalisation et militantisme dans l'humanitaire ». *Mots. Les langages du politique* 65, no 1 (2001): 28-50. <https://doi.org/10.3406/mots.2001.2485>.
- Stirrat, Jock. « Competitive Humanitarianism: Relief and the Tsunami in Sri Lanka ». *Anthropology Today* 22, no 5 (2006): 11-16. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8322.2006.00459.x>.
- Tag-Eldeen, Yasmin. « Hezbollah as a Reconstruction Leader : Participatory Planning in the Rebuilding of Haret Hreik, Lebanon, Post-War 2006 », 2020. <https://urn.kb.se/resolve?urn=urn:nbn:se:uu:diva-428877>.
- Topçu, Yasemin. « Humanitarian NGO-networks: Identifying powerful political actors in an international policy field ». *WZB Discussion Paper*, 1999.

Documents officiels / Rapports

- ACF. « The truth about the assassination of 17 aid workers in Sri Lanka », décembre 2013. https://www.accioncontraelhambre.org/sites/default/files/documents/la_verdad_muttur.pdf
- ANERA. « Peter Gubser's Middle East Trip Report: Part One - Lebanon ». ANERA, 5 novembre 2006. <https://reliefweb.int/report/lebanon/peter-gubser-s-middle-east-trip-report-part-one-lebanon>.
- Boutros-Ghali, Boutros. « An Agenda for Peace : Preventive Diplomacy, Peacemaking and Peace-Keeping ». New York: UN Secretary-General, 1992. <https://digitallibrary.un.org/record/145749>.
- Egeland, Jan, Adele Harmer, et Abby Stoddard. « To Stay and Deliver - Good Practice for Humanitarians in Complex Security Environments ». Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 28 février 2011. <https://reliefweb.int/report/world/stay-and-deliver-good-practice-humanitarians-complex-security-environments-enar>.
- Human Rights Watch. « The "Hoax" That Wasn't: The July 23 Qana Ambulance Attack ». Human Rights Watch, 19 décembre 2006. <https://www.refworld.org/reference/countryrep/hrw/2006/en/93695>.
- OCHA. « Lebanon Crisis 2006 Interim Report: Humanitarian Response in Lebanon, 12 Jul to 30 Aug 2006 ». Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 14 septembre 2006. <https://reliefweb.int/report/lebanon/lebanon-crisis-2006-interim-report-humanitarian-response-lebanon-12-jul-30-aug-2006>.

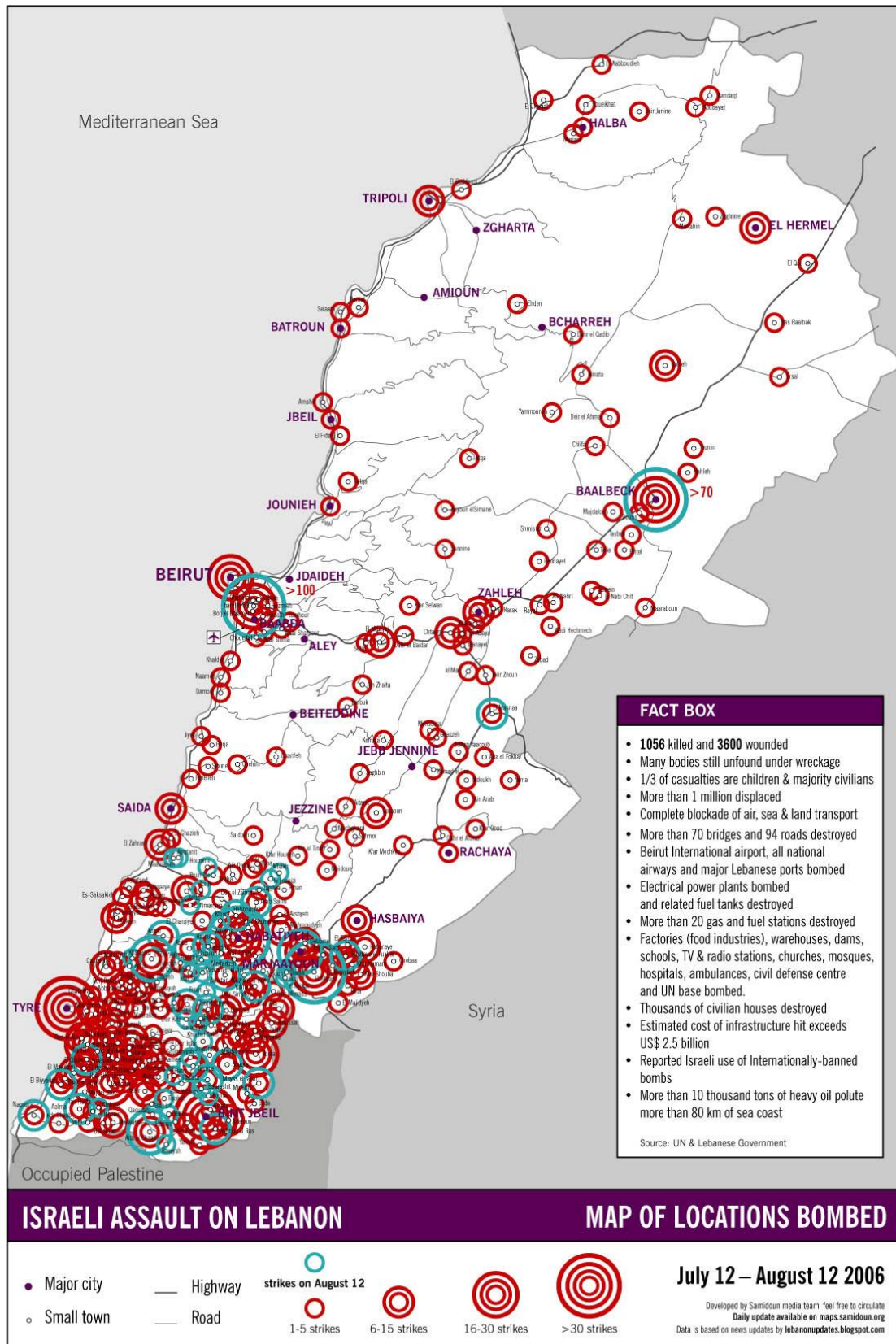
- . « Lebanon Crisis Flash Appeal 2006 Revision ». New York and Geneva: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 30 août 2006.
- . « The UN Response to the Lebanon Crisis An OCHA Lesson Learning Paper ». Evaluation Studies Section, PDSB. OCHA, 5 décembre 2006.
- Reilly, Annemarie, et Jenny Aker. « CRS Emergency Preparedness & Response Handbook ». Catholic Relief Services, novembre 2002. <https://www.crs.org/sites/default/files/tools-research/emergency-preparedness-and-response-handbook.pdf>.
- UNDP. « UNDP's Participation in Lebanon's Recovery in the Aftermath of the July 2006 War », 2007. <http://www.undp.org.lb/PROFORMA.pdf>.
- World Bank. « Conflict Prevention and Post-Conflict Reconstruction : Perspectives and Prospects ». Working Paper. Washington, D.C.: World Bank Group, 31 août 1998. <https://documents.worldbank.org/en/publication/documents-reports/documentdetail/241911468010490992/Conflict-prevention-and-post-conflict-reconstruction-perspectives-and-prospects>.

Sitographie

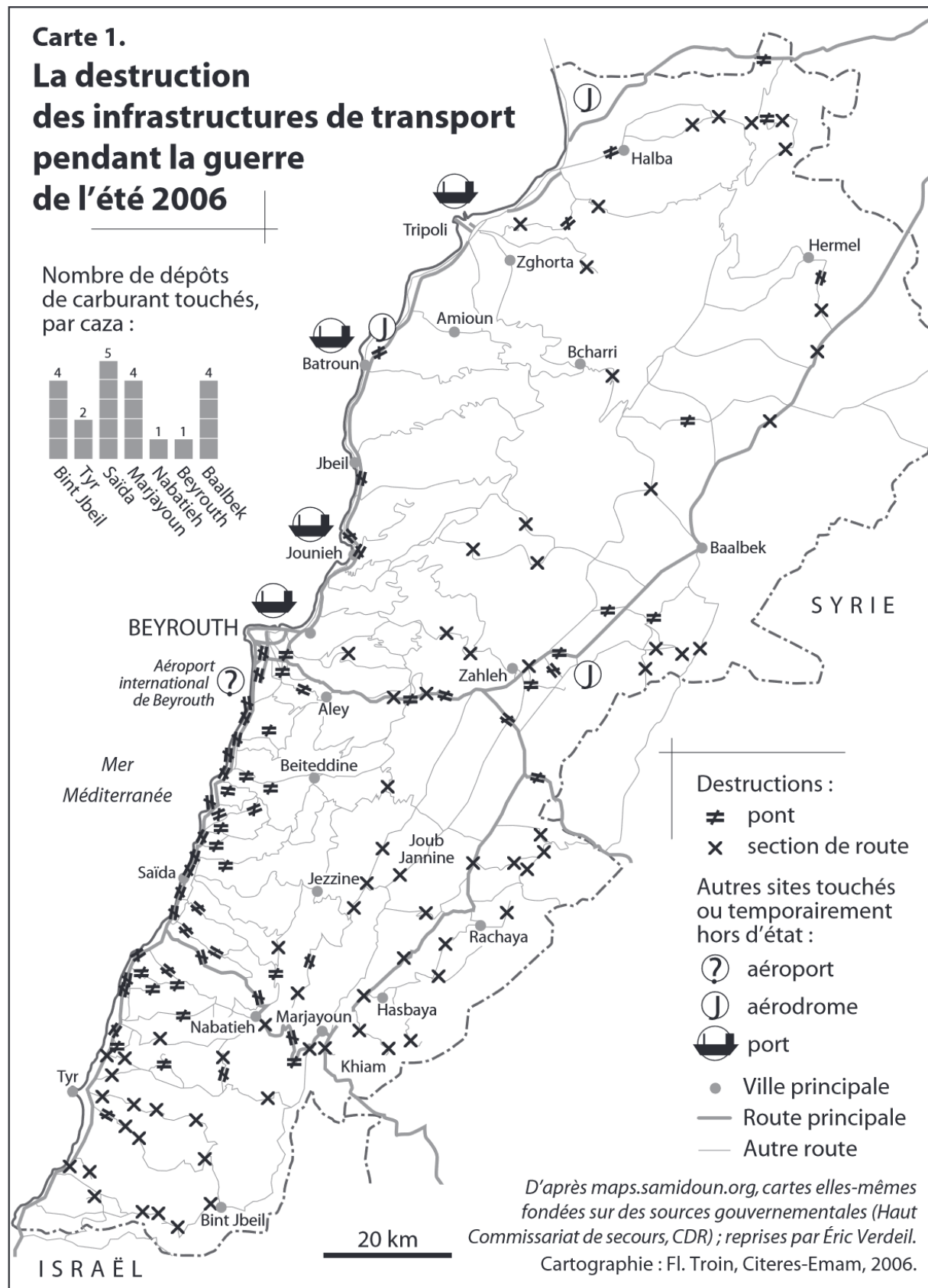
- « About Us | The Centre for Social Sciences Research and Action ». Consulté le 16 mai 2024. <https://socialsciences-centre.org/about>.
- AMEL. « Amel Association International | Non-Sectarian Lebanese NGO », 9 février 2024. <https://amel.org/>.
- Humanitarian Coalition. « What Is a Humanitarian Emergency? » Consulté le 2 avril 2024. <https://www.humanitariancoalition.ca/what-is-a-humanitarian-emergency>.
- ICRC. « Cluster Munitions: What Are They and What Is the Problem? », 8 janvier 2010. <https://www.icrc.org/en/doc/resources/documents/legal-fact-sheet/cluster-munitions-factsheet-230710.htm>.
- IDAL. « Lebanon at a Glance ». IDAL.COM. Consulté le 22 mai 2024. http://investinlebanon.gov.lb/en/lebanon_at_a_glance.
- IRC. « IRC Shocked and Saddened at Killing of Five Staff Members in Afghanistan », 27 août 2013. <https://reliefweb.int/report/afghanistan/irc-shocked-and-saddened-killing-five-staff-members-afghanistan>.
- Simon Assaf. « Samidoun: Lessons From the Civil Resistance to the 2006 War ». The Public Source (blog), 14 décembre 2023. <https://thepublicsource.org/samidoun-civil-resistance-lebanon-2006-war>.
- UNHCR. « Humanitarian Principles ». UNHCR, 30 janvier 2024. <https://emergency.unhcr.org/protection/protection-principles/humanitarian-principles>.
- UNHCR. « UNHCR Master Glossary of Terms ». Consulté le 2 avril 2024. <https://www.unhcr.org/glossary>.
- United Nations. « UN Department of Safety and Security ». United Nations. United Nations. Consulté le 17 mai 2024. <https://www.un.org/en/safety-and-security>.
- « Yassine Jaber – Beirut Institute ». Consulté le 17 mai 2024. <https://beirutinstitute.org/yassine-jaber/>.

Annexes

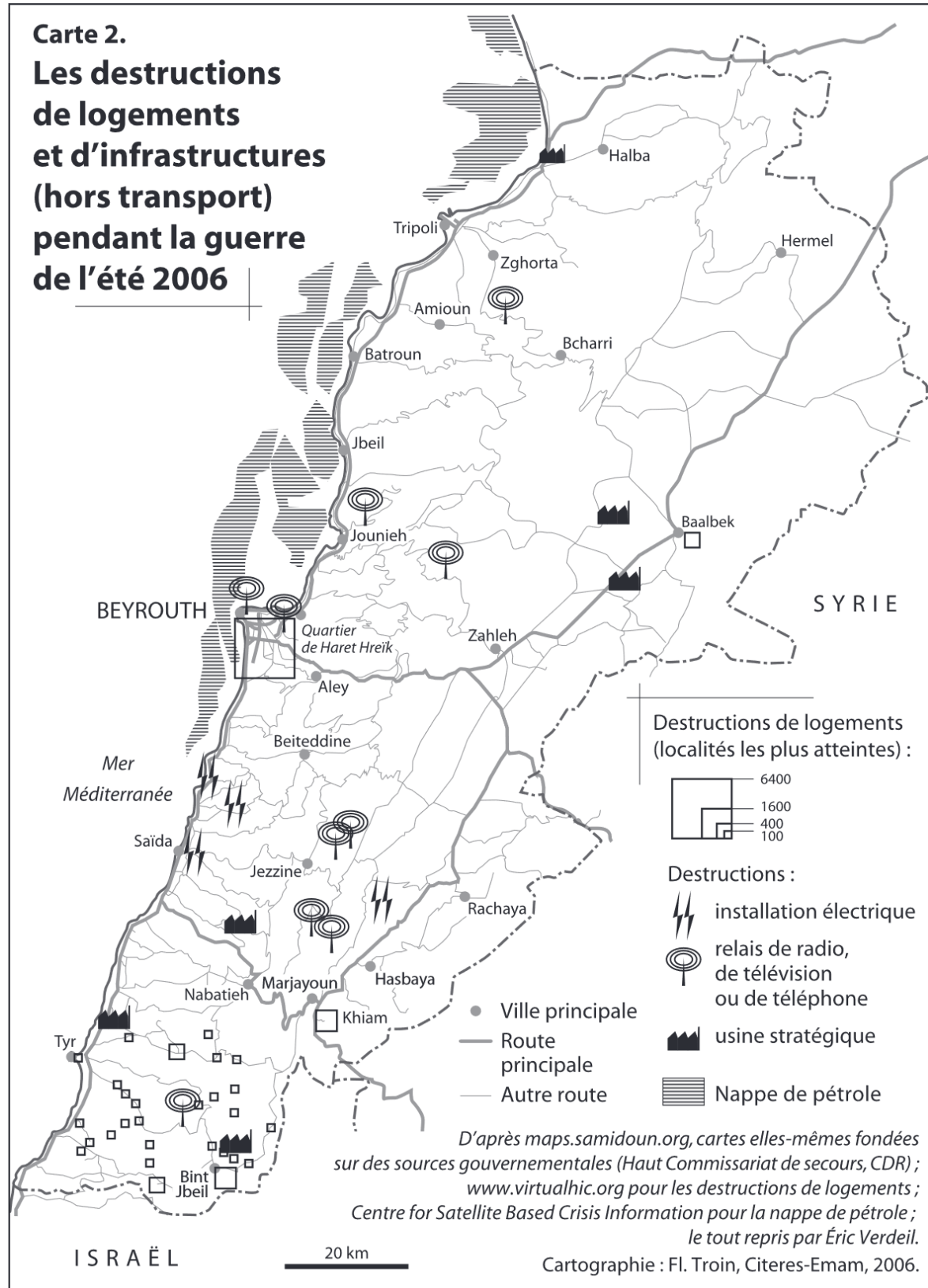
Annexe 1. Carte de Samidoun des lieux bombardés (Samidoun, 2006)



Annexe 2. Carte d'infrastructures de transport détruites (Mermier and Picard, 2007, p. 24)



Annexe 3. Carte d'infrastructures (hors transport) détruites (Mermier et Picard, 2007, p. 25)



Annexe 4. Guide d'entretien

1. Introduction et trajectoire professionnel :

- Pouvez-vous vous me parler de votre parcours et de votre rôle actuel ?
- Date d'arrivée au Liban ?
- Pouvez-vous décrire l'organisation dans laquelle vous travaillez en 2006 ?
- Pouvez-vous décrire votre travail en 2006 ?

2. Situation avant la guerre :

- Quelles étaient vos responsabilités au sein de l'organisation ?
- Lieu de travail avant la guerre ?
- Organisation, présents au Liban ?

3. Ressources financières

- Origine ?
- Quels bailleurs ?
- Des fonds d'urgence prévus ?
- Nombre de salarié-es sur place
- Quel type de personnel ?
 - Connaissance du terrain ?
 - Connaissance de la langue ?

4. Préparation de l'organisation avant la guerre :

- La structure au Liban était-elle en place avant la guerre ?
 - Quelle zone géographique ?
 - Quel type de projet ?
- Existence de plans d'urgence ?

5. Les projets d'avant-guerre :

- État des projets (développement, peacebuilding) avant la guerre ?
- Liens avec des organisations locales, autres ONG, et organisations internationales ?
 - Système de clusters avant la guerre ?
 - Quelles OIs vous encadraient ?

6. Transition des projets existants vers l'urgence :

- Quel type d'intervention pendant la guerre ?

- Comment s'est déroulée la transition des projets existants vers l'urgence ?
 - Coordination par le cluster ?
 - Des tâches spécifiques vous ont été attribuées ?

7. Transition vers la reconstruction :

- Moment de transition vers la reconstruction ?
- Conversion en continuité des opérations d'urgence ou changement drastique ?
- Utilisation ou gel des ressources humaines, matérielles et des réseaux existants ?

8. Encadrement par le système de cluster

- Que pensez-vous de l'encadrement par le cluster ?
- Niveau d'autonomie des ONG internationales ?
- Reconfiguration des clusters pendant la reconstruction ?

9. Focus sur le Sud et la Bekaa après la guerre :

- Raisons pour le changement de zone d'intervention ?
- Infrastructure humanitaire en place ?
- Retour aux projets de développement ou des nouveaux projets conçus comme projets de reconstruction ?

10. Définition des objectifs :

- Quelles étaient, selon vous, les priorités de la reconstruction ?
- Qui les définissait ?
- Avez vous constaté une évolution au cours du projet ?

11. Approvisionnement en matériel d'urgence et financement :

- Comparaison entre le montant des fonds et du matériel d'urgence avant et après le début de la reconstruction ?
- Perte d'intérêt post-guerre ?
- Réduction significative après une période ?
- Si oui, qui les remplace ?

12. Opinion générale sur le processus:

- A-t-il été perçu comme un succès ?
- La reconstruction a-t-elle réussi ?

13. Fin de la mission et départ

- S'agissait-il d'une mission avec des temps précis ?
- Départ du personnel ?
- Qui sont restés ?
- Pour quoi ?

Annexe 5. Tableau synoptique des caractéristiques sociodémographiques des enquêtées

Entretien	Genre	Nationalité	ONG	Spécialiste d'urgence	Présent avant
1	M	Français	MdM	Oui	Non
2	F	Française	ACF	Oui	Non
3	M	Français	IRW	Oui	Non
4	M	Américain	MC	Non	Non
5	M	Américain	IRD	Oui	Non
6	F	Américaine	ANERA	Non	Oui
7	M	Français	HI	Non	Oui

Annexe 6. Retranscription de l'entretien réalisé avec le Chef de mission de l'équipe de réponse aux désastres du Islamic Relief Worldwide

Date de l'entretien : 05/03/24

Lieu : Bureau de l'enquêtée par Zoom

Durée : 1 heure et 34 minutes

Nom de l'enquêteur : Juan Pablo Trujillo Solarte

Juan

Voilà, on commence alors. Donc déjà pour commencer, est-ce que vous pouvez me présenter un petit peu librement vous-même votre parcours académique professionnel ? Oui. Et votre poste actuel si vous voulez.

IRW

D'accord, alors moi je travaille dans le domaine de l'action humanitaire depuis. Bientôt 25 ans ? Au début des années 2000 jusqu'à 2010 dans l'action humanitaire directe en tant que acteur humanitaire. Responsable de projet, manager, coordinateur, chef de mission. Et après j'ai pendant, j'ai travaillé pendant 10 ans comme chercheur, analyste. Pour les Nations unies et plusieurs think tanks. Voilà principalement sur la région des Grands Lacs et je

publie régulièrement sur la question des Grands Lacs, voilà. Et donc sur la question qui nous intéresse, le Liban. J'avais effectivement à l'époque. J'étais intervenu comme chef de mission de Islamique Relief UK. En tant que chef de mission de l'équipe d'urgence à l'époque, et donc, c'était un déploiement express pour une réponse d'urgence dans un cadre d'une crise en train de se dérouler ces toutes premières heures. Donc si je me souviens bien, je me trompe sans doute. La guerre a commencé, je ne sais pas. Le 4 juillet, quelque chose comme ça. 12. Oui, voilà. Bon, le 12 juillet. Oui, je me souvenais du 12, le 12 juillet, et moi je suis arrivé à Beyrouth le 17 ou le 18.

Juan

Oui, bien sûr, est-ce que vous pouvez le décrire ? Votre poste ?

IRW

Bah alors, chef de mission d'équipe d'urgence. C'est une position qui existe dans plusieurs ONG. C'est à dire que j'étais l'équivalent d'un chef de mission pour une équipe d'urgence. On était une équipe déployable. Voilà. De manière très rapide, en 48 h sur n'importe quelle crise. On était composé de 3, un chef de mission, un logisticien et un financier. Et un quatrième qui était aussi communication, sachant qu'on avait tous plus ou moins aussi des compétences
programmation.

Moi au départ, à l'époque j'étais. Je suis d'ailleurs toujours, hein ? Diplômé en agroéconomie du développement, voilà. Donc j'avais des expériences de questions de programme humanitaire, voilà en zone de conflit et d'urgence et ainsi que le logisticien et les autres personnes qui nous ont rejoint.

Juan

Et juste avant la guerre. Au sein de cette équipe d'urgence, quelles étaient vos responsabilités ?

IRW

Là, j'étais chef de mission, moi j'étais le voilà chef de mission. J'allais sur le terrain et quand on était pas sur le terrain je m'occupais du reporting, des trucs de chef de mission.

Juan

Vous étiez présent où, avant le Liban ?

IRW

Alors c'était un peu ce qui était home base, hein ? Donc j'étais chez moi, j'étais intervenu juste avant, on était intervenu avec la même équipe, au nord du Kenya et Sud Somalie, pour la sécheresse. On revenait d'une intervention de 3 mois parce que nous C'est des équipes... Même chose en plusieurs ONG hein, que je connais. MSF MDM. On a des mandats de 3 mois. Et au bout de 3 mois, on a établi une tête de pont, si j'ose dire. Donc un bureau, des relations avec des bailleurs, lancer un programme, commencer à recruter des gens. Et donc là, pendant ce temps-là, l'organisation a pu recruter du personnel permanent ou lancer les recrutements de personnel permanent, déployer des gens pour plus longtemps. Au bout de 3 mois, nous, on rentrait chez nous. Voilà, on avait posé les bases.

Juan

Ok, donc d'habitude vos missions duraient à peu près 3 mois.

IRW

Bah alors mes missions ? Oui, dans cette organisation, j'avais déjà 6 ans. Je crois que j'avais travaillé dans plusieurs ONG qui allaient de 6 mois, voilà, j'étais sous contrat pendant un an.

IRW

C'est des équipes déployables quoi..

Juan

Est-ce que Islamic Relief était déjà présent au Liban avec un projet de développement avant la guerre ?

IRW

Non, non, non, pas du tout justement. Ça faisait partie des choses où on a ouvert. C'est d'ailleurs marqué sur leur site hein ? On a ouvert les activités parce que justement, le secours islamique avait des difficultés pour s'installer dans les pays du Moyen-Orient. Donc ils étaient présents à Gaza, mais ils étaient pas présents dans les tous les pays.

Juan

Est-ce que vous connaissez les raisons pour lesquelles ils étaient pas au Liban ? Quelles étaient les difficultés ?

IRW

Ils étaient pas présents parce que politiquement c'était compliqué. C'est une organisation britannique musulmane. Sunnites, relativement conservatrice. Issue de la branche de l'Islamic Brotherhood. Voilà, il y a tout un passé politique qu'il faut prendre en compte. Mais ils sont aussi liés à travers des programmes d'orphelins. Parce que c'est comme ça que elles travaillent beaucoup, les organisations musulmanes. Très classiquement elles commencent par des programmes de soutien à des orphelins. Et donc ils avaient des partenaires pour soutenir des orphelins au Liban et des familles de réfugiés palestiniens. Et donc on est intervenu en soutien des acteurs locaux.

Juan

Donc c'était donner des financements pour les acteurs locaux ?

IRW

Alors Oui et non. C'est à dire qu'on avait nos financements propres avec le but de nous établir et d'ouvrir nos bureaux et de lancer de nos propres activités. Et Ben de le faire avec l'appui et à travers nos partenaires locaux dans un premier temps.

Juan

Les partenaires locaux. Vous étiez en contact avec eux depuis quand ?

IRW

Oh je pense que l'Islamic Relief était pas... Ça faisait au moins 10 ans qu'ils étaient en contact avec les partenaires locaux. Hein. Non non c'est c'est c'est des vieux partenariats hein. C'est des très très vieux partenariats.

Juan

Et alors au niveau on passe aux bailleurs. Donc j'ai lu sur votre article qu'il s'agissait fondamentalement de l'Union européenne à travers le dispositif de l'ECHO. Mais est-ce que vous aviez d'autres bailleurs qui étaient pas mentionnés là sur l'article ?

IRW

Alors les bailleurs, les bailleurs. D'abord Islamic Relief à l'époque, travaillait sur fond propre.

IRW

Il y avait deux choses, on avait un des fonds, mais pas des fonds propres, mais qui étaient des fonds d'urgence, qui finançaient le programme. Voilà, en plus des fonds propres, plus on a reçu des fonds, aussi de toutes les Charity House et du Ministry des pays du Moyen-Orient. Non, on en a reçu beaucoup alors je ai pas toute la liste mais on en a reçu. Soit directement à travers le siège, soit nous directement sur le terrain. Et effectivement, sur le terrain en direct, j'ai négocié avec l'Union européenne un rétrofinancement en fait de l'action qu'on avait faite, qu'on avait engagé pendant la période de crise. Pendant toute la guerre. Puisque il y avait quand même, et ça vous devez le savoir, un nombre très très limité d'acteurs qui sont intervenus pendant les bombardements.

IRW

Nous, on a fait partie des... 3 ou 6 acteurs qui sont intervenus pendant les combats.

Juan

Vous vous rappelez desquelles ?

IRW

Il y avait le CICR, MSF, on a croisé PU. Et il y avait nous. Et je sais plus qui, mais voilà, c'était vraiment une poignée, hein ?

Juan

Enfin je parlais avec les gens de MDM, je pense qu'ils étaient aussi là ou ACF.

IRW

Par sur la ligne de front pendant les combats. Parce que il y avait beaucoup de monde à Beyrouth. Je parle sur la ligne de front, sous les bombes à aller visiter, distribuer. Voilà, on était 6. OK, je les connais bien les gens de ACF, ils sont très gentils, mais ils étaient dans le même hôtel. Je dénigre pas hein.

Pas du tout.

Juan

Voilà et donc c'était vous MSF PU CICR et vous vous rappelez quel autre ?

IRW

Oui, oui. Y avait peut-être un petit peu MDM, ça, je veux bien le croire. Mais il y avait très très peu de gens, hein, parce que je veux dire, même le CICR, ils se sont fait bombarder un convoi. Juste devant, du moins, il y a une voiture qui a été bombardée juste devant leur convoi, fait que nous, on a arrêté immédiatement pendant plusieurs jours.

C'était très très très compliqué parce que justement, il y a peu aussi de produits disponibles hein, puisqu'il y avait des blocus et des choses comme ça, plus énormément de détournement d'argent.

Et parce que. Pas vraiment le contrôle de l'action directe. Sur nos partenaires. Nous, on avait les moyens financiers. Les moyens de convaincre des bailleurs et voilà et aussi, entre guillemets, la protection liée au statut d'ONG International. Qui fait que ça nous a permis d'organiser des distributions de nourriture. Le principe étant qu'on avait choisi de distribuer de la nourriture pour pouvoir rester neutre dans le conflit, ne pas être ciblé à la fois enfin à la fois comme étant belligérant et en même temps nous reprocher de ne rien faire. Nous, on donne de la nourriture à des populations civiles, ça.

Juan

Ça, c'était la limite de vos actions pendant la guerre ? la distribution alimentaire ? Et ça, c'était tout au long dans tout le territoire libanais ?

IRW

Non, c'était pas tout le territoire, c'était. Tyr, Saïda, Nabatiyeh, tir. Et puis le long de la frontière. Dans la zone de combat.

Juan

Est-ce que vous étiez présent quand même sur Beyrouth ?

IRW

On avait une représentation. On avait une représentation et moi je venais faire des réunions. C'était les réunions OCHA, voilà au MovenPeak, ces trucs là et.

Juan

Vous aussi, avec quelle fréquence ?

IRW

Alors moi il y avait, il y avait quelqu'un d'Islamic Relief qui assistait tous les jours. Parce qu'il y avait des réunions quasiment tous les jours je crois, je sais pas, moi j'étais à Saïda la plupart du temps. Je revenais en gros, je revenais sur Beyrouth une fois tous les 3 jours.

Ca me permettait de partager l'info, récupérer de l'info. Dire ce qu'on avait fait, se coordonner, sachant qu'il y avait pas grand chose à coordonner puisque les gens étaient principalement sur Beyrouth à attendre de pouvoir aller quelque part. Et échanger avec les bailleurs, les choses comme ça.

Parce que nous, l'avantage c'est que comme on était avec des gens qui étaient sur ça. On pouvait, au début en tout cas, faire nos achats localement, on avait des camions locaux, des choses comme ça et donc on a pu être actif très très rapidement et comme c'était à travers des réseaux libanais et des réseaux de la société civile libanaise. Même si c'était que des effectivement conservateurs sunnites, hein ? Effectivement. Qu'il y avait un enjeu derrière à la fois côté ne pas aider les chiites et ne pas aider le Hezbollah. Mais en même temps d'être bien vu des chiites. Ce qui fait que on arrive après à des trucs complètement débiles de maillage des villages en fonction de la couleur politique et religieuse de chacun des villages. Mais en même temps. Le conflit, les les belligérants font maillage eux-mêmes. Je veux dire à la sur la ligne de front, c'était très clair, hein. Il y avait les villages qui n'étaient pas touchés, qui étaient des villages. Chrétiennes ou Sunites et il y avait les villages qui étaient à moitié rasés, si ce n'est complètement rasé, qui eux étaient Hezbollah. Là c'était pas compliqué, donc le le tri était vite fait. Mais bon. Voilà, c'est c'est c'était les considérations que moi j'avais en tant que chef de mission d'une organisation musulmane, occidentale au Liban, pendant une guerre entre une un groupe armé, non étatique, musulmans et l'état d'Israël. ?

Juan

Je voulais revenir avant de continuer sur cette partie, sur le point que vous avez mentionné des négociations avec l'Union européenne, elles se sont passées comment ces négociations de votre part ?

IRW

Bah c'est c'est c'était relativement simple alors pour 2 raisons. La première, c'est parce que le. Le le technicien de l'écho, il se fait que j'avais travaillé avec lui, quelques années auparavant au Congo, voilà. C'est plus facile, ça facilite ça.

Mais comme on a en plus fait la chose avec l'Union européenne, c'est que on a eu un peu le sens d'où on est arrivé, ils nous ont bien accueilli. Justement parce qu'on se connaissait, on a commencé à faire des actions et ils ont dit oui oui, il y a pas de problème. Et puis après tous les autres sont arrivés parce que il faut voir que moi je suis arrivé vraiment dans le tout début, il y avait pas grand monde, je suis quand même arrivé. L'aéroport de Beyrouth était fermé, donc j'ai pris l'avion jusqu'à Damas, après la voiture jusqu'au Liban, puis après il y a eu les bombardements sur les les frontières terrestres, donc on était pas non plus nombreux. Et puis quand il y a eu un la 2e partie de la guerre, parce qu'il y a eu un premier cessez le feu au milieu de la guerre, la 2e partie de la guerre. Il y a eu beaucoup de gens qui sont arrivés pendant le cessez le feu et là écho nous avait un peu oublié. Et à la fin de la guerre, ils se sont rendu compte que ils. Avaient. Qu'ils allaient nous nous nous rembouraient un préfinancement. Mais que Ah bon, ils avaient oublié. Et finalement ils ont trouvé l'argent. Alors je ne saurais pas dire du tout dans la politique d'écho dans quelle mesure la qualité d'organisation musulmane de l'islamic Relief a joué dans cet oubli temporaire.

Juan

Ok oui, lorsque vous étiez quand même un acteur assez nouveau alors ?

IRW

Alors on est. Acteur nouveau ? Oui et non. C'est à dire que Islam écrivain est une grosse organisation mondialement connue. Nouveau au Liban. Mais bon voilà c'est pas non +1 nouvel acteur chez Ecco puisque ils étaient déjà validés ECHO et qu'ils avaient déjà des ECHO partout à travers le monde.

Juan

Et OK.

IRW

Voilà.

Juan

D'autres questions sur le financement alors, est-ce qu'il s'était assez conséquent, est-ce qu'ils étaient suffisants pour les missions que vous voulez faire ?

IRW

Moi je suis arrivé avec 200000€ en liquide dans mon sac à dos, donc j'avais de quoi faire.

Juan

Ok, oui c'est, c'est quand même beaucoup.

IRW

Non mais voilà, c'est à dire que il y avait des tas de contraintes financières, blocage des des banques, des trucs comme ça. Moi je suis arrivé, j'avais 200000 balles. 200000\$ en en liquide dans mon sac à dos. Donc moi j'ai pas eu. Problèmes d'argent.

Je sais que après les autres, ils ont sans. Parce que. Eu Ben opéré dans des mêmes contextes, des contextes très similaires. Voilà. Et que je sais que les autres, ils ont. Des problèmes d'argent ?

Juan

Ça a l'air quand même que c'est une, c'est quelque chose. Vous connaissez déjà bien comment on.

IRW

On. Faut le faire et puis après on sait faire.

Juan

Alors sur les autres bailleurs, est-ce qu'il y a eu d'autres bailleurs externes ?

IRW

Bah il y avait d'ici, comme j'ai dit, ça finançait déjà le programme. Programme auquel moi j'appartenais, ce qui fait que tout l'action. Qui a été mise en œuvre ? Dès les premiers jours, c'est une action qui était en partie préfinancée par Islamic Relief.

Les principaux contributeurs de l'Islamic Relief UK, en tant que communauté musulmane, hein ? Bon, c'est la Grande-Bretagne, mais c'est aussi les États-Unis, la France et l'Allemagne. Donc voilà hein, c'est pas. Donc il y a pas de fonds américains gouvernementaux, mais il y a des dons. Assez conséquents.

Voilà. D'associations musulmanes de la société civile musulmane américaine.

Oui, oui, non. Mais je veux dire les les. Il y a les dons à travers les les modes. Il y a aussi les associations.

Juan

Je voulais passer sur sur le le personnel et vos infrastructures sur place parce que je sais que où vous êtes, où vous êtes arrivés avec 3 personnes d'autres mais et sur le les acteurs locaux sur lesquels vous vous êtes appuyé, comment ça se passait alors ?

IRW

Ouais, voilà.

Juan

Est-ce que vous oui, vous avez travaillé principalement avec ces acteurs locaux ou vous avez créé un réseau nouveau réseau avec d'autres ou avec vous avec coordonnées avec d'autres ONG ? Comment est-ce que ça s'est passé ?

IRW

Alors moi je suis arrivé. De toute façon, il y avait déjà un réseau, hein de Islamic Relief à travers justement ces programmes d'orphelins. Donc on avait un partenaire principal privilégié à installer à Saïda. Une organisation de la société civile qui s'occupait déjà de faire le suivi pour islamique relief. Des programmes d'orphelins et des choses comme ça. Donc déjà moi je suis pas arrivé en en en terrain inconnu.

Juan

Ça s'appelle comment l'organisation ?

IRW

Je me souviens plus. Et je. Non, je, je, je, je me souviens plus. Cette organisation. Elle a des réseaux. Surtout que c'est une des plus grosses organisations en fait, de la société civile, de de Saïda, et donc. Et donc. Le, c'est une organisation qui a énormément, énormément de réseaux et. Proche d'un milieu conservateur de droite classique.

Je disais, c'est des gens qui sont plutôt très proches des. Des courants conservateurs, sunnites, politiques. À la fois proche de la famille Hariri et en même temps. Contestataires. Parce que plus après ça, c'est des histoires de politique locale quoi. Mais voilà.

Juan

Mais quand même proche des Hariri.

IRW

Oui, et on les a rencontrés. Donc. Proches des Hariri, c'est eux qui ont facilité.

Alors comme je disais après cette organisation, elle a un réseau, elle a des réseaux et des réseaux qui sont pas imperméables hein ? Parce que moi j'ai rencontré les gens du Hezbollah.

On a été accompagné de loin je pense, mais on a été accompagné par des gens du Hezbollah, tout du long.

Juan

Quand vous dites des gens du Hezbollah, ça veut dire une membre du parti politique, des autorités municipales ou de membres des milices ?

IRW

Les 2

Juan

Ok les membres et des milices, parce qu'on a souvent mentionné qu'ils étaient pas armés, mais j'imagine comme vous étiez au moment au sud au moment des hostilités, ce qu'ils étaient vraiment des membres des milices armées qui s'est présenté comme membre Hezbollah.

IRW

Il y a des gens, ils étaient pas armés, mais ils se sont présentés comme étant commandant, Hezbollah, machin et tu me suis sinon ça se passe mal. Donc eux je les crois. Voilà. Il y a des gens, ils étaient pas armés. Quand ils sont sortis de chez eux, je suis jamais rentré chez eux pour aller vérifier. Voilà. Mais il y avait peu de doutes sur ce qu'ils faisaient. Tant dans leur tenue que leur comportement, que la manière dont la population est traitée.

Juan

Ok, ça s'est remarqué.

IRW

Et c'est bah voilà. Et si on en va par là, les plus pénibles, c'était les militaires de Tsahal.

Juan

Le militaire de quoi ?

IRW

De Tsahal

Juan

Ok, pourquoi c'est plus pénibles ?

IRW

Ben parce que c'était les plus dangereux, les plus agressifs.

Juan

Avec vous ?

IRW

Oui.

Juan

Comment ça ?

IRW

Il y a des endroits où on s'est croisé, ils étaient pas censés être là, on s'est croisés, ils étaient là. Voilà des moments tendus.

Avec le Hezbollah, ça c'est j'ai jamais passé comme ça.

Juan

Est-ce que Hezbollah cherchait en fait davantage à attirer votre aide ?

IRW

Il cherchait pas à tirer notre aide, en particulier parce que eux-mêmes ont leur propre circuit de financement de l'aide. Et c'était auto. C'était bien préparé, très très bien préparé puisque le Hezbollah a pu promettre 10000\$ pour reconstruire sa maison à tous les gens. Enfin bon, il était très très très bien préparé. Ils avaient pas besoin de nous du tout.

IRW

La seule chose pour laquelle ils sont venus nous chercher, c'est parce qu'ils avaient besoin d'un linceul.

Juan

Dans quoi ?

IRW

De linceul pour enterrer leurs combattants. Nous, on était une organisation musulmane et donc on pouvait fournir un service que les autres pouvaient pas.

Juan

Est-ce que vous aviez eu d'autres rapports avec d'autres milices ou d'autres groupes politiques ?

IRW

Alors politique ? Non, on avait des grands rapports avec le gouvernement, hein. Il faut voir aussi que, par exemple, c'est un objet très particulier au sein du monde. Arabe, puisque le fondateur, le docteur Albany. Est un un des petits-fils du créateur de la mouvance de la Muslim brotherhood. Et donc De ce fait, il ***** d'une certaine réputation politique assez importante dans les milieux intellectuels et politiques Arabes, conservateur, mais arabe et donc. Et donc. A été reçu donc par le Premier ministre. En lui en tout cas a été reçu par le Premier ministre. Moi je l'accompagnais. Puis voilà, on a été, on a été reçu. Par la famille Hariri, enfin bon, c'est, c'est des. C'est des contacts politiques.

Juan

Vous avez rencontré Hariri personnellement ?

IRW

Bah le le la la famille oui moi je les ai bon. Rencontré c'est un grand mot.

Une grande pièce, j'étais pas là, invité à la conversation et j'étais dans un coin et ils étaient loin.

Juan

Avez-vous intervenu sur Beyrouth même au début du conflit ?

IRW

Non, nous est allé directement ça et là on est intervenu Saïda, Tyr, Nabatiyeh, tout le long de la frontière. Le premier cessez le feu. La première chose qu'on a faite, c'est prendre la bagnole avec un convoi. On est allé faire tout le long de la frontière, remonter tous les villages. On est allé dans les fermes de Shebaa, on est revenu. Alors ce jour-là, il y avait tout le monde qui disait. Voilà, il y avait partout, là où il y avait les journalistes, nous. Était allé dans tous les coins. Parce que la ligne de front, il y avait plusieurs gros villages. Et ensuite ? Nous, on a fait ça, mais dès le début quoi, hein ? Le premier jour on est allé, on est arrivé à Beyrouth, on est je sais pas, c'est 24 h quoi. On a laissé les autres zones, Beyrouth, tout ça machin, c'était. Y avait gavé de monde, tout le monde était sur Mont Liban et sur Beyrouth on a essayé de distribuer des trucs anti glucose et soigner le diabète. Voilà donc nous on.

Juan

Donc c'était parce qu'il y avait déjà assez des gens à votre opinion que vous êtes pas restés ?

IRW

Alors Mon raisonnement est inverse, mais le résultat est le même, c'est à dire que moi je suis allé là où il y a des problèmes, sachant que là où il y a. Besoins. Et il y a des besoins pas couverts. Le fait que il y ait tout le monde à Beyrouth pour ça, c'est une conséquence des politiques de sécurité et des ONG, des machins. Des bidules, mais. Nous la la, la politique avait été dès le départ. De toute façon, on va à Saïda, là où on était. On avait nos partenaires et ensuite bah. Intervention d'urgence, on va au plus près.

Et on laisse, on laisse les gens qui étaient déjà installés depuis. Oui, ça a commencé le 12. Moi je suis arrivé le 17 ou le 18. Il y avait déjà des gens à Beyrouth dès le premier jour, les gens qui sont là. Quoi donc, c'est pas la peine de venir remettre de la paille.

Juan

On va revenir sur les milices et bon les rapports avec les groupes armés. Est-ce que ça a jamais posé un problème avec les bailleurs ? Est-ce que dans vos rapports vous mentionniez cette collaboration ?

IRW

On va, on va, on va être très clair, hein ? Dans un pays où il y a 60% des municipalités qui appartiennent à un parti, qui sont qui a, qui a une milice et qui est plus forte militairement que l'État, le bailleur, il te dit pas qu'on ne peut pas parler avec eux.

Vous vous ne dites rien ? Tout le monde est très content.

Juan

Ok, et donc ça c'est pas mentionné dans les rapports qu'on voit après ?

IRW

On ne mentionne pas dans les rapports, on mentionne qu'on a rencontré telle organisation de la société civile, qu'on est allé voir tel truc, qu'on a visité tel village machin bidule, mais ça, c'est ça, c'est une hypocrisie qu'il y a dans tous les rapports de tous les ONG, dans tous les conflits, hein ? Bah non non mais voilà.

De toute manière, hein ? Le principe c'est que de toute façon, l'action humanitaire, hein, c'est c'est le principe de la croix rose, hein. C'est que. Y a une y a y a 2 ou plus de parties. Qu'elles soient. Si on veut porter de l'assistance aux gens. Il faut avoir un dialogue avec ces ces gens-là. Bon ou mauvais ? Mais il faut avoir un dialogue. Faut avoir voilà. Après l'histoire montre comme toutes les il y a plein de d'analyses qui le montrent hein. Que effectivement, les acteurs humanitaires vont choisir de toute façon d'intervenir auprès des populations qui leur sont politiquement les plus proches.

Ce qui relève de toute façon après le principe. D'entre guillemets : neutralité, équité dans les relations avec les acteurs. Et dans le cas d'Israël par exemple, on peut toujours faire la critique. Ah, vous allez pas aider Israël ? Tout le monde répond et c'est normal. Israël est un État qui n'a pas besoin d'avoir de l'aide humanitaire. Ils sont capables de se débrouiller tout seul alors que l'aide humanitaire civile vient en supplétif. Des États qui n'arrivent pas et qui sont défaillants à un moment pour répondre à une catastrophe. Voilà. Mais mis à part le CICR, je ne connais personne qui n'est pas dans une approche vaguement politique, mais CICR et MSF une approche vaguement politique. Même. Islamic Relief, on avait choisi d'être avec des gens qu'ils connaissaient, avec qui ils travaillaient depuis longtemps, qui sont des gens conservateurs sunnites.

C'est un choix hein, puisque c'est proche de la d'Islamic Relief et de sa base. Au sein de la population musulmane en Europe, dans les pays du Nord, qui est une population principalement sunnite, conservatrice, je sais pas, mais principalement de droite et voilà.

Juan

Ok. Maintenant, je. Passer sur les activités elles-mêmes, ce que vous avez fait sur sur le terrain. Et donc d'abord, pendant l'urgence, vous m'avez parlé de distribution alimentaire. Est-ce que ça a continué tout au long de la guerre ? C'était que des distributions alimentaire ?

IRW

Le plus possible. Le plus possible, hein. On donnait ce qu'on pouvait, on donnait des rations. On espérait une semaine en gros. Euh. C'était pas beaucoup, hein, à la fin, c'était pas beaucoup, les colis étaient pas mal vides. Mais bon, le problème c'est qu'il y avait aussi un blocus sur la nourriture. Voilà, donc on a donné de la, on a donné de la nourriture. Pour pas se faire embêter en fait. Il y avait déjà des organisations médicales qui eux sont médicaux et. Dont tout le monde connaît le travail dans le domaine médical et dans pendant un conflit et. Les interventions médicales sont quand même. Une partie connexe au conflit hein, c'est rattaché au conflit mine de rien. La la gestion médicale donc on sait pas on a. J'ai fait le choix en tant que chef de mission, c'est là vous me demandez c'est quoi le chef de mission ? Bah c'est voilà, on prend ces ces décisions. J'ai besoin de pas faire d'aide médicale. On nous l'a demandé hein. De demander même des des couches pour bébé ou des trucs comme ça ? On a dit non. Parce que c'est trop dangereux justement, toutes les questions de considération politique dans les bailleurs, par les opinions publiques, les choses comme ça. Par contre, on va distribuer de la nourriture.

Juan

Pourquoi le pourquoi les médical rentre dans cette question politique ?

IRW

Parce que, en fait, quand on soigne des gens, on soigne tout le monde, y compris les blessés, les combattants. Sans blesser. On peut vous accuser d'être parti au conflit indirect, surtout avec connaissant. Comment dire la bonne foi de tous les belligérants dans le Moyen-Orient ? Voilà.

Juan

Ok. Vous voulez dire de la part de l'État d'Israël ?

IRW

Pas que, mais oui, par exemple, je veux dire, c'est pas limité à Israël Hein, ça peut être aussi. Je veux dire, l'Union européenne aurait très bien pu nous dire que nous étions cobelligérants. En direct. Et donc nous sucrer les financements. Parce que comme on distribue de l'aide en zone en zone Hezbollah, Eh Ben si on distribue de l'aide médicale, on soignait des, on aidait des des combattants des Hezbollah. Et indirectement, et de manière beaucoup plus je dirais. Direct entre guillemets que si jamais on va distribuer de la nourriture aux populations civiles, piéger dans ces zones-là après si ils partagent avec les combattants ou ils se font racketter par les combattants. Entre guillemets, c'est pas notre faute. C'est un risque qu'on leur fait courir, qu'on prend et qu'ils prennent en venant chercher notre aide.

IRW

On pouvait pas nous accuser d'être.

Juan

Oui, enfin c'était pas fait directement.

IRW

Voilà, c'est ça. Donc par contre amener des médicaments, des bandages, de la. Je ne sais quoi, ça peut être.

Juan

On vous a demandé de faire quelque chose d'autre ? à part le médical ?

IRW

Alors oui, après après la guerre, parce que ça c'est aussi des tactiques militaires bien connues sur zone hein, c'est à dire que Israël fait une guerre de. C'est à dire qu'ils ont détruit toutes les installations hydrauliques dans la zone, donc bien sûr, on nous a demandé des beaucoup. On a anticipé la reconstruction, mais c'était principalement la demande était principalement hydraulique. Hydraulique. Watson. Voilà, mais ça par exemple, les les organisations. Les très, très grosses organisations.

A l'époque. Ils avaient complètement anticipé, ils s'étaient même entendus avec l'Autorité palestinienne, les Hezbollah, tout ça machin, et ils sont arrivés. Et ils ont expliqué que partout dans les camps palestiniens, ils prenaient en charge les destructions partout sur la ligne de front. Très, très vite, ils ont aussi commencé à relever les noms des gens et à.

Nous, ce qu'on a fait, c'est de l'accès. À l'eau potable.

C'était c'est la fin.

À la fin des hostilités, je et quand je dis la fin des hostilités, c'est à dire que.

C'est quel jour ça s'est arrêté cette bêtise ?

Juan

Le 14. Le 14 août.

IRW

Bon Ben le 14 août à 07h00 du matin quand ça s'est arrêté à 7, 5 moi j'étais dans une bagnole, dans un dans un convoi et on est parti distribuer de la bouffe au-delà de Tyr la bouffe et de et de l'eau au-delà de de Tyr.

Mais il y avait du monde, hein, sur la route.

Voilà mais donc oui, non. Moi je parle vraiment comme j'étais dans une équipe d'urgence. Nous c'est. Réponse immédiate aux besoins immédiats. T'es sous les bombes, on t'amène de la nourriture quand si t'as survécu. Les bombes se sont arrêtées, on amène de l'eau. Pour que voilà.

Juan

Et mais vous savez quand même remarquer un un changement déjà de de projet qui voulait se faire s'il y avait déjà une logique plutôt dans la reconstruction surtout.

IRW

Même logique de toute façon, parce que il y avait le Hezbollah, il y avait la propagande du Hezbollah hein, il y avait. Hezbollah, il y avait le programme du Hezbollah, donc de toute manière. Les gens qui disent qu'ils ont fait autrement qu'en prenant en compte le Hezbollah, le programme du Hezbollah, ils disent-ils mentent. Ou alors qu'ils sont inconscients parce que c'est pour ça qu'ils sont arrivés à nulle part hein. Ils sont arrivés nulle part parce que de toute façon le programme du Hezbollah, il était là. Les gens ils sont nombreux du Hezbollah, leur famille il est en Hezbollah. Sont physiques, ils ont Ben.

Voilà, ils ont sacrifié leur maison machin pour le parti, ils ont des martyrs tout bazar. Nous, on vient à côté.

Moi j'ai vu des tonnes d'aide, des tonnes d'aide être jetés directement parce que ça venait d'organisations que les gens voulaient pas dans le coin.

Juan

Quand, quand il y a quel type d'organisation ?

IRW

J'ai pas de nom, j'ai pas de nom hein.

Je crois que c'est plutôt des organisations américaines, mais j'ai pas. Nom. C'est pas le problème, mais l'aide a été, je l'ai vu déverser dans des champs, c'était de la nourriture. Les sacs de semences, ils ont été arrosés de gasoil, de de d'huile, de de vidange et les boîtes de conserve, elles ont été paissées, pétées et et piétinées donc. Voilà y a aussi cette dimension politique-là de l'aide où on se retrouve dans une zone où y a déjà de toute façon des mécanismes. Nous on appelle de résilience, mais qui sont en fait des mécanismes de de de combat, hein, qui sont

déjà là, qui sont présents, qui sont des mécanismes de survie à cette phase de guerre qui est planifiée par cette Communauté. Et nous, on vient que en en supplément.

Juan

Si oui, on a parlé de ces mécanismes de la résilience Libanaise. Est-ce que vous, vous l'avez remarqué aussi beaucoup ?

IRW

Ah bah non mais dans le Sud c'est c'est le Hezbollah. Je veux dire c'est c'est c'est, c'est, c'est très très simple hein, c'est pas c'est c'est c'est pas les gens parce que c'est les gens, ils ont préparé la guerre. Leurs enfants se sont entraînés, eux, ils ont construit des réserves, ils ont construit des hôpitaux souterrains, ils ont voilà. Ils ont mené la guerre. Ils ont combattu, sont sacrifiés. Et après, ils avaient déjà un plan pour l'après guerre.

Juan

Il existait déjà avant.

IRW

Ah bien sûr, dans les dans les zones Hezbollah, oui, bien sûr, ça. Ah les autres, non. Mais dans les zones Hezbollah, oui.

Juan

Tous ces discours de reconstruire les maisons ? Il était déjà préparé ?

IRW

Ouais, ouais non mais tout ça, c'était préparé, c'était financé par l'Iran, c'était tout ça, c'était préparé. Et si c'est Qatar charité qui est venu faire ?

Tout l'eau, l'assainissement. Après dans les c'est c'est c'est pas du hasard hein, c'est c'est c'est c'est des Jeux dans lesquels les ONG occidentales elles sont complètement mais complètement hors du du paysage. Quoi c'est c'est il n'existe même pas une organisation comme islamique ridif existe à peine dans ces jeux-là.

Juan

C'est c'est un complément.

IRW

C'est un passager clandestin, je dirais.

Une aberration, c'est le bruit qui est là, on sait pas pourquoi.

Juan

Donc ça, ça veut dire que toutes les organisations internationales, des ONG internationales dans ce type de contexte.

IRW

Bah dans un contexte comme la guerre de 2006, on parle d'un contexte très précis hein. le Liban 2006, une guerre lancée par le Hezbollah et on parle des zones touchées Hezbollah. Ah. Beyrouth est. Je suis libre. Il y a un peu le nord, mais sud libre. Ces gens-là, eux, ils ne vivent pas, ils profitent des aides et choses comme ça, mais eux, ils ont des agendas politiques qui sont. Différents qui sont même différents de ceux de l'État libanais, donc, et tout est. Tout pays qui prépare une guerre. Prépare aussi la tout tout pays. Toute force, tout mouvement qui prépare une guerre, une confrontation prépare l'après.

Alors, dans des confrontations extrêmement. Asymétriques, comme des guerres avec Israël, entre le Hezbollah et Israël, où on.

L'acteur non étatique représentant une minorité contre un acteur étatique, la. Et l'acteur non étatique, voilà, même s'il reçoit un soutien. Politico militar financiero important de la part d'acteurs étatiques comme l'Iran et compagnie n'a pas accès aux mêmes technologies, des choses comme ça et donc on est dans une guerre extrêmement déséquilibrée ou en plus. Hezbollah entraîne tout un pays. Tu veux ? C'est que eux, ils sont prêts, les autres non.

Mais eux, ils sont prêts.

Et eux, ils prennent pas en compte les organisations internationales dans leur schéma pour se préparer.

C'est la même chose là à l'heure actuelle à Gaza, avec le Hamas, le Hamas, le Hamas, il a dit, bon, tant de personnes, ça va être pour, hein, mais nous, nos personnes à nous, les machins. S'organise pour nous, le Hezbollah, c'est la même chose.

Mais nos, nos combattants, les familles de notre mouvement machin, on va couvrir.

Juan

Et donc vous considérez que le Hezbollah, il était vraiment bien préparé pour cette question, d'après guerre.

IRW

Alors le Hezbollah, il a mis une ***** à Israël et il a gagné la fin de la guerre. Il a. La. Non plus, il était très bien préparé.

Juan

Oui, et pour et pour l'après-guerre. Vous pensez qu'ils étaient également aussi bien préparés ?

IRW

Très bien, très très bien. Oui, très bien. Il y avait, non ? Ils avaient déjà les affiches avec les slogans de la victoire.

Juan

Vous l'avez remarqué à ce moment là ?

IRW

Avant le cessez le feu, hein et non, ils ont communiqué sur. Tout le déroulé de la guerre de manière extraordinaire pendant les combats, ils ont-ils sont-ils ont mis une *****. Voilà, je vais mettre claire. Après la guerre, ils ont gagné la guerre de l'information au Liban. Auprès de leur population, ils avaient du fric. Ils ont même plus ou moins réussi à. Cher. Mettre un terme entre guillemets de je dirais plutôt de manière dans la communication au moins projet. Au projet New Middle East de. Le président américain de l'époque de George Bush à l'époque, non, ils ont-ils ont-ils ont gagné sur tous les plans, ils. Gagné sur tous les plans.

Juan

Alors et maintenant on peut à à la petite échelle, avec votre votre travail là 2006. Oui, donc fin des hostilités vous passez à un travail plutôt de d'eau. Voilà ouais et de voilà quand même un peu de distribution alimentaire. Ouais, vous vous êtes partis dans à peu près quelle date ?

IRW

Ben moi je suis parti 4 jours après la guerre.

Juan

Ah OK, 4 jours après la guerre.

IRW

Oui je suis arrivé, je suis plus donc le le 18 donc 6 jours après le début et je suis reparti 4 jours après la fin.

Juan

Est-ce que vous avez quand même laissé la place et les infrastructures pour un projet plus large de du ?

IRW

Ah bah maintenant il y a une mission, il y a une mission de du secours islamique au Liban qui est installé à Saïda, tout ça, il travaille avec le même partenaire. Comme ça. Donc oui oui, on a, on a posé les fondations, on a posé les fondations, mais entre guillemets, je dirais ça, c'est pas tout à fait mon travail.

Ni même, c'est à dire que. Notre arrivée en tant qu'équipe d'urgence. Pour ce conflit en particulier, a permis au secours islamique. En Angleterre. Par le fait qu'on se soit déployé pendant la zone d'urgence, qui permet aussi d'opérer sans avoir d'accord avec les ministères, est-ce que s'il y a aussi toute cette dimension légale ? Pour pouvoir Ops. C'est pour ça que mon opérant à travers des organisations locales, c'est que nous, on n'était pas établi, on n'était pas enregistré, on n'est pas opérationnel. Donc quand on arrive au milieu des des combats. Que les gens se prennent des bombes sur la ***** et comme ça et qu'on dit voilà, je viens déposer un déchet pour. Enregistrement de l'ONG il y a personne qui est là. Tout le monde a autre chose à faire.

Ce qui fait que le jour où. S'arrête. Les gens font, Ah mais oui, vous avez déposé un dossier. Mais non, mais ça compte, ça compte parce que. Il y a ceux qui étaient là avant, qui sont partis, qui reviennent, et puis il y a ceux qui étaient pas là, puis qui sont venus pendant.

Mais c'est, c'est toujours des choses, c'est des choses. C'est c'est très humain. Là, on touche à. À l'humain ?

T'es là pendant la crise ? Voilà, ça change tout par rapport à la perception.

Donc ça a facilité le.

Juan

Donc a permis l'installation de voilà du secours islamique à long terme ?

IRW

Oui, oui, ça posait les bases, ça permet, voilà.

Juan

Après, est-ce que vous avez quand même enchaîner un peu avec les personnes qui allaient arriver pour la mission d'après-guerre ?

IRW

Il y a une personne qui est venue, qui devait travailler, qui a été principalement après, qui s'est retirée, c'est. Il était plus au Nord. Voilà, il était du côté de Tripoli.

Juan

Et c'était pour quel type de projet après ?

IRW

Bon, il devait s'occuper de déplacer. Au départ, il devait être dans le Sud, il y a aussi le fait. Les gens ont pas tous voulu hein ?

Même les expatriés. A été déployé dans le sud et qu'on s'est déployé dans le Sud. On était 3, puis après on a été rejoint par 2 personnes, puis on a parmi les 2 personnes, il y en a une qui s'est basée à Tripoli.

Juan

Au au maximum il y avait combien de membres de l'équipe de Islamic Relief expatriés ?

IRW

On a été 3.

Juan

Et des membres locaux, vous avez embauché combien ?

IRW

On a embauché personne, on a travaillé avec eux, avec des partenaires.

Mais on a eu comme je vous ai dit. A eu des. Qui ? Des consultants qui sont venus, qui n'étaient pas, qui sont venus en chacun pendant ou en préparation sur d'autres sujets, entre autres le, le, l'enregistrement. Y a une personne à Beyrouth, une personne à Tripoli. Et comme je disais, là aussi c'est c'est c'est tout bête, mais c'est une

anecdote si j'ose dire. Mais la personne à Tripoli, elle était censée être à Beyrouth, mais la personne elle avait pas, elle avait trop peur. Oui, non mais voilà, c'est c'est. Part de Ouais donc on ne devait pas travailler à Tripoli puisque finalement on a travaillé à Tripoli. Non mais c'est une dimension humaine qu'il faut prendre en compte aussi, hein ? Parce que voilà.

Mais ce que je voulais juste dire, c'est que voilà, c'est on prévoit des, des déploiements, des. On prévoit de faire des choses, puis après.

On fait, on fait avec le réel.

Juan

Après, vous avez pour les projets des suites et des des projets qui se sont installés. C'était sur quel ? Sur quel sujet concrètement ?

IRW

J'en sais rien. Honnêtement, je je j'ai laissé des embryons. On avait parce qu'on avait des vraiment, c'était des projets de survie, hein ? Distribution de nourriture, puis après accès à l'eau potable dans des zones où il y a plus d'eau potable.

Il y avait tous les programmes d'appui aux réfugiés, aux personnes déplacées plutôt et donc. Moi j'ai laissé ça. Je veux dire, je suis parti une semaine après. Il y avait une équipe de, de, de, de de gens, je dirais plus stables, qui venaient pour mettre en place tout ça, qui étaient pas des gens de l'urgence, qui étaient vraiment des gens de programme machin. Voilà.

Juan

OK. Vous avez laissé, j'imagine, une évaluation des besoins ?

IRW

Mais c'est à dire que on a, on a les générales oui. D'ailleurs on a dit voilà, on travaille à tel endroit, à tel endroit on a accédé, voilà. Mais dire on a laissé une évaluation en tant que telle sur qu'est-ce qu'il faut faire ?

Non, non.

Moi, comme je l'ai dit, je suis arrivé 6 jours après le début de la guerre en passant. Damas. Suis reparti 3 ou 4 jours après le début. La fin ? J'ai pris le 2e avion qui quittait Beyrouth. L'aéroport de Beyrouth. Voilà, j'étais.

Oui, oui, j'étais venu pour répondre. À la guerre.

J'ai passé le bâton, voilà.

Juan

C'est un mandat très concret.

IRW

Oui, oui, oui, c'est ça, c'est mais. Mais si vous redemandez à vos à des gens du CICR ou MSF, c'est les gens qui sont intervenus avec le même. Bon médical mais le même mandat, le même côté très pragmatique, très pratique. Et alors ? Durée je sais pas pour les équipes mais c'est souvent c'est ça, c'est nos équipes, c'est ça. Alors à l'époque, je faisais beaucoup.

C'est souvent ça, c'est des gens qui viennent qui ? C'est ce qu'on avait la première, la première vague de réponses. C'est les. La première semaine, les 15 premiers jours, les gens qu'on envoie, qui déblaient le terrain. Il dort 4 h par jour dans des conditions infernales qui installent tout et une fois qu'on les a bien, ils. Au bout d'un mois, 2 mois, 3 mois, on les on les remplace par des gens un peu plus frais qui font un peu moins n'importe quoi, mais parce que aussi le contexte est un petit peu plus stabilisé où on connaît mieux.

Juan

Ok et. Oui est-ce que vous avez les noms des gens qui sont arrivés après pour la mission de stabilisation ?

IRW

J'en ai aucune idée. Ils ont tous tous changé et récemment, Islamic Relief, je crois, a fermé. Ils ont-ils ont eu des gros problèmes, ils ont eu des gros problèmes de corruption. La crise syrienne...

Voilà ça, je sais plus, je ne sais pas.

Ça aussi, ça, c'est l'autre aspect dont on parle.

Cette guerre au Liban a été pour moi aussi l'expérience d'une d'un gâchis d'aide et d'un détournement d'aide systématique. Extrêmement important que beaucoup d'organisations n'ont pas vu ou ne sont même pas au courant. Mais voilà. Comme je disais, moi j'ai vu des tonnes et des tonnes d'aide qui ont été déversées, qui comme elles venaient des États-Unis ou je sais pas où les mecs ils leur ont foutu le feu ou ont vidé de l'huile. L'huile de vidange dessus. Nous, on a vu, moi j'ai vu, je sais que. A envoyé un container. Avec une tonne d'aide médicale à la à, la fondation de la famille Hariri et la fondation de la famille a revendu ce container avant même la fin du conflit. Voilà. Donc ça, c'est toute une dimension aussi du conflit que alors ? Voilà, c'est comme tous les paquets de de nourriture qu'on a distribués. Bon, au début, on savait ce qu'il y. Dans. Paquets à la fin, c'est plus compliqué, mais ça valait toujours le même prix hein ?

Juan

Donc c'était c'est oui, c'est, ce sont des questions de corruption.

IRW

Mais bon, c'est aussi en même temps faut pas oublier que c'est un contexte bien particulier. Bah vous êtes sous les bombes, vous êtes enfermé la. Plupart du temps.

Les les voilà. Les gens courent à 02h00 de l'après-midi. On court se planquer au milieu dans la cave, on attend 1 h avant de sortir. Parfois même on court après que les bombes. Tombées mais voilà.

Juan

Ok, je voulais passer aussi sur la question de de l'encadrement, donc au niveau de Nations unies, si vous pouvez même me dire quelque chose sur ça.

IRW

Alors moi je peux pas vous parler de l'encadrement, d'aucun encadrement parce que je suis arrivé, je suis allé voir l'ambassade, les gens m'ont regardé, ils m'ont dit, Vous voulez évacuer ? Parce qu'à ce moment-là. A des gens, ils ont évacué les Français et ils leur ont dit bah non, moi j'arrive Julien pour aider les mecs m'en garer m'ont fait ouais alors nous non on s'occupe pas de vous. Et voilà, donc c'est tout ce que je peux dire de l'encadrement.

Juan

Et je voulais dire l'encadrement de à partir de de l'OCHA

IRW

Non, mais de de. Voilà, c'est tout ce que je peux dire de l'encadrement de la communauté internationale, de l'administration de voilà.

Juan

C'était inexistant, alors ?

IRW

C'était un bordel... Y a les personnes, c'était un bordel innommable.

Il y avait beaucoup de pitié pour le brave Logisticien m'a envoyé des Nations unies qui a couru dans tout le Liban et partout sur Internet pour acheter des des téléphones satellites in marsat à prix d'or. Parce que c'était les seuls téléphones satellites que les Américains avaient pas coupés, parce que c'était le système européen. Enfin bon, tout plein de ***** comme ça. Donc voilà. Et encadré par qui ? Encadré quoi ?

Juan

Donc. Il y avait pas une répartition comme ça géographique, par zone d'intervention pour chaque ONG

IRW

Pendant la guerre, moi je suis désolé, les Nations unies, ils étaient au Movent Peak. 80% des ONG internationales. Elle était à Beyrouth, je pourrais me donner le nom de l'hôtel. Des hôtels, voilà. Après ils ont fait des réunions. Ils sont. Voilà.

Moi, ce que je sais, c'est que pendant les 3 semaines et demi de guerre où j'étais là et où on était, on est, on est intervenu. J'avais pas d'interlocuteur.

IRW

Eh bien, quand je suis quand à chaque fois que j'arrivais, les gens me. Vous venez de tel endroit, c'est super, on sait pas ce qui. Passe, bah voilà. Donc non. Mais on parle de 3 semaines hein ?

Je veux dire quelqu'un qui est si, si on regarde bien, moi c'est 18 juillet. 18 août, 31 jours.

Le 8 août.

Quelqu'un qui est arrivé même. 15 jours plus tard, hein, pendant le premier cessez le feu, ils trouvent quelque chose de complètement différent parce que aux Nations unies, ça a commencé à s'organiser parce que pendant 15 jours ils ont pas rien foutu hein. Voilà, les gens ont commencé à se coordonner. Voilà.

Voilà non mais c'est ça c'est que non. Mais ce que je veux dire c'est que c'est toute une partie des choses que moi je n'ai pas vu parce que nous on sait pas attarder là-dessus.

Dans le sens où on travaille avec des partenaires, on avait nos financements.

C'est juste, on s'est juste focalisé sur où est-ce qu'on peut, qu'est-ce qu'on peut faire ou comment.

Le fait d'ailleurs que on ait un partenaire sunnite conservateur pour travailler en zone chiite-Hezbollah n'a jamais été un problème. Voilà, voir même ça parfois faciliter. Mais bah, parce que c'était entre Libanais.

Juan

Comment ça ?

IRW

Entre Libanais, entre musulmans, entre pas occidentaux. Et que il y avait pas d'acteurs, moi j'étais pas. Mon organisation n'était pas considéré comme un acteur occidental.

Ils nous ont perçus oui bah pas comme en local, mais quand même. Pas comme un accident, ouais.

Comme couleur locale. Oui voilà à l'international, mais voilà, pas pas, pas MSF, pas. CIRC pas, je sais pas...

Juan

Et ça change quoi sur le terrain ça, cette perception ?

IRW

Ça, ça change presque rien. À part que y a a priori positif. Il y a une proximité culturelle.

Il y a aussi entre les gens qui sont musulmans, je veux dire un musulman, du, du, de MSF ou du CICR, ou même de International Medical Corp. Bon ils auront cette même, mais là on est au niveau de la structure donc les gens auront ce même a priori. Positif. De départ mais vis-à-vis de la structure. Ce qui fait que moi on m'a jamais posé la question de savoir si j'étais musulman ou pas.

On s'en foutait complètement.

Juan

Mais juste le fait que vous travaillez pour une ONG musulmane, ça a certains avantages ou non ?

IRW

Ca assouplit des choses, ça, voilà.

Juan

Donc un peu les rapports jour à jour, ça, ça facilitait les conversations ?

IRW

Oui, non, parce que c'est.

Voilà oui et puis même moi je vois là là là je rigole sur avec mes collègues. Mais pendant la guerre ? Le fait que je sois islamique relief donc une organisation musulmane. Et. Ça m'a facilité, j'ai pu me déplacer...

Le fait d'être dans une organisation musulmane, ça facilite, parce que quand ? Comme je disais quand ? Quand CICR va se déplacer sur le terrain et qu'il est protégé par son statut de CICR. Quand moi j'allais avec islamique relief, on allait se déplacer sur le terrain, on était protégé par notre statut d'ONG internationales, ce qui, sachant que l'Islamic Relief était reconnu comme. Était sous le poids d'une d'enquête. D'une enquête en Israël pour apologie du terrorisme.

Si j'ose dire. Non, mais parce qu'ils aidaient les Palestiniens, c'était une organisation musulmane. On fait des ***** aussi, je veux dire je vais pas rentrer dans le détail mais voilà.

Donc a priori, sur le papier, moi j'avais moins de liberté. Que n'importe quelle autre organisation, parce que Ben ayant étant une organisation labellisée terroriste par Israël. On perd la protection Organisation internationale, mais comme on était le secours islamique, du moins on était islamique. Leaf ? Ouais qu'on était avec les populations libanaises, musulmanes et que y avait cette proximité culturelle. On a pu bénéficier de tout un réseau d'informations, de déplacements, de choses comme ça, de de rendez-vous pour transporter l'aide, pour aller faire des évaluations, des besoins, rencontrer les gens que. Sans doute. Regarde, mes collègues n'avaient pas accès.

Juan

Est-ce que vos collègues par exemple les MSF ils remarquaient cette différence ?

IRW

Bah il y avait l'équipe d'urgence avancée DMSF dont je connaissais certains membres où on se retrouvait à Saïda pour boire des coups et donc ils le savaient parce que eux aussi ils avaient, mais eux ils avaient du personnel libanais dans leur dans leur équipe d'urgence. Mais comme je disais, c'est on était 5 hein. Je veux dire c'est pas 6, non on était 6. Mais je veux dire c'est pas, c'est pas bravache, c'est juste le fait que. Bah voilà, on. Sur le terrain, on s'est retrouvé. Vous se voyez pendant ces moments-là ? Après, après, bien sûr. Les gens sont, je veux dire.

On a eu sans doute un accès beaucoup plus facile. Et privilégiée. Que la plupart des organisations, du fait qu'on était une organisation musulmane.

Juan

Et donc je passe à la question de l'encadrement

IRW

Ce qui va sans problème non plus, hein ? Parce que moi il y a des réunions. J'étais pas invité hein. Des fois une. J'ai ouvert la mauvaise porte, bon j'ai bien compris que j'étais pas bien.

Et c'est pas moi qui était aux commandes dans ces trucs là.

Ça, c'est la différence aussi avec les organisations occidentales. C'est c'est pas moi qui était au commerce. C'était des choses qui se passaient entre mon siège et les sièges des organisations locales, entre gens de la Communauté

Juan

Juste question un peu aussi anecdotique, est-ce que. Que vous vous parliez, vous déjà vous parlez d'arabe.

IRW

Non

Juan

Non, pas du tout. Et donc la communication avec les acteurs locaux, ça se passait en français, anglais.

IRW

En anglais, en français, comme on pouvait de toute façon.

Juan

Et ça changeait pas ces rapports de proximité culturelle ou.

IRW

Bah non, parce que il y avait d'abord les gens avec qui on travaillait d'habitude, avec qui on avait l'habitude de travailler et comme c'est. Relief UK est une organisation anglaise où il y a beaucoup de gens qui sont musulmans, mais ils sont pas tous arabophones hein très.

Loin de là. La communauté musulmane anglo-saxonne est très différente de la communauté musulmane en France, qui plus principalement issue de l'Afrique du Nord par l'arabe parce que eux c'est principalement kistanais Somalie c'est c'est d'autres langages, voilà.

Ça gênait pas du tout, voire même en fait le fait qu'on soit en fait, c'est vraiment le fait qu'on soit islamique Relief qui changeait vraiment beaucoup de choses parce que je pense que j'aurais pas du tout eu les mêmes rapports et la même proximité. De manière aussi facile et implicite, je dis pas que je. Pas eu, hein ? Mais voilà, avec d'autres organisations, si j'étais arrivé de l'extérieur, complètement. Voilà, j'arrive, je suis Monsieur machin Organisation, je vais sauver le monde, voilà. On se connaît pas, on a aucune à part le fait que de temps en temps je vous donne de l'argent. Voilà, on se connaît.

Juan

Là, vous reconnaissez au moins le nom de l'organisation ?

IRW

Oui il y a. Ouais, voilà c'est ça. Ben c'est c'est c'est c'est tout bête hein. Il y a 2 minarets sur le logo de l'organisation, déjà quelque chose.

Juan

Ouais alors je pense d'ailleurs la dernière question déjà donc. Là, on on rentre un peu dans votre votre opinion. Comment vous avez perçu cette mission et est ce que vous considérez qu'elle était un succès ?

IRW

Moi, moi, personnellement, je considère que c'est le genre de mission qui sont un succès. Parce que voilà, si on regarde, on est intervenu dès les premiers jours de la guerre, on est intervenu au plus près du conflit. On a laissé une structure qui s'est développée après en place. Visiblement, disons 15 ans plus tard. Est morte, mais bon, ça c'est autre chose. Ou elle est entrée mal en point sur autre chose ? Mais ce que je veux dire, c'est que pour moi, c'était une. C'était une, une action. Très positive dans des conditions très compliquées, très difficiles et qui relèvent. De l'humanitaire pure ? De de vraiment ce qu'on appelle l'humanitaire au sens.

Juan

À l'ancienne.

IRW

Ouais, à l'ancienne primaire du terme hein. Je veux dire vraiment la définition de l'action humanitaire telle que définie Solférino. Voilà, on va aider les gens qui sont bombarder la gueule quoi.

Juan

Donc assez. Voilà, vous considérez comme un succès, OK ?

IRW

Oui, oui, non, je sais pas, hein.

Et moi je serais intéressée, vous, si vous étiez. Comment vous le voyez-vous a posteriori, après, dans dans votre prisme, est-ce que pour vous c'est ça ? Peut être moi. Je vois aussi tous les côtés. Hein, je prends ? L'aspect positif pour moi, c'est ce qui prime. Après, il y a tous les aspects négatifs qu'on a évoqué sur toutes les conséquences politiques.

Mais voilà. Voilà, mais en tant que action humanitaire, en tant purement humanitaire de moi, j'ai essayé de me passer un succès, voilà.

Juan

Et quelles étaient les limites principales tout au long de la mission si vous pouvez la résumer ?

IRW

Ah bah c'est l'accès.

La logistique dans le sens très très large, la logistique. La logistique et les finances, l'accès. L'accès physique ? Les routes sont-elles dégagées ou pas ? Sont-elles praticables ou pas ? YAT il des véhicules disponibles ? Ya t il un chauffeur suffisamment cinglé pour essayer d'y aller sans se faire bombarder ? Y a. Ce qu'il y a suffisamment de nourriture dans les magasins pour qu'on puisse en acheter. Est-ce qu'il y a suffisamment de fioul à mettre dans les camions pour pouvoir emmener la nourriture ? Voilà. Et est-ce qu'on a de l'argent ? Et comme je disais, c'est là où là on j'ai eu. C'était notre expérience et c'est aussi parce qu'on avait des réseaux et qu'on savait que c'était bloqué. Moi je suis arrivé avec 200000€ dans un sac à dos. Non mais ça fait rigoler. Mais bon, c'était déclaré hein tout ça. Mais ce que je veux dire, c'est que. Ça change tout. Vous arrivez avec un. De chèques et un compte en banque qui est bloqué ou vous arrivez avec 200000\$ que vous piochez dans votre sac ? C'est pas pareil.

Juan

Et cette pénurie un peu en ressources, en logistique, vous pensez que c'était quelque chose, d'unique au Sud pendant les hostilités où c'était vraiment tout le Liban ?

IRW

C'était tout le Liban, comme c'est de toute façon une crise. Voilà, l'aéroport est fermé, les réserves de de pétrole sont un feu, la moitié des ponts sont détruits. Les, il y a des bombardements toutes les heures sur des points stratégiques névralgiques. Moi je vois quand j'ai dit que j'ai pour faire Nabatiyeh, Tyr il y a oui, il y a 20 km entre les 2 en année 6 h, c'est parce que il y a un échangeur d'autoroute. Ils l'ont bombardé pendant 8 h. Pendant la nuit, il y avait un **** de 20 M. Donc faire passer des milliers et des milliers de voitures où il a fallu d'abord adapter pour descendre, s'assurer qu'il y avait pas un truc qui traînait au fond et qu'on. Se poser la *****. Puis après faire remonter dans un **** qui a été creusé à la bombe et qui fait 20 M de profondeur, on a retrouvé un Caterpillar qui avait été entièrement retourné et enseveli sous la terre. Hein, une grue Caterpillar. Pas une, une pelleuse. Donc je veux dire, voilà, ça c'est les conditions d'accès physique, logistique qui sont. Voilà, c'est.

C'est voilà. C'est les particularités d'une guerre. Voilà, les frontières sont fermées. Il y a pas beaucoup d'électricité parce que voilà, il y a pas de nourriture parce que il y a pas de flux qui rentre.

Voilà des trucs aussi bêtes, hein, je. Dire quand il faut 3 h pour avoir un kebab.

C'est une anecdote, mais c'est c'est voilà, quand on on envoie, on se dit tiens on va manger, on va prendre des kebab. Le truc qui est bon voilà hein, on envoie quelqu'un, on lui dit bon bah il est 10 h du matin, allez va nous chercher des kebabs, on espère qu'on aura quelque chose à 14h00. Voilà ouais. Ouais, et que le type il fait le tour de. La ville pour essayer de trouver 4 kebabs. En en 03h00 non mais. Ça paraît rigolo, mais.

Parce que il y a pas de magasin ouvert, parce que les gens ont peur, les gens sont partis parce que. Voilà, c'est c'est moi, j'ai, j'ai je. Pour donner une idée, la ville de Tyr, il y avait 6000 personnes dedans. C'est une ville de. 100000 habitants. Il restait 6000 personnes planquées dans les caves.

Voilà 10% de la population de la ville.

Bah ça fait pas tourner.

Mais c'est, c'est, c'est des c'est, c'est des contraintes pragmatiques. Voilà.

On imagine mal quand on les a pas vécu.

Juan

Ouais, ça doit, ça doit avoir l'air calme quand même d'avoir une grosse ville vide comme ça.

IRW

Bah c'est comme dans le film, Je suis une légende.

Juan

En plus bombardé, donc oui ça fait...

IRW

Voilà, c'est des conditions très très très particulières, donc tu peux pas dire c'est voilà. Bien sûr que ça a affecté tout le Liban, bien sûr ça a affecté, mais c'est les conditions particulières de tous les conflits. Parce que un conflit c'est ça hein, c'est pas juste des gens qui se tapent dessus, c'est des conséquences, c'est. Pas d'accès, un accès dangereux limité, des ressources limitées, une énergie limitée.

Juan

Et à part cette question logistique, quel autre défi considérable ?

IRW

Non, moi c'était vraiment, c'est vraiment ça.

Juan

C'était vraiment ça, le principal.

IRW

Oui oui, rentrez déjà et puis, une fois qu'on était sur place, voilà faire des choses...